

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



L'INSTRUMENTALISATION DES KURDES : UN ESSAI DE CADRE ANALYTIQUE

Major Martin Larose

JCSP 38

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2012

PCEMI 38

Maîtrise en études de la défense

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2012.

CANADIAN FORCES COLLEGE - COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES
JCSP 38 - PCEMI 38

Thèse de mémoire

**L'INSTRUMENTALISATION DES KURDES : UN ESSAI DE CADRE
ANALYTIQUE.**

Par Maj Martin Larose

This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	i
LISTE DES CARTES.....	iii
SOMMAIRE.....	iv
REMERCIEMENTS.....	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : LENTILLE INTRA-KURDE AU SEIN DES ÉTATS.....	5
1.1 La première division.....	5
1.2 Les Kurdes au sein de l'Empire ottoman.....	8
1.3 Les Kurdes au sein de l'Empire Perse.....	13
1.4 Turquie	15
1.4.1 PKK et la Turquie	19
1.5 Iran	22
1.6 Irak	28
1.7 Syrie.....	35
1.8 Conclusion chapitre 1.....	41
CHAPITRE 2 : LENTILLE DES RELATIONS ENTRE LES PUISSANCES RÉGIONALES	43
2.1 Guerre régionale entre Empires	44
2.2 Relations régionales entre l'Iran et l'Irak.....	46
2.3 La Turquie, ses voisins, les Kurdes et l'eau	50
2.4 L'avènement du Kurdistan Irakien et les réponses régionales	55
2.5 Turquie et Iran dans le contexte régional et les Kurdes	58
2.6 Conclusion du chapitre 2	65

CHAPITRE 3 : LENTILLE DES PUISSANCES EXTRARÉGIONALES	67
3.1 L'Empire Britannique au Moyen-Orient et les Kurdes	68
3.2 L'U.R.S.S et les Kurdes : La République de Mahabad.....	75
3.3 La politique étrangère des États-Unis et les Kurdes	81
3.3.1 États-Unis et les Kurdes 1945-1991	82
3.3.2 L'après-guerre de 1991	86
3.4 Conclusion du chapitre 3	88
CHAPITRE 4 : ANALYSE DES FACTEURS ET PROPOSITION D'UN CADRE D'INSTRUMENTALISATION.....	89
4.1 Lentille des relations intra-kurdes au niveau national.....	89
4.2 Lentille des relations régionales	90
4.3 Lentille des puissances extrarégionales.....	92
4.4 Essai du concept : les Kurdes en Syrie lors des manifestations contre Bachar	95
4.5 Essai du concept : Les Kurdes comme entité nationale.....	98
CONCLUSION.....	101
GLOSSAIRE ET ACRONYMES.....	104
CARTES	106
BIBLIOGRAPHIE	112

LISTE DES CARTES ET FIGURES

Carte no 1 : Entente entre Russes et Britanniques de 1907.....	106
Carte no 2 : Accord de Sykes-Picot 1916.....	107
Carte no. 3 : Traité de Sèvres.....	108
Carte no. 4 : Traité de Lausanne.....	109
Carte no. 5 : Exemple de divisions de royaumes kurdes vers 1835.....	110
Carte no. 6 : Zones de combats et de déportations des kurdes en 1996.....	111
Fig. 1 : Facteurs d'instrumentalisation et leurs coefficients.....	94
Fig. 2 : Cube de l'espace de l'instrumentalisation des Kurdes.....	94

SOMMAIRE

Les évènements du printemps arabe des dernières années au Moyen-Orient démontrent l'importance des mouvements politiques et armés des minorités. Celles-ci peuvent aider à faire changer la balance des pouvoirs et mènent quelques fois à des changements de gouvernements. L'une des minorités les plus importantes au Moyen-Orient est celle des Kurdes. Malgré sa population de plus de 30 millions, cette minorité semble ne pas pouvoir créer son propre pays ou acquérir assez d'autonomie dans la région pour être une force assez importante.

Cette situation est due à ce que les Kurdes ont toujours été utilisés par d'autres groupes. Cette instrumentalisation est présente dans toute leur histoire où l'on peut en dégager des facteurs récurrents selon trois lentilles différentes. Au niveau de la lentille des relations intra-kurdes les facteurs sont : les divisions endogènes et politiques, la faiblesse du pouvoir central, la force du mouvement kurde, les ressources naturelles et la coercition. Au niveau de la lentille des relations régionales les facteurs sont : l'état de concurrence régionale, l'intérêt de fragiliser les Kurdes, les divisions des Kurdes, les ressources naturelles et les relations économiques. Au niveau de la lentille des puissances extrarégionales, il s'agit des facteurs de concurrence entre puissances, les ressources naturelles et l'intérêt de fragiliser les Kurdes. L'évaluation de ces facteurs selon un cadre analytique peut donc aider à expliquer ou à prévoir le niveau d'instrumentalisation des Kurdes. Ce cadre analytique peut ainsi aussi expliquer les raisons selon lesquelles les Kurdes n'ont pas de pays aujourd'hui.

REMERCIEMENTS

Je voudrais tout d'abord remercier mon directeur de thèse M. Pierre Pahlavi. Il a su bien me guider dans ces mois de travail acharné. Pierre, merci encore une fois pour tes paroles encourageantes et ton positivisme, ceci a été réellement apprécié. Ensuite, je remercie mes quatre enfants qui ont su garder le calme durant mes heures de rédaction et de correction sans même comprendre la signification de ce travail. Je vais maintenant pouvoir profiter de l'été avec vous. Pour terminer, Véronique qui a gardé le fort familial et m'a motivé à certaines reprises de bien terminer ce travail. Merci!

INTRODUCTION

Le monde musulman vit en ce moment une effervescence caractérisée par plusieurs révoltes et révolutions qu'on appelle printemps arabe. Plusieurs minorités ethniques dans ces pays sont prises dans ces engrenages révolutionnaires et doivent prendre des décisions afin de survivre dans cette période de changement des équilibres du pouvoir central. L'une de ces minorités qui doit faire face à ce problème est la population kurde. Celle-ci représente, selon les différentes estimations, près de 30 millions de personnes étendues en grande majorité entre la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie¹. C'est la population minoritaire la plus grande n'ayant toujours pas de pays malgré plusieurs années à combattre diplomatiquement et par les armes. Dans ce contexte de changements importants des balances du pouvoir, il est intéressant de pouvoir jeter un regard historique afin d'essayer de comprendre pourquoi les Kurdes n'ont toujours pas de pays et est-ce que ces changements feront en sorte qu'ils pourront former une nation.

Au cours des derniers siècles, les Kurdes ont vu leur destin leur échapper. Malgré leurs efforts continus pour acquérir l'autonomie ou l'indépendance, ils ont été divisés et instrumentalisés tant par des forces internes qu'externes. Cela a été vrai dans le passé lors des Empires Perse et Ottoman à partir du XVIIe siècle jusqu'au XXe siècle, ceci l'a été toujours vrai lors de la naissance et l'émancipation des nouveaux pays arabes issus de la

¹Il est difficile de confirmer le nombre exact de Kurdes dans la région car dans certains pays ils ne font pas parti des chiffres officiels de recensement. Les estimés de population diffère selon plusieurs experts à ce sujet mais les chiffres tournent autour de 25 à 32 millions. Pour plus de détails voir Marianna Charountaki, *The Kurds and US Foreign Policy : International relations in the Middle East since 1945* (New York : Routledge, 201), p. 34-35.

Première Guerre mondiale. Il en est toujours d'actualité au XXI^e siècle dans l'effervescence actuelle du printemps arabe.

Dans ce contexte, il convient de s'interroger sur les paramètres qui ont, au cours des derniers siècles, déterminé l'instrumentalisation des Kurdes. Quelles sont les causes déterminantes et les combinaisons de facteurs principaux qui ont fait obstacle ou, au contraire, favorisé l'émancipation de ce peuple? Il sera démontré que plusieurs facteurs ayant des conséquences géopolitiques qui ont causé l'instrumentalisation de la population kurde par les différents acteurs extérieurs et intérieurs. Ces facteurs se répètent tout au long de l'histoire kurde et encouragent ou découragent l'utilisation des peuples kurdes. Afin de bien déterminer ces facteurs, une méthode d'analyse historique sur plusieurs périodes sera utilisée. Ces périodes seront examinées sous trois lentilles différentes, celle des relations intra-kurdes au sein des pays qui contiennent des Kurdes, la lentille des relations entre les puissances régionales, et pour terminer, celles des puissances extrarégionales. Cette méthodologie a été choisie car elle essaiera de déterminer s'il y a des constantes au cours de l'histoire surtout lors du dernier siècle. Elle permettra à la fin de ce mémoire d'être capable d'en tirer un certain modèle d'analyse de l'instrumentalisation des Kurdes afin de peut-être aider à comprendre le futur de ce peuple dans cette période trouble.

L'analyse sera d'abord divisée en ces trois lentilles qui formeront les trois premiers chapitres. Chacune de ces lentilles sera analysée selon une chronologie historique en décrivant des périodes saillantes de l'histoire kurde. Cette analyse par

lentille fera ressortir les facteurs les plus importants. Le premier chapitre étalera les facteurs inhérents à l'instrumentalisation des Kurdes selon la lentille des relations intra-kurdes au sein des pays principaux de la région qui contiennent des populations kurdes. Ceci sera fait de manière chronologique, en débutant par les siècles où les Kurdes faisaient partie des Empires Perse et Ottoman et se terminant par le XXI^e siècle où les plus grandes populations kurdes font maintenant parties des pays de l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie. Plusieurs aspects vont y être touchés dont le contrôle des populations internes des états par l'utilisation des Kurdes, l'augmentation du nationalisme étatique et le renforcement d'un pouvoir central par le biais d'une propagande axée sur la peur engendrée par le danger kurde et l'utilisation des Kurdes le support au pouvoir central de chaque état afin de renforcer le pouvoir central et diminuer les opposants internes à l'état.

Le deuxième chapitre discutera de l'instrumentalisation des kurdes sous la lentille des relations régionales entre les puissances contenant une population kurde ou les utilisant dans leur politique régionale. Encore une fois, cette lentille sera examinée dans un contexte historique de façon chronologique débutant par les guerres entre les Empires Perse et Ottoman et se terminant par l'avènement d'un Kurdistan irakien au sein d'un état irakien fédéral. Ce chapitre va surtout discuter de l'utilisation des populations kurdes dans le contexte des rivalités régionales où les Kurdes deviennent une commodité intéressante pour déstabiliser un état afin de prendre de l'influence. La facilité avec laquelle les Kurdes peuvent jouer sur plusieurs tableaux et souvent contre plusieurs états en même temps va se révéler très important.

Au troisième chapitre, la lentille des puissances extrarégionales sera abordée et encore une fois, l'analyse sera faite selon une chronologie historique. Le thème central sera les relations des diasporas kurdes pour aider les grandes puissances extrarégionales d'assouvir leur hégémonie du Moyen-Orient. Les aspects de déstabilisation des états par le support des multiples révoltes kurdes, le jeu des pouvoirs amis des pays envers les grandes puissances et la reconnaissance d'un peuple kurde seront décrits.

Par la suite, dans un quatrième chapitre, les facteurs ressortis par l'analyse des trois lentilles dans une méthodologie historique seront analysés afin d'en ressortir des réponses à notre question initiale. Tout d'abord, ils seront interprétés afin de ressortir les plus importants ou les plus décisifs. Par la suite, ils seront mis en relief si des combinaisons de facteurs sont possibles ou celles qui augmentent ou diminuent l'instrumentalisation des Kurdes. Toutes ces combinaisons aideront à produire un cadre d'étude de l'instrumentalisation des Kurdes ou bien un modèle d'analyse afin de possiblement aider à mieux comprendre la situation actuelle ou le futur. Par la suite cet essai de cadre d'analyse sera utilisé afin d'analyser la situation actuelle en Syrie pour bien déterminer sa valeur dans l'étude des Kurdes.

CHAPITRE 1 : LENTILLE INTRA-KURDE AU SEIN DES ÉTATS

Afin de bien découvrir les facteurs au niveau national, ce chapitre est divisé en 5 sous-parties. La première section sera consacrée à une introduction de l'histoire des Kurdes, incluant leur première séparation politique importante entre les Empires Perse et Ottoman et leur vie sous ces empires jusqu'à la Première Guerre mondiale. Ensuite, la période de 1923 à aujourd'hui va être séparée entre les quatre pays ayant la plus grande population kurde au sein de leurs frontières : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Chacun de ces pays vont être traités de façon individuelle afin de déterminer les facteurs intra-kurde au sein de chacun des états car il semble que la situation kurde diffère dans chacun des pays.

1.1 La première division

Les racines de l'histoire du peuple kurde n'est pas récente, elles remontent avant la venue du Christ où l'on parle des Kurdes dans de vieux documents. Certaines figures importantes ont peuplé son histoire dont le plus célèbre est sans doute Saladin, le fameux chef militaire ayant combattu les croisés, né Kurde à Tikrīt en 1137 sur le fleuve Tigre². Entre les Xe et XIIe siècles, des principautés kurdes naissent et sont balayées par les invasions mongoles pour être reconstituées au XIVe siècle³. Au début du XVIe siècle, les puissants Empires Ottoman et Perse dominant la région du Moyen-Orient et sont constamment en conflit. Pris en tenailles entre ces deux immenses empires, les

²Nader Entessar, "The Kurds in Post-Revolutionary Iran and Iraq", *Third World Quarterly*, vol. 6, no. 4 (octobre 1984), p. 911; <http://www.jstor.org/stable/3991802>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

³Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes* (Paris : Éditions Ellipses, 2006), p. 15.

principautés kurdes de cette période sont politiquement morcelées et sous-peuplées⁴. Ces divisions sont très importantes et déterminées par plusieurs aspects:

Les Kurdes sont un système de tribus fortement individualisées, de clans et de communautés qui ont toujours dominé la société kurde dans le passé. L'isolation géographique a nui à une unité nationale des Kurdes. La plupart des Kurdes vivent loin des centres économiques et politiques et ces secteurs sont plus souvent que d'autres dérivés de fonds, négligés et sous-développés. L'aspect montagneux de leurs régions divise physiquement les populations donnant des comportements sociaux et politiques différents⁵.

Ces divisions constantes entre les différentes principautés vont constamment faire en sorte que celles-ci vont combattre souvent l'une contre l'autre en s'alliant à l'un ou l'autre des empires afin d'améliorer leur sort. En 1514, le Sultan Selim 1^{er}⁶ gagne la bataille de Chaldiran sur le Chah Ismaël 1^{er}⁷ avec l'aide de la majorité des principautés kurdes. Il faut expliquer ici que les Kurdes sont majoritairement sunnites ce qui les pousse à s'allier avec le Sultan ottoman. Le choix de l'Empire Ottoman par les émirs kurdes et tribus était donc le résultat de leur partenariat sunnite contre les chiites perses et de la politique ottomane qui laissait les émirats et tribus garder un certain niveau d'autonomie⁸. En fait le traité entre les principautés participantes et le Sultan était très

⁴Sabri Cigerli, *Les Kurdes et leur histoire* (Paris : L'Harmattan, 1999), p. 86.

⁵Graham E Fuller, *The Kurds and the Destiny of the Middle East* (New York, RAND research, 1993), p. 4-7.

⁶Il fut le 9e Sultan (souverain) de l'Empire Ottoman du 25 avril 1512 au 20 septembre 1520 et le premier à porter le nom de calife à partir de 1517. Calife vient de l'arabe qui veut dire successeur. Il est un titre porté par les successeurs de Mahomet après sa mort en 632 jusqu'à l'abolition de cette fonction par Mustafa Kemal Atatürk en 1924. Les califes réunissaient le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Le porteur du titre a pour rôle de garder l'unité de l'islam et tout musulman lui doit obéissance : c'est le dirigeant de l'oumma, la communauté des musulmans.

⁷Il est est Chah (monarque) de 1501 à 1524 et est le fondateur de la dynastie des Safavides qui régna sur la Perse entre 1501 et 1736.

⁸Michael Eppel, "The Demise of the Kurdish Emirates: The Impact of Ottoman Reforms and International Relations on Kurdistan during the First Half of the Nineteenth Century", *Middle Eastern Studies*, vol. 44, no. 2 (mars 2008), p. 239.

exhaustif semblable à un lien vassal-suzerain comparable à ceux des royaumes européens de la même époque :

Chaque principauté gardait son indépendance, la direction de chaque principauté était héréditaire, se transmettait de père en fils et devait être approuvé par le Sultan, les Kurdes devaient participer à toutes les guerres de l'Empire, l'Empire avait le devoir de protéger les Kurdes, les Kurdes étaient dans l'obligation d'offrir des cadeaux traditionnels au calife, c'est-à-dire de verser des cotisations et des redevances à la caisse du Calife⁹.

À la suite de la victoire de Chaldiran, les deux empires vont diviser les territoires des principautés entre eux dont la plupart seront sous le joug de l'Empire Ottoman. Les principautés sont alors intégrées dans les empires divisant ainsi officiellement pour la première fois les populations kurdes par d'autres frontières que les leur (voir carte 5 pour un exemple de séparation de principautés toujours présent au XIXe siècle). Malgré cette entente, les conflits vont continuer pendant près d'un siècle le long des frontières qui sont difficile à tracer compte tenu des changements d'allégeances constants entre les principautés kurdes et les empires. De plus, chaque empire va utiliser les différents entre les tribus afin de gagner des positions favorables le long de la frontière. Toutefois, le traité de Zohâb en 1639, met fin à la plupart des différents entre les deux empires et créé une zone tampon entre eux en divisant le territoire kurde¹⁰. Cette frontière va rester plus ou moins inchangée jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale malgré les combats plus ou moins constants entre les deux empires.

De part cette première division politique par des pays extérieurs du territoire kurde, les divisions endogènes des Kurdes vont être exacerbées. Comme démontré, ces

⁹Sabri Cigerli, *Les Kurdes et leur histoire*, p. 89.

¹⁰Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, p.16.

divisions sont ensuite bien utilisées par l'emploi de troupes kurdes par les deux empires causant l'instrumentalisation des Kurdes. Les divisions endogènes et politiques sont alors le premier important facteur lorsque l'on regarde à travers la lentille intra-kurde. Il convient maintenant de s'attarder de plus près aux relations des Kurdes avec ces empires à partir du XVIIe siècle jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale.

1.2 Les Kurdes au sein de l'Empire ottoman

Les populations kurdes sont toujours aussi nomades que depuis la création de leurs principautés et celles-ci traversent les frontières des empires car celles-ci ne suivent celles des tribus. Afin de régler le problème de frontières certaines idées sont mises de l'avant :

Les dirigeants ottomans ont pensé qu'en sédentarisant ces groupes, ils pourraient mieux définir les frontières de l'Empire, et mieux les défendre; si les populations nomades étaient enregistrées, ils pourraient y lever des impôts et des conscrits et ils disposeraient de main-d'œuvre pour travailler aux routes, aux ponts et aux autres infrastructures délaissées et détruites au cours des longues guerres de la fin du XVIIe siècle¹¹.

Ces idées vont être mise en œuvre mais avec des succès mitigés dû à l'ampleur du problème et le manque d'argent du pouvoir central. D'un autre côté, les liens entre les tribus de part et d'autres de la frontière causent des problèmes afin de la sécuriser car il se peut qu'une tribu se retourne contre le Sultan et aide les Perses. Les puissantes tribus sont donc déplacées sur de grandes distances et dispersés à travers l'Empire en vue de briser les solidarités existantes dans leurs régions naturelles et d'autres groupes furent aussi

¹¹Resat Kabasa, "L'empire Ottoman, ses nomades et ses frontières aux 18^e et 19^e siècles", *Critique internationale*, no. 12 (automne 2001), p. 115; <http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2001-3-page-111.htm>; Internet; consulté le 15 mars 2012.

installés parmi eux afin de saper leur cohésion¹². Ces dispersions constantes servent aussi à diminuer tout regroupement kurde assez fort pour faire face au contrôle gouvernemental qui est assez réduit dans ces régions éloignées des frontières.

Malgré le fait que les populations kurdes représentent une forme de menace, elles sont aussi facile à diviser et à utiliser afin d'équilibrer les forces dans les régions éloignées.

Pour se concentrer sur ces régions, l'exploitation des rivalités et luttes entre les forces locales faisait partie de la conduite normalement acceptées par les valis (gouverneurs) et l'empire ottoman. Cependant, l'intérêt commun des valis et le gouvernement central était de supprimer toute force locale devenant trop puissant à leur goût¹³.

Cet état des choses se déroulait dans les zones frontalières de part et d'autres de la frontière aux XVIIe et XVIIIe siècles. Les agents des deux empires étaient en tout temps présents afin de garder un équilibre entre les puissances tribales. Un exemple que Michael Eppel nous démontre est celui de la maison de Baban dans le vilayet de Bagdad :

Les émirs de la maison de Baban cherchaient à exploiter leur rôle dans la lutte entre les deux grands empires afin de renforcer leur propre statuts et indépendance en manœuvrant entre les deux camps. Cependant, en même temps, les Perses et les Ottomans intervenait dans l'émirat dans le but de promouvoir les intérêts de leurs favoris, utilisant les luttes et rivalités qui existaient à même la famille des Babans. Les Perses utilisait entre autre l'émirat d'Ardalan, qui était sous leur souveraineté et constitué de Kurdes rivaux des Babans¹⁴.

¹²*Ibid.*, p. 116.

¹³Michael Eppel, "The Demise of the Kurdish Emirates: The Impact of Ottoman Reforms and International Relations on Kurdistan during the First Half of the Nineteenth Century", *Middle Eastern Studies*, vol. 44, no. 2 (mars 2008), p. 240.

¹⁴*Ibid.*, p. 241.

Au début du XIXe siècle, l'Empire Ottoman et l'Empire Perse commencent une politique de centralisation des pouvoirs d'état inspiré du modèle des pays européens afin de se moderniser. Dans l'Empire Ottoman, ces réformes appelées *Tanzimat* vont réduire les libertés que les émirats kurdes jouissaient causant une série de révoltes de 1806 à 1880 basées sur les divisions tribales envers le pouvoir central¹⁵. En fait Maunsell démontre, par sa thèse, que les Kurdes sont majoritairement des nomades encore au début du XXe siècle de par leurs agissements et leurs relations entre les différents groupes¹⁶. Hamit Bozarslan aussi va dans le même sens en démontrant que malgré que les Provinces kurdes sont sous autorités de l'empire, les personnes se tournent vers le système de tribus quand même afin de régler les problèmes¹⁷. Il s'agit donc plus d'une confrontation entre un État autoritaire et modernisateur et une société traditionnelle, son style de vie et ses valeurs qu'un début de nationalisme. Durant les guerres entre l'Empire ottoman et la Russie 1853-56 et 1877-78, les Kurdes se sont globalement alignés sur les ottomans même si les tribus avaient tendance à se battre les unes contre les autres afin de gagner plus de pouvoirs dans ces temps anarchiques¹⁸. De manière générale, les Kurdes sont donc toujours divisés par des divisions endogènes et les pouvoirs centraux s'en servent afin de continuer à bien gouverner en utilisant ces divisions pour ne pas faire face à un peuple unis.

¹⁵Hamit Bozarslan, *Conflit kurde: Le brasier oublié du Moyen-Orient*, (Paris : Éditions Autrement, 2009), p. 28-29.

¹⁶F.R Maunsell, "Kurdistan", *Geographical Journal*, vol. 3, no. 2 (février 1894), p. 81-92; <http://www.jstor.org/stable/1774022>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

¹⁷Hamit Bozarslan, *Conflit kurde: Le brasier oublié du Moyen-Orient*, p. 31.

¹⁸Michael Eppel, "The Demise of the Kurdish Emirates: The Impact of Ottoman Reforms and International Relations on Kurdistan during the First Half of the Nineteenth Century", p. 255.

Le summum de l'instrumentalisation des Kurdes au cours de la période avant Mustafa Kemal Atatürk¹⁹ est sans aucun doute l'implantation de troupes kurdes au sein de l'armée ottomane. Étant des nomades, les Kurdes sont renommés comme étant d'excellents cavaliers et de redoutables guerriers. Sous son règne, le Sultan Abdül Hamid II forme une armée de cavalerie spéciale *Hamidiye Alaylari* qui est constituée de tribus kurdes fidèles à l'Empire Ottoman qui est chargée de sécuriser la frontière avec la Perse et contrôler les autres Kurdes²⁰. La création de ces troupes est en effet une façon d'essayer de neutraliser le pouvoir tribal, car elles étaient commandés par des officiers ottomans, levées sans que les chefs de tribus puissent y participer et combattaient des ennemis communs soient les Russes et les Arméniens, qui sont des Chrétiens. De plus, le panislamisme, la doctrine de la Porte, gagne du terrain à cette époque parmi les Kurdes qui voient en le Calife un père protecteur contre le danger chrétien immédiat²¹. Brandissant le péril auquel le peuple kurde semble faire face, le Sultan gagne des tribus obéissantes en les supportant et les défendant. Cette dynamique va se prolonger tout au long de la Première Guerre mondiale où à quelques reprises le pouvoir central promet plus d'autonomie à certaines tribus, comme celle du Cheikh Mahmoud Berzendji, en

¹⁹ Il est né à Salonique le 19 mai 1881 et mort à Istanbul le 10 novembre 1938, est le fondateur et le premier président de la République turque. Général dans l'armée ottomane au cours de la Première Guerre mondiale, il voit d'un mauvais œil le dépeçage de l'Empire Ottoman et l'occupation des forces extérieures. Il mène des campagnes militaires nationalistes de libération du territoire entre 1919 et 1923 surtout contre les Grecs qui mènera à la formation de la Turquie moderne.

²⁰ Sabri Cigerli, *Les Kurdes et leur histoire*, p. 98.

²¹ Hamit Bozarslan, "Les révoltes kurdes en Turquie kémaliste (quelques aspects)", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 151 (juillet 1988), p. 123; <http://www.jstor.org/stable/25730514>; Internet; consulté le 27 février 2012.

échange de servir sous les drapeaux²². Cependant, souvent les autorités ottomanes vont utiliser les troupes kurdes afin de s'occuper des sales besognes de mouvement de population ou de massacres de minorités afin d'asseoir son pouvoir sur certaines régions. Il est important de considérer aussi que la plupart de massacres étaient sûrement motivés par le racisme de certaines tribus kurdes dont le plus important est sûrement le massacre des Arméniens. En voici un autre exemple:

Durant l'hiver 1914-1915, lorsque les Turcs prirent l'offensive contre les Russes sur le front du Caucase, ils envoyèrent une armée renforcée de tribus kurdes dans la province persane de l'Azerbaïdjan à l'est du vilayet de Van, dans les parties occidentales du lac d'Ourmiah, dont la population était composée en majeure partie d'Assyro-Chaldéens mais aussi d'Arméniens. Environ 1000 Assyro-Chaldéens furent assassinés après la retraite russe, par les Kurdes et les Persans sous supervision ottomane²³.

L'auteur Resat Kasaba démontre que cette utilisation se continue même après la Première Guerre mondiale dans les armées nationalistes :

L'état ottoman a cherché à tirer avantage de la mobilité des différentes communautés nomades et autres, en sollicitant activement leur coopération dans la mise en place de sa politique. Il est bien connu, par exemple, que même au début des années 1920, l'armée nationaliste s'appuyait fortement sur des groupes migrants pour organiser la résistance contre l'occupation grecque de l'Anatolie²⁴.

Les Kurdes sont donc encore une fois divisés et utilisés afin de supporter les intérêts que l'Empire possède pour renforcer le pouvoir central. Avant de voir comment cette

²²Saad Eskander, "Britain's Policy in Southern Kurdistan: The Formation and the Termination of the First Kurdish Government, 1918-1919", *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 27, no. 2 (novembre 2000), p. 142; <http://www.jstor.org/stable/826089>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

²³Joseph Yacoub, "La question Assyro-Chaldéenne, les puissances européennes et la société des nations", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 151 (juillet 1988), p. 105-106; <http://www.jstor.org/stable/25730513>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

²⁴Resat Kabasa, "L'empire Ottoman, ses nomades et ses frontières aux 18e et 19e siècles", p. 113.

politique sera prolongée après la Première Guerre mondiale par la Turquie de Kemal Atatürk, il convient de s'attarder maintenant au sort similaire que connaissent parallèlement les Kurdes de l'Empire Perse.

1.3 Les Kurdes au sein de l'Empire Perse

Il y a des similarités et des différences dans la façon dont les Kurdes ont été instrumentalisés sous l'Empire Perse dû aux facteurs qui sont différents. Tout d'abord, les sujets kurdes du Chah ne sont pas regardés avec beaucoup de faveur, comme dans la majorité du Kurdistan, ils suivent le sunnisme, tandis que les Perses sont chiites²⁵. Toutefois, les Perses ne considèrent pas les Kurdes comme une différente minorité, car ils sont des indo-européens comme les Perses tandis que les Ottomans sont une population altaïque. De toute façon, les considérer autrement pourrait agir comme une entrave à l'unité et au processus de la construction d'un état-nation²⁶. Les Kurdes ont donc une affinité religieuse avec les Ottomans mais une ethnie semblable avec les Perses. .

L'effet du tribalisme au sein des tribus kurdes en Perse est semblable à celui du côté ottoman. Les tribus choisissent leurs partenaires et se battent aussi entre eux. Par exemple : les guerres russo-perse de 1804-1813 et 1826-28 dans le Caucase ont amené les

²⁵F.R Maunsell, "Kurdistan", p. 82.

²⁶Nader Entessar, "The Kurds in Post-Revolutionary Iran and Iraq", p. 912

Kurdes à aider les Russes afin de se libérer du joug perse qui voulaient reprendre le contrôle de la région perdu après la fin de l'Empire Safavide²⁷.

Le pouvoir central utilise certaines tribus contre les autres afin d'équilibrer les puissances surtout près des frontières. La Perse va aussi utiliser les Kurde, indo-européens, comme bouclier contre des minorités turciques à l'extrémité de son empire en déportant des tribus au cours du XVIe et XVIIe siècles. Par exemple, Chah Abbâs qui déporte 15 000 familles kurdes vers le Khorassan pour barrer la route des Ouzbeks et des Turkmènes aux frontières orientales de l'Iran²⁸. Ces déportations aident à sécuriser le territoire impérial.

L'Empire Perse va, comme son voisin, débiter une centralisation des pouvoirs au sein de l'état. La réaction sera semblable en Perse que dans l'Empire Ottoman et plusieurs révoltes auront lieu dont la plus importante sera celle du Cheikh Obeidoullah débutant en 1880. Ces révoltes ont les mêmes caractéristiques que celles du voisin car les chefs tribaux ne veulent pas perdre leurs autonomies. Encore une fois, les tribus kurdes vont s'opposer entre elles, pas l'entremise de l'Empire qui utilise encore une fois les divisions endogènes des Kurdes pour mâter les révoltes.

²⁷Michael Eppel, "The Demise of the Kurdish Emirates: The Impact of Ottoman Reforms and International Relations on Kurdistan during the First Half of the Nineteenth Century", p. 246.

²⁸Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, p. 16.

L'étude historique de cette période des grands Empires Perse et Ottoman permet de faire ressortir déjà des facteurs dans l'instrumentalisation kurde. Le facteur des divisions endogènes est extrêmement présent dans cette période. Il est dû à la géographie, la faiblesse des communications intra-kurde et les divisions tribales. Connaissant ces divisions, les agents du gouvernement les utilisent à bon escient afin de contrebalancer la puissance des tribus et ainsi consolider leur pouvoir dans des régions instables et loin géographiquement de la capitale. Il y a aussi un facteur de faiblesse de pouvoir central qui se dégage, car plus les deux empires perdent de la puissance, plus ils utilisent les Kurdes comme une base de pouvoir. Ceci est représenté dans leur emploi dans les guerres de frontières et au sein des forces armées. Enfin, un dernier facteur de force d'un mouvement kurde se dégage. Lors des révoltes dues aux réformes, plus un certain mouvement kurde prenait de la force, plus les empires ont essayés d'utiliser d'autres tribus pour contrer ce mouvement afin de diminuer l'étendue de la force générale du mouvement kurde. Voyons maintenant si ces facteurs se répètent ou d'autres apparaissent à la suite du traité de Lausanne, où il y a formation de quatre nouveaux états, et regarder si les relations intra-kurdes changent par la création de nouvelles divisions politiques..

1.4 Turquie

La signature de l'armistice de Moudros le 30 octobre 1918, signifie la fin de la Première Guerre mondiale pour l'Empire Ottoman qui doit se replier sur lui-même et renoncer à plusieurs de ses territoires. Les puissances alliées vont faire signer à l'Empire le traité de Sèvres le 10 août 1920 qui a pour implication de l'amputer des parties majeures de son territoire. Au chapitre 3, il y en sera discuté plus en détails compte tenu

des interventions des puissances extrarégionales. Le traité de Sèvres, quoique jamais ratifié va causer une flambée nationaliste turque menée par Mustafa Kemal qui va se révolter contre le gouvernement impérial et mener une guerre d'indépendance contre les alliés, entre autre les Grecs. Plusieurs chefs kurdes se rallient, pour la plupart et sans doute à cause du danger arménien, au pouvoir kémaliste qui se veut au début le garant de la fraternité kurdo-turque mais ces rapports se détériorent après la victoire kémaliste²⁹. En fait, Kemal ne fait que continuer la politique ottomane en utilisant les Kurdes à bon escient dans ses combats contre l'autorité centrale en faisant miroiter une plus grande autonomie pour les tribus qui le supporte. Cette réalité est confirmée lors des négociations du traité de Lausanne entre les alliés et Atatürk, il n'est aucunement question de donner plus d'autonomie aux Kurdes et le projet d'un Kurdistan identifié lors du traité de Sèvres est abandonné³⁰. De plus, Kemal brise sa promesse aux Kurdes de garder unifié à la Turquie un futur Kurdistan. Il utilise les provinces du Sud-Kurdistan en échange de d'autres concessions des alliés.

Le retournement d'Atatük envers la minorité kurde et sa politique d'un nationalisme turc et laïc (kémalisation) ainsi que la centralisation du pouvoir va causer, entre 1923 et 1938, plus de 18 révoltes en Turquie dont seulement deux ne sont pas d'origine kurde. Le mouvement kurde de cette époque repose surtout sur la mobilisation de forces traditionnelles basé sur les deux axes de l'organisation sociale kurde c'est-à-dire

²⁹Hamit Bozarslan, "Les révoltes kurdes en Turquie kémaliste (quelques aspects)", p. 125.

³⁰Le projet de Kurdistan unifié faisait partie du traité de Sèvres. Il se basait sur la prémisse du 12^e point des 14 points de Woodrow Wilson qui était l'autonomie des peuples non-turcs de l'Empire ottoman.

la religion et l'aspect tribal³¹, moteurs du début d'un nationalisme kurde. Ces forces sont les plus importantes car la plupart des actions de Kemal vont à l'encontre de ces forces comme l'abolition du sultanat en 1922 et l'abolition du ministère des affaires religieuses, des tribunaux religieux et écoles à partir d'avril 1924. Ces mesures diminuent la force des religieux et par le fait même les chefs de tribus, car ceux-ci sont supportés par les religieux. Toutefois, même si le rôle d'autodéfense des structures tribales est souvent primordial, les arguments nationalistes n'émergent souvent que par la suite pour jouer un rôle de justificateur et d'unificateur³². Ne formant pas un noyau national fort, les différents entre les tribus kurdes vont aider Kemal à mâter les révoltes les unes après les autres. En voici un exemple :

Hadjo un chef puissant de la tribu Heverkan prend le contrôle de sa tribu en collaborant avec Kemal contre son rival Ali Batê. En 1925, il aide Kemal dans la répression de la révolte du Cheikh Saïd. Il est loin d'être récompensé et dès 1926 son autorité est menacée par le pouvoir kémaliste et il est poussé à la révolte et deviendra un des plus importants ennemis du pouvoir³³.

Cependant, certains historiens comme David McDowell voient dans cette période le début du nationalisme dont la révolte du Mont Ararat de 1929-1932 en est l'exemple. L'extrême répression des Turcs minimise les différences entre les tribus et pour la première fois une organisation nationaliste, le Khoyboun, joue un rôle central et non les chefs de tribus et les chefs religieux³⁴. Cette révolte est très importante car elle est d'ordre régional aussi en utilisant le support de Reza Chah par l'octroi de bases en Iran.

³¹Hamit Bozarslan, "Les révoltes kurdes en Turquie kémaliste (quelques aspects)", p. 129.

³²*Ibid.*, p. 133.

³³*Ibidem.*

³⁴James Ciment, *The Kurds : State and Minority in Turkey, Iraq and Iran* (New York : Facts On File, 1996), p. 46.

Mais les frontières des nouveaux grands pays issus de la Première Guerre mondiale sont en tant que tels des divisions des territoires des tribus, ce qui a des effets néfastes sur l'économie des tribus et paralyse la hiérarchie tribale et divise encore une fois de façon artificiel le mouvement kurde³⁵.

La dernière grande rébellion des Kurde sera celle de Desrim à laquelle Ankara va répondre par une répression sans précédent qui se soldera par plusieurs familles déportées et plus de 40 000 Kurdes massacrés. Ici on peut voir que le facteur de divisions internes revient avec force malgré le fait qu'une conscience nationaliste se forme. De plus, le facteur de force du mouvement kurde est aussi très présent. Étant donné qu'il y a un début de mobilisation nationale kurde, le gouvernement les instrumentalise encore plus.

Après la Seconde Guerre mondiale, une thèse différente mené par Avni Dogan, l'inspecteur général à Diyarbekir et un des juges ayant envoyé le Cheikh Saïd à sa mort, voit le jour afin de régler le problème Kurde. Avant celui-ci les Kurdes devaient tout simplement être anéanti et éloignés de la civilisation turque afin qu'ils ne se révoltent pas. Pour le kéralisme, seule une nation peut accéder à la civilisation universelle, la question culturelle est décisive et cela entre dans la catégorie des problèmes nés de l'état-Nation turc³⁶. La nouvelle thèse de Dogan diffère par une assimilation au reste de la nation par l'instruction publique et l'apprentissage de la langue et de la culture turque³⁷.

³⁵Hamit Bozarslan, "Les révoltes kurdes en Turquie kémaliste (quelques aspects)", p. 131.

³⁶Sabri Cigerli, *Les Kurdes et leur histoire*, p. 31.

³⁷Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, p. 45.

Toutefois, le rôle de l'armée, gardien du kémalisme et de la constitution, va toujours garder la répression présente comme arme contre les Kurdes durant cette période.

Prétextant le péril kurde pour la nation turc, l'armée échappe à tout contrôle politique sur la décision finale concernant la conduite des politiques au Kurdistan. La politique kurde d'Ankara présente donc un double visage :

Le kémaliste se présente comme une politique d'assimilation-répression chaotique orchestrée sur le mode Docteur Jekyll et M. Hyde: un effacement de l'identité kurde par une politique éducative qui diffuse à outrance la langue et les valeurs turques, d'une part, et, d'autre part, une répression militaire d'une férocité inouïe³⁸. Un facteur de coercition apparaît ici depuis Kemal et va se continuer tout au long de l'histoire de la politique intérieure de la Turquie. Dans son désir d'affaiblir les Kurdes par des mesures coercitives envers eux et surtout les éléments de leur culture, les Kurdes s'isolent du gouvernement et sont moins utilisés. Lorsque les effets de coercition sont moins grands, l'instrumentalisation reprend.

1.4.1 PKK et la Turquie

Au début des années 1980, un nouveau parti révolutionnaire va voir le jour et changer la donne en Turquie, le parti ouvrier du Kurdistan (PKK). Ce parti est différent des autres mouvements nationalistes car il n'est pas centré sur des chefs de tribus et religieux mais sur la population kurde, surtout les jeunes provenant des centres urbains. En effet, les multiples déportations de Kurdes aux quatre coins du pays et surtout les grandes villes turques ont créé une diaspora importantes en dehors des régions kurdes, de là la nouvelle force de ce mouvement. Le bilan de cette nouvelle guerre entre la Turquie et le PKK sera très lourd. Entre 1984 et 2000, 6044 militaires tures, 6112 civils, 21 374 militants du PKK tués. Trois millions de Kurdes ont été déplacés, 35 000 villages

³⁸*Ibid.*, p. 56.

détruits³⁹ (voir carte no. 6 des centres principaux de combats et destructions de villages).

Une des stratégies importante et nouvelle afin de contrer cette menace et ramener le calme dans les régions kurdes est un énorme projet hydroélectrique appelé Güneydogu Anadolu Projesi (GAP), pour projet Sud-Est Anatolien :

Ce projet sur les bassins versants des deux fleuves Euphrate et Tigre, mis en œuvre en 1986, prévoit la construction de 22 barrages d'une capacité de 60 km³, 19 centrales électriques pour une puissance de 7400 Mégawatts, et l'irrigation de 1,7 millions d'hectares, ce qui consommerait entre 16 et 22 km³ d'eau par an⁴⁰.

Cet énorme projet va causer des problèmes régionaux qui seront abordés au chapitre 2 avec les voisins sud de la Turquie qui sont en aval des deux grands fleuves. Au niveau national, ce projet est surtout concentré sur la sécurité du pays. En fait selon Françoise Rollan :

Les vrais objectifs seraient de fixer les populations et d'éviter les migrations vers les grandes villes de l'Ouest... il s'agirait en outre de déplacer vers le GAP des populations kurdes vivant le long de la frontière irakienne, de fixer les tribus dans des villages (50 000 membres environ). En outre, le développement économique pourrait attirer des populations turques (ethniques) ce qui permettrait de diluer les kurdes⁴¹.

Frédéric Lasserre y voit aussi une réponse aux demandes d'autodétermination des Kurdes de la région :

Le développement économique de la région amènerait des routes et des endroits afin de mieux contrôler les rebelles. Aussi la mise en eau des barrages amènerait

³⁹*Ibid.*, p. 61.

⁴⁰Frédéric Lasserre, *Écologie, irrigation, diplomatie, comment éviter les guerres de l'eau : L'eau au cœur des conflits du XXIe siècle* (Paris : Éditions Delavilla, 2009), p. 82.

⁴¹Rollan, Françoise. "Le Tigre et l'Euphrate", *Confluences Méditerranée*, no. 52 (hiver 2004-2005), p. 174; <http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2005-1-page-173.htm>; Internet; consulté le 15 mars 2012.

la submersion de plusieurs villages kurdes dont les habitants seraient transférés dans les villes plus faciles à contrôler⁴².

Ce projet, quoique intéressant au niveau du développement économique national est également salubre au niveau de la sécurité car il couperait les militants kurdes de leur bases arrières et du soutien des populations dû au remaniement du paysage par les autorités turques. Il permet donc à Ankara de faire d'une pierre deux coups : au développement de l'infrastructure hydraulique s'ajoute un projet de contrôle stratégique sur les populations kurdes. La Turquie crée ainsi une autre division au sein de la population kurde afin d'améliorer son contrôle. Il y a ici un nouveau facteur qui est celui des ressources naturelles et qui n'a pas encore été démontré. Celui-ci est un peu différent car il peut mener à une instrumentalisation par l'emploi de la population kurde dans l'économie locale afin de développer des projets, et ensuite la coercition par les déplacements de populations.

Plusieurs facteurs se dégagent de cette sous-partie des Kurdes au sein de la Turquie kémaliste. Il y a le facteur des divisions endogènes qui continue d'être utilisé par Kemal comme l'Empire Ottoman le faisait, la Turquie vient même à créer d'autres divisions comme les déportations dues au projet du GAP. Ensuite, il y a le facteur de la force du mouvement kurde, qui, lorsqu'il s'épanouit est rapidement anéanti par des tribus kurdes utilisées par Atatürk. Celui des ressources naturelles qui est nouveau et représenté par l'eau et le projet GAP. Pour terminer, la coercition qui fait aussi son

⁴²Lasserre, Frédéric. *Écologie, irrigation, diplomatie, comment éviter les guerres de l'eau : L'eau au cœur des conflits du XXIe siècle*, p. 91.

apparition surtout avec Kemal. Voyons maintenant si ces facteurs se trouvent aussi en Iran.

1.5 Iran

À la fin de la Première Guerre mondiale, le pouvoir persan est fragmenté et faible ce qui concourt à faire monter le sentiment nationaliste dans le Kurdistan iranien. La première révolte kurde organisée est celle d'Ismaël Axa dit Simko de 1918-1925 qui est basée sur un autonomisme à prédominance tribale trouvant sa force dans l'instabilité de la région⁴³. En 1921, Reza Khan marche sur Téhéran et marque le début d'une politique autoritaire et se proclame Chah en 1925. Il s'embarque dans une politique de centralisation amenant les chefs de tribus en confrontation avec le gouvernement⁴⁴. Reza Khan essaye de diviser afin de mieux régner démontrant encore une fois le facteur des divisions kurdes. L'élément clé de cette politique était de promouvoir la centralisation de l'autorité et de l'organisation administrative au prix de l'autonomie des groupes vivant dans les campagnes⁴⁵. Ceci allait à l'encontre des tribus kurdes locales qui gouvernaient ce qu'ils croyaient être leur sphère d'influence légitime. Simko essaie de trouver le support de la Grande-Bretagne mais celle-ci refuse, son armée est défaite en 1922 et il se réfugie en Turquie et en Irak essayant de continuer le combat. Il va être assassiné en 1930 pendant des pourparlers avec des représentants de Téhéran.

Le mouvement de Simko produit la fondation du mouvement nationaliste kurde

⁴³Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, p. 107.

⁴⁴Hashem Ahmadzadeh et Gareth Stansfield. "The political, Cultural and Military Re-Awakening of the Kurdish Nationalist Movement in Iran", *Middle East Journal*, vol. 64, no. 1 (hiver 2010), p. 13.

⁴⁵*Ibid.*, p. 12.

en Iran. Toutefois, il ne s'est pas produit par un dialogue entre intellectuels kurdes, mais bien comme une réaction à la politique d'homogénéisation Perse de Reza Shah, qui voulait bâtir une nation basée sur les éléments culturels et linguistiques des Perses en tant que groupe ethnique dominant⁴⁶.

Cette vision est constante tout au long de l'histoire de la Perse et l'Iran où les Persans ne voient pas les Kurdes comme une population à part mais bien de purs Persans. Toutefois, selon Nader Entessar l'intégration de la population kurde aura lieu à partir de Reza Khan selon trois processus :

Celui de l'acculturation : où l'on glorifie la contribution des kurdes dans le grand Empire Perse servant à rappeler l'unité et l'affinité avec le groupe perse dominant; l'amalgamation: où les mariages inter-ethniques sont encouragés et l'identification : promouvoir des figures kurdes importantes dans les postes du pouvoir afin que la population kurde s'identifie au gouvernement central⁴⁷.

L'intégration de la population kurde au sein de la population perse aide à la centralisation du pouvoir car elle augmente la force du pouvoir central. Ici, il se dégage alors un facteur de faiblesse du pouvoir central. C'est-à-dire que plus un pouvoir central est faible plus il va essayer d'instrumentaliser les Kurdes afin de garder sa légitimité. Cette politique d'homogénéité ainsi que la centralisation du pouvoir sont bien en marche lorsque le deuxième conflit mondial arrive.

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, l'Iran va être occupée par les forces britanniques et soviétiques arrêtant les politiques de Reza Shah qui abdique en 1941. Malgré la présence des troupes alliées, un vide de pouvoir sera alors créé par l'abdication du roi et les anciennes tribus puissantes ne pourront remplir ce vide et il sera rempli par le

⁴⁶*Ibid.*, p. 13.

⁴⁷Nader Entessar, "The Kurds in Post-Revolutionary Iran and Iraq", p. 912

Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) mené par une nouvelle classe moyenne développée grâce aux politiques de Reza Shah⁴⁸. Le Komala et le PDKI vont jouer un rôle important dans la formation de la République de Mahabad qui sera abordée au cours du chapitre 3.

À la suite de l'effondrement et de la répression de la République de Mahabad, les mouvements nationalistes kurdes vont prendre plusieurs décennies avant de pouvoir rejouer un rôle important au sein du pays. Cette période, allant jusqu'à la révolution islamiste, est caractérisée surtout par des combats internes au sein du mouvement et des efforts du Chah de réduire le mouvement kurde par des répressions. Compte tenu que le Chah d'Iran possède une politique très autoritaire envers le Kurdes, ces derniers vont supporter tous mouvements qui sont contre le pouvoir. Ceci démontre encore une fois que les divisions endogènes sont présentes de façon importante dans les relations intra-kurdes au sein des pays.

C'est alors que les Kurdes vont effectuer un rapprochement avec l'un de des mouvements anti-Chah mené par Khomeyni. Le leader du PDKI est reçu par Khomeyni qui est en exil en France et il leur déclare qu'il serait prêt à leur accorder des droits lors de son retour au pays⁴⁹. Les Kurdes s'engagent donc aux côtés de la Révolution iranienne pour obtenir un statut d'autonomie. Lorsque la Révolution réussie ceux-ci sont

⁴⁸Hashem Ahmadzadeh et Gareth Stansfield. "The political, Cultural and Military Re-Awakening of the Kurdish Nationalist Movement in Iran", p.14.

⁴⁹Sabri Cigerli, *Les Kurdes et leur histoire*, p. 143..

immédiatement mis en marge et réprimés par le corps de la révolution islamique. La pensée de Mahabad est encore fraîche en mémoire des Iraniens et afin de protéger le nouveau pouvoir on en fait les boucs émissaires.

Les Kurdes sont soupçonnés par le nouveau pouvoir de faire le jeu des puissances étrangères qui souhaitent déstabiliser la nouvelle république, c'est pourquoi ils sont privés du droit de siéger à l'Assemblée des experts chargés de rédiger la nouvelle constitution en 1979⁵⁰.

Le facteur de la faiblesse du pouvoir central réapparaît ici. Les Kurdes sont utilisés dans un aspect de propagande afin de permettre au pouvoir central d'affermir son contrôle sur la population et les institutions du gouvernement.

La présence des guérilleros Marxiste de Mujahedin-e Khalq (MEK) se battant de pair avec les forces gauchistes du KPDI ont augmentées les peurs de Téhéran que les demandes d'autonomie des Kurdes faisaient partie d'un complot communiste afin de démanteler l'Iran et établir une république similaire à celle de Mahabad de 1946⁵¹.

Les aspirations des Kurdes sont alors sacrifiées car pour Khomeyni, le concept même de minorité ethnique était contraire à la doctrine islamique qu'il voulait imposée⁵². Au cours de l'année 1979, les deux parties vont se distancer et plusieurs combats vont avoir lieu sur le terrain entre les factions. Donc, après avoir utilisé les Kurdes pour prendre le pouvoir, le pouvoir central sentant qu'il est assez en contrôle peu maintenant éliminer le mouvement kurde. Le facteur de force du mouvement kurde est donc présent ici. À la fin 1979, la rupture devient complète entre le la République Islamique d'Iran (IRI) et le PDKI et les combats continue en 1980. La guerre Iran-Iraq qui débute à la fin de cette

⁵⁰Ali Dolarami et Baban Eliassi. "Les Kurdes d'Iran à l'écart", *Outre-Terre*, no. 28 (été 2011), p. 342; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-2-page-341.htm>; Internet; consulté le 27 février 2012.

⁵¹Nader Entessar, "The Kurds in Post-Revolutionary Iran and Iraq", p. 926.

⁵²Ali Dolarami et Baban Eliassi. "Les Kurdes d'Iran à l'écart", p. 342.

même année va permettre au PDKI de pouvoir contrer l'Iran avec l'aide de Saddam en établissant des bases en Irak. Cette optique sera abordée lors du chapitre 2.

Après la guerre Iran-Iraq, l'Iran va frapper fort contre le mouvement kurde en assassinant le chef du PDKI, Abdel Rahman Gassemlou, le représentant du PDKI en Europe et un autre kurde à Vienne lors de rencontres entre des représentants iraniens et la délégation kurde. Ces actions démontrent que le régime va mettre au silence toute opposition à son autorité suivant le facteur de coercition, qui mène à une moins grande instrumentalisation des Kurdes par le rejet du pouvoir. Toutefois, la guerre du Golfe de 1991 va créer des opportunités pour les Kurdes iraniens.

Avec la création d'un état autonome en Irak après la guerre de 1990-1991 et de la montée en force du PKK, les Kurdes d'Iran se sentent plus libre et commencent à promouvoir leurs activités culturelles surtout mené par une nouvelle génération urbaine de Kurdes. Ceux-ci sont encore plus motivés par la victoire de l'élection à la présidence de Khatami en 1996, qui est plus ouvert⁵³.

Il apparaît que Khatami a utilisé les Kurdes afin de l'aider à consolider son pouvoir sentant qu'il était un peu faible. En fait, au cours de son premier mandat, il fait quelques gestes comme l'autorisation de la publication des revues kurdes, mais ne résout pas le problème kurde mais apaise seulement le mécontentement des Kurdes vis-à-vis du régime⁵⁴. Le facteur de faiblesse du pouvoir central est alors remarqué ici.

⁵³Hashem Ahmadzadeh et Gareth Stansfield. "The political, Cultural and Military Re-Awakening of the Kurdish Nationalist Movement in Iran", p.21

⁵⁴Ali Dolarami et Baban Eliassi. "Les Kurdes d'Iran à l'écart", p. 342.

La défaite des réformes de Khatami vont amener les ultraconservateurs à prendre le contrôle du pays et à d'autres moments difficiles pour les Kurdes. En 2005, l'Iran commence à avoir peur de la formation d'un Kurdistan Irakien et de la présence des Américains et de leurs alliés dont les Israéliens. Afin de soustraire l'Iran à la contagion par la culture corrompue de l'Occident des mesures répressives sont adoptées dont contre les droits de l'homme au Kurdistan iranien⁵⁵. Donc, toujours un facteur de coercition ici compte tenu que les Kurdes ne sont pas utiles pour un gouvernement central qui est maintenant très fort.

Aujourd'hui, certaines thèses amènent qu'il y a peut-être un début de rapprochement entre toutes les forces démocratiques afin de produire un changement politique en Iran. Il y a une solidarisation et une prise de conscience des répressions subies par les Kurdes qui sont encore constantes depuis la venue de Mahmoud Ahmadinejad, mais il semble qu'il joue simplement la carte kurde comme l'explique Hamit Bozarslan :

Toutefois l'inimitié à l'encontre des Kurdes en tant que groupe a toujours été faible en Iran, les acteurs kurdes ne sont pas moins assimilés aux mains de l'étranger. Suspecte, par son existence même, de connivence avec les ennemis de l'extérieur, la carte des minorités peut s'avérer, ici également, d'une redoutable efficacité pour remporter l'obéissance de la majorité et produire un bloc hégémonique soudé autour du pouvoir⁵⁶.

Ce que Bozarslan essayait de décrire est en tant que tel le facteur de la faiblesse du pouvoir central. Ce pouvoir utilise la carte kurde afin de faire peur à sa population, la peur de la déshunion de l'Iran et garde ainsi le contrôle. Les Kurdes sont donc, instrumentaliser

⁵⁵*Ibidem.*

⁵⁶Hamit Bozarslan, *Conflit kurde: Le brasier oublié du Moyen-Orient*, p. 123.

malgré eux, sans même à avoir à faire des gestes, ils sont en tant que tel déjà condamnés dans l'esprit des Iraniens à ne jamais pouvoir être indépendant car ceci irait à l'encontre de la survie de l'Iran.

Au niveau de cette sous-partie, le facteur des divisions endogènes est plus faible que ce qui a été vu précédemment, surtout car il y a peut-être moins de factions importantes au sein de l'Iran. Il est certain toutefois, que les facteurs de coercition, de force du mouvement kurde et faiblesse du pouvoir central s'entrecoupent. Ces relations spéciales donnent une dynamique intéressante qui va d'une grande instrumentalisation des Kurdes à une ignorance du fait kurde en Iran. Ceci démontre que certains facteurs peuvent avoir des effets de diminution de l'Instrumentalisation. Jusqu'à maintenant le facteur de coercition semble en être un.

1.6 Irak

Avant même la fin de la Première Guerre mondiale, les Britanniques et les Français complotent pour diviser l'Empire Ottoman et signent en 1916 l'accord de Sykes-Picot⁵⁷. La stratégie britannique envers la région lors de cette période va être étudiée lors du chapitre 3. Sous l'armistice de Moudros en 1918, les Britanniques occupent partiellement le vilayet de Mossoul appartenant à l'Irak d'aujourd'hui. Partiellement, car le mouvement nationaliste kurde de Cheikh Mahmoud Berzendji

⁵⁷Saad Eskander, "Britain's Policy in Southern Kurdistan: The Formation and the Termination of the First Kurdish Government, 1918-1919", p. 139.

détient la région de Soulaïmanyé⁵⁸. Le régime britannique se trouve dans l'obligation de prendre en compte les forces kurdes en place compte tenu de sa faiblesse militaire et administrative à ce moment⁵⁹. Il va y avoir un renforcement des liens tribaux par les Britanniques afin de pouvoir contrôler plus facilement la région, comme les Empires Ottoman et Perse agissait quelques siècles auparavant. Cet aspect va aider les Britanniques à mieux utiliser les Kurdes de par leurs divisions endogènes en contrant tribus contre tribus lors des révoltes. .. Rapidement les rapports de forces vont changer entre les Kurdes et le mandat britannique compte tenu de la formation du territoire irakien et du contrôle de tout le territoire par Londres. Les Kurdes de Mossoul se trouvent alors faisant parti du mandat britannique d'Irak. Convaincu qu'une autonomie kurde au sein d'un Irak dominé par des Arabes ne pourrait avoir lieu, le Cheikh Mahmoud Barzinji mena une série de rébellions dans les années 1920 qui furent prolongées par une guérilla durant la décennie suivante⁶⁰. Mais graduellement, les dissensions entre les différentes tribus kurdes, le support de troupes assyriennes et irakiennes ainsi que l'emploi de bombardements aériens vont anéantir cette rébellion. Ayant peur que d'autres rébellions du même genre débutent lors de la remise du pouvoir au nouveau royaume d'Irak en 1932, les Britanniques vont s'assurer de proclamer des mesures améliorant les conditions

⁵⁸Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, p. 71.

⁵⁹Saad Eskander, "Britain's Policy in Southern Kurdistan: The Formation and the Termination of the First Kurdish Government, 1918-1919", p. 143.

⁶⁰Douglas Little, "The United States and the Kurds: A Cold War Story", *Journal of Cold War Studies*, vol. 12, no. 4 (automne 2010), p. 65.

kurdes dans le vilayet de Mossoul car ils sont soucieux de ne pas voir tarir le flot précieux du pétrole⁶¹.

La période du royaume d'Irak de 1932-1958 va sensiblement être une suite de rébellions kurdes envers le royaume, d'utilisation des Kurdes par le royaume afin de combattre d'autres minorités et de plusieurs conflits internes entre Kurdes.

Cette période est caractérisée par une faiblesse du gouvernement central, qui pour garder le pouvoir divise les minorités comme par exemple en 1933 lorsque les Kurdes vont supporter le roi Faisal afin de combattre la rébellion des Assyriens chrétiens⁶².

Cette période représente alors l'exemple parfait où le facteur de faiblesse du pouvoir central mène à l'instrumentalisation des Kurdes. Lors de cette période chaque tribus kurdes vont être constamment en mode de conflits entre elles dû à l'implication du pouvoir central. L'après Seconde Guerre mondiale va accentuer la pauvreté de la nation irakienne compte tenu du contrôle des nations étrangères dans la plupart des revenus de ressources naturelles et l'inégalité de la distribution des terres. Vers la fin des années 1950, les différents mécontentements vont entraîner un coup d'État par l'armée et le général Abdel Karim Kassem⁶³.

Dès le début de la période de pouvoir de Kassem en 1958, les nationalistes arabes et communistes vont défier le nouveau gouvernement. En raison de la faiblesse de l'État

⁶¹James Ciment, *The Kurds : State and Minority in Turkey, Iraq and Iran*, p. 55-56.

⁶²*Ibid.*, p. 56.

⁶³Officier de l'armée irakienne de tendance marxiste, il s'oppose au pouvoir monarchique et il est le principal auteur du coup d'état de 1958. Premier ministre de l'Irak, il est tué le 9 février 1963 lors du premier coup d'état des membres du parti Baas.

central, Bagdad fait régulièrement des concessions aux nationalistes kurdes, mais, dès que le vent lui est plus favorable, ses forces armées reprennent l'offensive au Kurdistan sans toutefois pouvoir réduire militairement les Kurdes⁶⁴. Voici quelques exemples de cette logique :

Kassem invite Barzani (chef du PDK) à retourner en Iraq pour contrer une tribu affilié à l'Iran et le bloc de l'Ouest, il demande l'aide des Kurdes afin de se débarrasser des Communistes et Arabes nationalistes, il arme une confédération kurde ennemie à Barzani afin de se débarrasser de lui, cette dernière action causant une guerre entre les Kurdes et le pouvoir central ininterrompu, malgré les plusieurs coup d'état, jusqu'en 1975⁶⁵.

Nader Entessar résume bien cette période : Tout en laissant les activités politiques et culturelles kurdes s'épanouir, Kassem a utilisé les Kurdes pour garder ses ennemis tranquilles qui sont les monarchistes, nationalistes arabes et membres du parti Baas. Mustafa Barzani de son côté utilise ce temps pour asseoir son pouvoir sur les autres tribus⁶⁶. Donc, le facteur de faiblesse du pouvoir central est plus qu'omniprésent dans l'équation des forces de la région. Que ce soit n'importe quel groupe politique au pouvoir en Irak durant les divers gouvernements entre 1958 et 1968, ceux-ci vont tôt ou tard devoir utiliser les Kurdes afin d'aider à consolider le pouvoir central. De plus, plusieurs de ces politiques auront des répercussions sur les relations régionales et les puissances extrarégionales qui seront examinés aux deux chapitres suivants.

⁶⁴Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, p. 76.

⁶⁵Douglas Little, "The United States and the Kurds: A Cold War Story", p. 67. et James Ciment, *The Kurds : State and Minority in Turkey, Iraq and Iran*, p. 58.

⁶⁶Nader Entessar, "The Kurds in Post-Revolutionary Iran and Iraq", p. 917.

En 1968, le parti Baas revient au pouvoir par un autre coup d'état dirigé par Ahmad Hassan al-Bakr et son cousin Saddam Hussein, qui y joue un rôle important et le combat avec les Kurdes continue.

Mais le 11 mars 1970, dû au statu quo militaire et la peur d'un enlèvement pour les baassistes, le conseil du commandement de la révolution proclame la reconnaissance de la nation kurde, de ses droits culturels, de l'usage de la langue kurde comme langue officielle avec l'arabe dans les régions d'une majorité kurde⁶⁷.

La reconnaissance de la nation Kurde doit se faire par un processus sur une étendue de 4 ans. En fait, le régime se donne du temps pour pouvoir asseoir son pouvoir. Pour les Kurdes il s'agit d'un répit bienvenu. Selon un rapport des Nations Unies, 40 000 maisons dans 700 villages ont été détruits, 300 000 personnes déplacées et plus de 60 000 personnes blessées sur les deux côtés⁶⁸. De plus, Barzani, le combattant kurde du PDK, voit l'opportunité de consolider sa position dans le mouvement kurde au détriment de Jalal Talabani et son union patriotique du Kurdistan-Irak (UPK). Ces deux partis principaux vont constamment saboter les maigres espoirs d'ériger d'un semblant d'autonomie au Kurdistan irakien jusqu'en 1998 sous les auspices de rancœur tribales qui ne cessent de les diviser.

Le PDK est le plus conservateur, féodal et organisé selon les limites tribales des deux et est associé à la langue Kurmanji et son QG à Erbil. L'UPK est le plus à gauche, socialiste intellectuel et une organisation progressiste et associé au Sorani dans le sud-est du Kurdistan Irakien, son QG à Sulaymaniya⁶⁹.

⁶⁷Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, p. 82.

⁶⁸James Ciment, *The Kurds : State and Minority in Turkey, Iraq and Iran*, p. 60.

⁶⁹Michael M Gunter, "Turkey and Iran: Face Off in Kurdistan", *Middle East Quarterly*, (mars 1998), p. 33.

Encore une fois, les divisions endogènes jouent un rôle dans l'instrumentalisation des Kurdes. Ses divisions sont bien ancrées au sein de l'Irak et comprises par le pouvoir central qui les utilise à bon escient afin de contrôler l'un ou l'autre mouvement kurde.

Vers la fin de la guerre Iran-Irak, Saddam va utiliser les incursions iraniennes afin d'asseoir son pouvoir et d'éliminer le danger kurde. Un exemple est le massacre de la ville de Halabja : En mars 1988, les peshmerga⁷⁰ kurdes aident la garde révolutionnaire iranienne à prendre la ville. Lors de la contre-attaque les Irakiens utilisent des armes chimiques tuant plus de 5000 pers⁷¹. À la fin de la guerre Iran-Irak, la répression va continuer avec encore plus de force par la campagne *Anfal*⁷² afin de punir les Kurdes de leur aide envers les Iraniens, Saddam utilise aussi des Kurdes dans ces massacres. Entre 1988 et 1989, les opérations *Anfal* font 180 000 victimes civiles kurdes en Irak. Saddam utilise près de dix-huit bataillons légers *Jash* (collaborateurs) kurdes⁷³. Ce triste épisode démontre encore une fois que même lors de terribles actions contre leur propre peuple, les Kurdes peuvent être utilisés contre d'autres Kurdes car les divisions entre tribus sont très profondes, mettant en péril toute idée de Kurdistan national.

⁷⁰Pershmerga; Ceux qui regarde la mort en face ou qui vont au-devant de la mort. Terme qui désigne les combattants kurdes en Irak et en Iran. Ceux de Turquie sont souvent appelés guérillero.

⁷¹Barry M. Lando, *Web of deceit: The History of Western Complicity in Iraq, from Churchill to Kennedy to George W. Bush* (New York : Other Press, 2007), p. 82.

⁷²Veut dire butin, titre d'un verset du Coran et nom donné à une série d'attaques chimiques contre les Kurdes conduites en 1988-1989 par Saddam Hussein en Irak.

⁷³Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, p. 89.

La fin de la guerre du Golfe en 1991 va amener une rébellion chiite et kurde dans tout le pays. Saddam sera sans pitié dans la répression mais les États-Unis seront obligés de protéger les Kurdes pour des raisons d'intérêts qui seront expliqués dans les autres chapitres. La mise en place (par les États-Unis) d'une zone de protection pour les Kurdes entraîne la création d'un Kurdistan autonome de facto. Toutefois, malgré cette protection, les divisions entre le PDK et UPK créent un conflit interne entre 1994 et 1996 où encore une fois d'autres acteurs vont supporter les différentes factions. Le peu de contrôle sur le territoire kurde par Saddam cause l'Iran et la Turquie à faire des incursions au Kurdistan afin d'anéantir les bases des partis kurdes des deux pays qui ont trouvés refuges en Irak. Malgré le fait que ces incursions sont une violation de la souveraineté de l'Irak, il semble que Saddam ne se soit pas objecté à celles-ci car ses voisins accomplissaient ce qu'il ne pouvait de par sa position plus faible.

Après la deuxième guerre du Golfe, le Kurdistan autonome retourne au sein de la fédération irakienne. Toutefois, le sentiment nationaliste arabe voit l'existence du Kurdistan, et ses aspirations d'incorporer plus de territoires et de diriger sa propre industrie pétrolière, comme une menace existentielle à un Irak dominé par un état fort fondé sur le sentiment arabe⁷⁴. Pour plusieurs Irakiens, il serait raisonnable de retourner à un Irak ayant un gouvernement central comme lors des différents pouvoirs autocratiques, c'est-à-dire une entité unie ayant comme centre Bagdad avec toutes les compétences sous le contrôle d'un gouvernement central fort. La leçon générale qu'il faut donc garder ici est

⁷⁴Gareth Stansfield et Liam Anderson. "Kurds in Iraq: The Struggle Between Baghdad and Erbil", *Middle East Policy*, vol. 26, no. 1 (printemps 2009), p. 142.

qu'en Irak, les Kurdes sont constamment instrumentalisés car deux facteurs sont extrêmement importants. Ils sont celui des divisions endogènes qui dès les Britanniques, est amplifié afin de garder un contrôle sur le pays en balançant les force des tribus, et le facteur de la faiblesse du pouvoir central car dû aux multiples coups d'états le gouvernement central se doit d'utiliser le support kurde pour se consolider. C'est dans ce contexte que l'Irak d'aujourd'hui se retrouve et où les politiciens doivent manœuvrer comme dans le passé, c'est-à-dire lorsque le pouvoir central est faible, le gouvernement acquiesce aux demandes Kurdes. Quand il est fort, un effort est fait afin de réduire la prééminence des Kurdes⁷⁵.

1.7 Syrie

À la fin de la Première Guerre mondiale, la Syrie est dirigée par un mandat Français. Les Kurdes de Syrie comportaient des divisions issues de l'Empire Ottoman référés selon des termes de relations comme village, vallées quartier familles, clan, tribu ou secte comme les Yézidis⁷⁶. La majorité des Kurdes syriens parlent le Kurmanji et sont musulmans sunnite, ils habitent dans trois zones différentes Djézireh, Jarablus et Kurd Dagh⁷⁷. Avec le mandat français, les Kurdes de Syrie, connaissent une plus grande liberté que les autres populations Kurdes de la région entre le traité de Lausanne jusqu'en 1961. Cette réalité était due à la politique française dans son mandat qui divisait les

⁷⁵*Ibid.*, p. 137.

⁷⁶Les Yézidis sont les membres d'une religion monothéiste, Yézidisme, qui plonge ses racines dans l'Iran ancien. De tradition essentiellement orale, les fidèles de cette religion croient en un Dieu unique Xwede. La société yézidie est une société de castes et de clans. Les Yézidis ont obligation d'honorer plusieurs castes, dont celle du Cheikh, ou guide spirituel.

⁷⁷Jordi Tejel, *Syria's Kurds : History, politics and society*, Traduit par Emily Welle et Jane Welle, New York : Routledge, 2009. p. 8-9.

minorités et les renforçaient en même temps contre la majorité afin de mieux régner

comme l'explique Tejel :

La politique française était basée sur la défense des communautés non-sunnites notamment les Alawites, les Druzes et les Chrétiens. L'administration se présentait donc comme un arbitre entre les ethnies, les minorités religieuses et la majorité musulmane sunnite⁷⁸.

Encore une fois, les divisions endogènes sont utilisées dans les relations intra-kurdes au sein d'un pays afin de bien garder le contrôle du pouvoir. Le diviser pour mieux régner réapparaît souvent depuis le début du travail et semble être le facteur majeur.

Forts de la politique de Paris, les Kurdes de Syrie vont constamment accroître leur statut tout au long du mandat français. De plus, sa population augmente après l'écrasement de l'insurrection du Cheikh Saïd en Turquie. Plusieurs tribus ont été déportées par la Turquie et le mandat de Syrie les a acceptés, donnant naissance à une montée du nationalisme kurde⁷⁹. La France va aussi implémenter un plan afin de peupler la Djézireh de Kurdes et d'autres minorités pour créer une zone tampon fidèle à la France afin de contrer la menace Turque au Nord entre 1928 et 1936. Avec ce plan, les Kurdes ne sont plus juste supportés par la France mais font partie intégrante de la stratégie française au Moyen-Orient. Les points majeurs du plan étaient les suivants :

Nominations des fonctionnaires kurdes en Djézireh, la constitution d'un bataillon de l'Armée du Levant comprenant des Kurdes et des Chrétiens de langue kurde, l'ouverture d'un cours de kurde à l'école supérieure de Damas, ... intervention du service de renseignement pour obliger le gouvernement syrien à accorder des

⁷⁸*Ibid.*, p. 16.

⁷⁹*Ibid.*, p. 17.

cartes d'identité aux réfugiés kurdes ayant habité le pays depuis plusieurs années⁸⁰.

Ces concessions et la collaboration avec les Kurdes se terminent en 1936 où le traité Franco-Syrien est signé promettant une indépendance de la Syrie.

À la suite de la Seconde Guerre mondiale, les troupes françaises quittent la Syrie en 1946 et ce pays peut enfin se gouverner seul. Toutefois, la politique française de renforcement du pluralisme structurel, autrefois pratiquée par les Ottomans, a laissé un héritage politique difficile marqué par des divisions et alliances trop compliquées pour former un plan national efficace. Cette instabilité politique donne une vulnérabilité de fait au gouvernement central. Afin de contrer ceci, une vague de nationalisme Arabe, qui s'inscrit dans le mouvement panarabe de l'après-guerre auquel se rattache également Nasser en Égypte, va forcer les minorités à s'intégrer dans la structure sociale nationale.

Avec l'arabisation de la Syrie, les minorités dont les Kurdes deviennent les boucs émissaires. Ils sont considérés comme des agents payés au service des ennemis puissants de l'arabisme comme lors de la fin de l'Empire Ottoman.⁸¹

Les Kurdes sont ici utilisés de la même façon que vu auparavant en Iran lors du retournement de la République Islamique contre ses Kurdes qui combine des facteurs de force du mouvement kurde et de faiblesse du pouvoir central. De 1956 à 1962, l'arabisation de la Syrie sera complète avec son alliance avec l'Égypte sous Nasser. Toutefois, cette expérience amènera beaucoup de problèmes surtout au niveau des réformes agraires. Durant cette période, les droits des minorités seront abolis sous le

⁸⁰*Ibid.*, p. 29.

⁸¹*Ibid.*, p. 41.

prétexte de la nationalisation du pays. Ces actions sont facilement acceptables car la société syrienne ne reconnaît pas les Kurdes comme entité mais comme des immigrants de la Turquie⁸². De plus, en 1962 les Kurdes d'Irak sont en contrôle de presque tout le Nord de leur pays. La Syrie voit ceci comme une menace de perdre encore une fois du territoire à l'un de ses voisins. Un recensement est donc entrepris dans le Djézireh qui aura des conséquences désastreuses car 20% des kurdes (120 000 personnes) vont alors perdre leur citoyenneté. La Syrie va même à envoyer une brigade de 6000 hommes en Irak en 1963 afin de faire la guerre contre les Kurdes de Barzani afin de tempérer le danger Kurde au sein de sa propre population⁸³.

Le 12 novembre 1963, Muhammad Talab al-Hilal, publie une étude afin de régler le problème kurde dans le Djézireh qui est accepté comme un guide d'action et une source d'inspiration par le gouvernement.

Le rapport Hilal suggère une douzaine de mesures pour éliminer le danger kurde: déplacement des Kurdes de leurs terres vers l'intérieur, le refus de les instruire, renvoyer les Kurdes immigrés de la Turquie, le rejet de possibilités d'emplois, une campagne de propagande antikurde, déportation des religieux kurdes remplacé par des Arabes, mise en place d'une politique de diviser pour mieux régner contre les Kurdes, la colonisation des terres kurdes par les Arabes, la militarisation de la ceinture Nord-arabe et la déportation des Kurdes de cette étendue, la création de fermes collectives pour les nouveaux citoyens Arabes, le rejet du droit de vote ou de tenir une fonction pour ceux qui n'ont pas la connaissance de langues arabiques, le refus à la citoyenneté à tous non-arabe qui désire vivre dans ce secteur⁸⁴.

⁸²Marianna Charountaki, *The Kurds and US Foreign Policy : International relations in the Middle East since 1945* (New York : Routledge, 201), p. 49.

⁸³Jordi Tejel, *Syria's Kurds : History, politics and society*, p. 61.

⁸⁴*Ibidem*.

À partir de 1968, la majorité de ces mesures seront mises en place dont la plus importante politique fût la création de la ceinture arabe où plusieurs familles Arabes furent installées à partir de 1973 jusqu'à 1976. Les Kurdes sont marqués par une période où la coercition est la méthode préférée afin de contrer le péril kurde que le pays ressent sur ses frontières. Cette coercition mène à une diminution marquée de l'instrumentalisation des Kurdes. Toutefois, ceci va changer avec l'arrivée en scène de Hafez al-Assad.

Le 13 novembre 1970, le général al-Assad prend le pouvoir en Syrie. Provenant de la minorité Alaouite, représentant 12% de la population, il doit être prudent surtout avec la majorité sunnite. Fin renard, il va commencer à éliminer les dissidents de son parti et les obstacles envers son contrôle absolu afin d'asseoir son pouvoir. Pour les Kurdes, il procédera de manière pragmatique. Il va combiner la coercition, les divisions entre les minorités et les Kurdes et la redistribution de biens. Tejel explique bien sa politique mise en place :

Assad a mis en place une politique de cooptation de certains segments du groupe kurde, tant qu'en Syrie qu'à l'extérieur de ses frontières. En Syrie cette politique était accompagnée également par une politique de répression sélective et efficace. À l'extérieur, la politique de cooptation a servi tant à faciliter les ambitions régionales de la Syrie qu'à disperser le danger kurde de la capitale. Le régime a réussi à déplacer son problème kurde vers l'Irak et la Turquie entre 1970 et 1990, tout en encourageant la polarisation des kurdes syriens entre les partisans des mouvements kurdes Irakiens et Turcs⁸⁵.

Le contexte de la Syrie est différent des autres pays de la région avec sa population kurde car elle est utilisée surtout pour extérioriser le problème kurde, le faire sortir des frontières de la Syrie. Mais le système de diviser pour mieux régner en utilisant les

⁸⁵*Ibid.*, p. 71.

divisions endogènes des Kurdes et des autres minorités est toujours aussi présent. Dans les années 1980 et 1990, Hafez va aussi diminuer la répression des Kurdes compte tenu de la présence du PKK qu'il héberge dans le dessein de contrer la Turquie que nous examinerons dans le chapitre 2. Toutefois, cette présence est conditionnelle à ce que le PKK ne prenne pas contact avec les Kurdes Syriens. Donc, il isole la faction syrienne kurde à l'aide d'une faction kurde extérieure à son pays pour garder le contrôle. Cette partie démontre une instrumentalisation des Kurdes par le facteur de la force du mouvement kurde, mais cette fois à l'aide d'un mouvement extérieur au pays. En fait, vu que le mouvement kurde du PKK est très fort, Hafez l'utilise afin de diminuer la force du mouvement kurde intérieur. Cet aspect est différent dans l'approche syrienne comparé aux autres pays.

Les facteurs qui ressortent de la partie syrienne du travail jusqu'à maintenant sont semblables que ceux analysés précédemment mais utiliser dans une rhétorique différente en Syrie. Il est clair que les divisions endogènes jouent encore une fois un rôle important surtout par l'aspect que le pouvoir français reposait sur la force des minorités afin de contrôler le pouvoir central. Le facteur de force du mouvement kurde est présent mais utilisé comme projection extérieure avec le PKK afin de diminuer la force du mouvement au sein de la Syrie. Le facteur de coercition fait partie intégrale de la façon dont les Kurdes sont traités et est souvent acceptables car plusieurs Kurdes sont traités comme des étrangers. Le facteur de faiblesse du pouvoir central est, pour le cas syrien, majeur dû à l'histoire du mandat français et de la composition pluraliste du pays.

1.8 Conclusion chapitre 1

Tout au long de ce chapitre, il a été démontré que des divisions importantes entre les Kurdes ont souvent façonnés les rapports entre les différentes tribus Kurdes et entre les États ou empires et leur minorité kurde. Le terme de division est constant et provient de facteurs géographiques, tribaux et religieux au début des empires. Ces divisions endogènes sont alors amplifiées par de nouvelles frontières politiques qui ne coordonnent pas avec les frontières sociales des tribus causant encore plus de problèmes augmentant l'instrumentalisation des Kurdes.

Un autre facteur qui se présente est dû à la formation des nouveaux états qui sont à la recherche d'une identité nationale et de former un gouvernement central fort donc qui ne peuvent se permettre une faiblesse de leur pouvoir.. Dans ce contexte, les gouvernements des pays ont en général utilisé les Kurdes afin de les supporter dans la mise en œuvre de leur centralisation de pouvoirs pour contrer d'autres minorités ou même des Kurdes. L'autre facteur est la coercition, qui est utilisé comme mode privilégié d'homogénéisation de leurs populations. Les états utilisent souvent l'assimilation ou l'acculturation ce qui éloigne les Kurdes des gouvernements centraux et ainsi diminue leur instrumentalisation. Les gouvernements utilisent aussi les Kurdes comme boucs émissaires des problèmes internes afin de centraliser mieux leur pouvoir. Bozarslan explique bien ce qui se passe au niveau des nationalismes:

Le nouveau nationalisme turc, le nationalisme persan mobilisable lors de tensions avec l'Europe et les États-Unis, ou encore le nationalisme arabe en Syrie, fonctionnent comme les socles d'un consensus obligé, rendant la dissidence peu

probable au sein des groupes majoritaires, du moins sur les sujets sensibles comme la sécurité de la nation et son intégrité territoriale⁸⁶.

Le facteur de la force du mouvement kurde est aussi présent dans cette partie. Plus le mouvement est fort, plus les pays vont essayer ou bien d'utiliser des factions différentes d'un certains mouvement kurde afin de le contrer ou bien d'utiliser la peur de ce que représente le mouvement kurde au sein des populations majoritaires des pays afin de créer un contestation nationale envers les Kurdes. Cette contestation permet alors plus de libertés aux gouvernements d'employer une gamme plus extensive d'outils, allant de simple coercition jusqu'à de terribles massacres, afin de détruire les mouvements kurdes.

Le dernier facteur qui ressort est celui des ressources naturelles. Celui-ci a été surtout présent en Turquie et peu rencontré dans les autres pays sous la lentille intra-kurde. Ce facteur est à double tranchant dans l'instrumentalisation des Kurdes, car il peut ou bien augmenter l'instrumentalisation ou bien la diminuer. Voyons maintenant les relations sous la lentille des relations entre les puissances régionales et si la plupart des facteurs rencontrés dans cette section se retrouvent ou bien d'autres facteurs viennent à être pris en compte.

⁸⁶Hamit Bozarslan, *Conflit kurde: Le brasier oublié du Moyen-Orient*, p. 121.

CHAPITRE 2 : LENTILLE DES RELATIONS ENTRE LES PUISSANCES RÉGIONALES

Tout au long de son histoire, les relations entre les puissances régionales du Moyen-Orient sont marquées par une rivalité constante. Cette région a vécu de grands conflits comme les guerres dans l'Antiquité avec l'Empire Perse et les différentes croisades. Plus près de nous, on se rappelle des trois guerres du Golfe⁸⁷ et des conflits entre Israël et ses voisins. Compte tenu de la nature régionale du territoire kurde qui couvre la plupart des pays du Moyen-Orient, plusieurs empires et États de la région vont jouer, à plusieurs degrés, la carte kurde envers les autres. Boulanger explique bien ce fait : Au Kurdistan, chaque population kurde d'un État régional représente la clef des frontières de celui-ci pour les rivaux voisins. Il permet aux pays régionaux de stabiliser ou déstabiliser, toujours momentanément, l'équilibre géopolitique du Proche-Orient⁸⁸. C'est précisément dans l'optique de ces rivalités régionales et de la place qu'occupent les Kurdes dans ces rivalités que s'inscrit ce chapitre. Ce chapitre va d'abord revenir quelque peu sur les relations entre les deux grands empires régionaux avant la Première Guerre mondiale, ensuite passera à quatre grandes périodes de tensions régionales où les Kurdes ont joués ou jouent encore un rôle. Tout d'abord, celle entre l'Iran et l'Irak qui atteint son apogée avec la guerre entre les deux pays qui se termine en 1988, ensuite, le conflit régional pour l'eau entre la Turquie et les pays en aval des fleuves Tigre et Euphrate et en particulier la Syrie, les tensions entre l'Irak et ses voisins dû à l'avènement du Kurdistan

⁸⁷La première guerre étant la guerre Iran-Irak (1980-1988) et les deux guerres de la coalition contre l'Irak en 1991 et 2003.

⁸⁸Philippe Boulanger, "Les Kurdes, tarot noir du Proche-Orient", extrait de *Études*, Tome 394 (hiver 2001), p. 26; <http://www.cairn.info/revue-etudes-2001-1-page-19.htm>; Internet; consulté le 27 février 2012.

irakien et les tensions et accommodements entre la Turquie et l'Iran. La Russie sera abordée quelque peu en tant que voisin de la région mais il en sera question plus en détails dans le chapitre 3 en tant que puissance extérieure.

2.1 Guerre régionale entre Empires

Les Kurdes ont joué un rôle important dans les tensions entre les Empires Ottoman et Perse. À plusieurs reprises les différentes tribus ont dû s'allier à l'un ou l'autre des empires afin de garder leur indépendance ou de gagner du pouvoir sur d'autres minorités ou bien d'autres tribus. Ces jeux complexes d'alliances ont été démontrés comme étant l'effet de divisions tant organisationnelles que naturelles. Même si d'un côté les tribus Kurdes y trouvaient une valeur ajoutée dans ces alliances, c'est les puissances régionales qui en tirent les principaux bénéfices. En fait, la plupart des territoires kurdes étaient des secteurs peu accessibles aux troupes impériales dues aux montagnes et aux routes presque inexistantes. Les troupes kurdes devenaient donc une pièce de rechange qui était facile à entretenir. Les Kurdes pouvaient aussi agir comme première ligne de défense contre des incursions étrangères et souvent étaient aussi utilisées pour faire des raids dans le pays voisins. C'est pour ces raisons qu'à plusieurs reprises, comme expliqué lors du chapitre 1, les Kurdes sont employés dans les forces armées des puissances régionales et que l'on voit leur implication dans la plupart des conflits régionaux. Selon Boulanger, le Kurdistan est l'échiquier géopolitique sous-estimé du Proche-Orient, où les Kurdes ne sont que des pions à valeur ajoutée, tour à tour utiles et encombrants, et que tous (puissances régionales) s'accordent à sacrifier sans remords⁸⁹.

⁸⁹*Ibidem.*

Après la fin des Empires régionaux Perse et Ottoman, cette façon d'utiliser les Kurdes dans les relations régionales restera. Tous les pays vont, à un moment donné ou un autre, exploiter la position transfrontalière des Kurdes afin de pouvoir affaiblir l'un de ses concurrents. Cependant, d'un autre côté, ces mêmes puissances vont comploter afin de garder la puissance kurde faible et divisée par des traités de coopération régionale. Ceci commence avec les traités frontaliers entre les grands empires comme celui de Zohâb et se continue par la suite avec ceux entre les États issus du traité de Lausanne comme le pacte de Saadabad:

Le 8 juillet 1937, pacte de Saadabad est signé entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan. Il prévoit notamment une coordination de la lutte de la subversion et l'irrégentisme kurdes. En bons voisins, c'est-à-dire des États que des intérêts régionaux opposent mais qui savent reconnaître un danger commun, les trois pays principalement impliqués dans la question kurde font cause commune pour limiter le champ d'action d'une rébellion kurde à venir⁹⁰.

Ce pacte montre un intérêt des signataires du traité pour contrer le danger kurde. Ils ont donc tous un intérêt à fragiliser les Kurdes qui se répète encore une fois lors de la signature du pacte de Bagdad en février 1955 :

Il réunit d'abord la Turquie et l'Irak, intervient au bon moment pour les autorités irakiennes et consolide le rôle de pivot d'Ankara dans la région. Il est rallié par la G-B, le Pakistan, et l'Iran et devient le CENTO (central treaty organisation) qui avait pour but principal de stopper l'avance soviétique mais aussi de limiter la marge de manœuvre kurde⁹¹.

C'est dans cette vision entre instrumentalisation pour affaiblir un rival régional et complot entre les forces régionales contre une possible puissance nationale kurde que les

⁹⁰Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, p. 74-75.

⁹¹*Ibid.*, p. 77.

pays de la région vont utiliser les Kurdes. Deux facteurs nouveaux viennent donc d'être d'apparaître, celui de l'intérêt de fragiliser les Kurdes et la concurrence régionale. Cette façon de faire provient d'un facteur historique car les empires ont utilisé les Kurdes de cette façon tout au long de leur histoire et ce facteur continue à influencer les états de la région aux XXe et tout laisse penser que cette règle restera valable dans ce nouveau siècle. Voyons maintenant certains autres épisodes pour voir si ces nouveaux facteurs peuvent devenir des constantes et si d'autres facteurs peuvent se distinguer.

2.2 Relations régionales entre l'Iran et l'Irak

Au cours du chapitre 1, il a été démontré que plusieurs gouvernements vont se succéder en Irak par des coups d'état à partir de 1958 jusqu'à la prise finale du pouvoir du parti Baas en 1968. Cette période d'instabilité politique et de faiblesse du pouvoir central va donner une instrumentalisation des Kurdes par le pouvoir central afin d'asseoir le contrôle du pays en retour de multiples promesses d'autonomie des Kurdes. Toutefois, il n'y a pas qu'au niveau national que les Kurdes vont être utilisés mais aussi au niveau régional. En fait, l'Iran voit d'un mauvais œil la montée en puissance de son voisin malgré l'instabilité politique qu'il vit. Dès 1965, l'Iran vient en aide aux troupes de Barzani. Les Kurdes commencent alors à être utilisés comme des pions sur un échiquier, pions dont la valeur ajoutée fluctue selon les périodes et les enjeux⁹². L'Iran va continuer à se rapprocher des Kurdes d'Irak et ceux-ci vont aussi avoir le support d'Israël dans leur lutte. En fait, l'Irak commence à s'établir comme l'une des puissances arabes de la région et l'axe Washington-Israël-Iran cherche à contrer cette émergence. Cette pour cette raison

⁹²*Ibid.*, p. 81.

que de 1966-1969, Barzani noue des relations avec les services secrets israéliens et consolide ses liens avec l'Iran à condition de couper l'herbe sous le pied des Kurdes d'Iran⁹³. Il faut noter ici encore une fois le facteur de divisions entre les factions Kurdes des différents états.

La rivalité irano-irakienne va continuer à s'envenimer à la mi-janvier 1969 où le Chah d'Iran réaffirme les droits historiques de l'Iran sur la presqu'île de Bahreïn et surtout en avril 1969 où il dénonce le traité de 1937 qui fixait la frontière entre les deux pays de la région du Chatt-el-Arab⁹⁴. L'Iran continue alors de supporter les Kurdes d'Irak en fournissant des bases et des armes. Ayant de la difficulté à garder le pouvoir et la situation se détériorant, le parti Baas se voit dans l'obligation de conclure un accord en 1970 avec les Kurdes afin de leur octroyer leur autonomie tel que décrit dans le chapitre 1. Cette trêve va donner du temps au parti Baas et à Saddam de trouver une solution au problème kurde. Il va continuer à conduire une politique d'arabisation des régions pétrolifères kurdes et conclut un accord d'achat d'armes avec l'URSS en 1972⁹⁵. Cette dernière donnée va donner accès encore plus de support de la part de l'Iran et Israël envers les Kurdes sous l'accord tacite de Washington⁹⁶.

⁹³*Ibidem*.

⁹⁴Sabri Cigerli, *Les Kurdes et leur histoire*, p. 156. Le Chatt-el-Arab est une rivière formée par la confluence entre le Tigre et l'Euphrate près de Basra et se jette dans le Golfe Persique. Depuis 1639, elle représente la frontière entre les deux pays depuis les empires Ottoman et Perse. C'est une source de conflit constante.

⁹⁵*Ibid.*, p.157.

⁹⁶Nader Entessar, "The Kurds in Post-Revolutionary Iran and Iraq", p. 921. Le premier ministre israélien Begin a confirmé que son pays a armé et entraîné les forces de Barzani contre les Irakiens entre 1965 et 1975, New York Times, 30 septembre 1980.

Le conflit entre l'Irak et sa minorité kurde va recommencer le 11 mars 1974, car Bagdad proclame unilatéralement l'autonomie d'un Kurdistan Irakien qui ampute de moitié le territoire kurde (les territoires contenant du pétrole sont coupés). Très rapidement, le support iranien en armes et bases logistiques fait pencher la balance en faveur des kurdes mais l'Iran fait volte-face. Le 5 mars 1975, Saddam et le Chah se rencontre à Alger et conclut un marché. En échange de l'arrêt de l'aide secrète de l'Iran pour les Kurdes, l'Irak renonce à ses revendications exclusives sur les eaux du Chatt el-Arab⁹⁷. L'Iran a donc utilisé les Kurdes afin d'affaiblir son adversaire et par la suite, lorsque le moment est venu les a laissé tomber afin de gagner sur son rival. Après cet accord, les Kurdes essaient de continuer la lutte mais ils sont rapidement contrôlés sans l'apport d'armes lourdes contre les chars et avions nouvellement acquis de Moscou. Israël va se retirer aussi car ses conseillers ne peuvent pas être protégés sans les bases logistiques iraniennes. Les combats vont tout de même continuer de façon sporadique jusqu'à la guerre Iran-Irak. L'état de concurrence régional est ici extrêmement bien démontré. L'Iran a utilisé les Kurdes afin de contraindre son rival, l'Irak, de laisser tomber sa position sur le Chatt-el-Arab. Aussitôt, que l'Iran a eu gain de cause son support a arrêté envers les Kurdes démontrant qu'ils n'étaient utiles que pour gagner cette position.

La guerre entre les deux rivaux régionaux donne un certain répit aux Kurdes d'Irak car l'armée Irakienne est maintenant disposée sur trois fronts. Massoud Barzani, fils de Mustafa Barzani qui vient de mourir en 1979, reprend le flambeau du PDK et

⁹⁷Douglas Little, "The United States and the Kurds: A Cold War Story", p. 81.

rapidement supporte l'Iran contre l'Irak. Il s'ensuit une suite compliquée d'alliances et de contre-alliances entre les deux états et les différentes factions kurdes. Les plus importantes en Irak restent toujours le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani, en Iran c'est le PDKI de Gassemlou. De plus, les différentes factions kurdes vont aussi combattre l'une contre l'autre à différents moments durant les huit ans. Le PDK et l'UPK vont même à tour de rôle essayer de venir à des ententes avec Saddam sur les bases signées en 1970 en retour de leur arrêt des hostilités, mais sans succès.

Cette période est synonyme d'une instrumentalisation axée sur les gains potentiels de chacun des partis au moment présent. En fait, compte tenu des changements de celui qui avait l'initiative sur le terrain, les alliances et rapports de force changeaient en conséquence. La guerre et la possibilité de gagner un allié temporaire dans un conflit très serré est un facteur qui a exprimé l'instrumentalisation extrême des factions kurdes. C'est l'apothéose démontrant les divisions entre Kurdes au niveau des relations régionales. Que des frères kurdes se battent entre eux, supportant des pays massacrant leur propre population kurde est presque hors du réel. Mais ceci vient d'un réalisme politique que chaque entité kurde semble comprendre de plus en plus, c'est qu'il ne peut-être pas y avoir de Kurdistan unifié dû à la puissance des états régionaux. Donc, la seule façon de pouvoir gagner un semblant d'autonomie est de chercher des alliés chez l'ennemi de leurs ennemis. Toutefois, même si les États se prêtent à ce jeu dû au facteur de concurrence régionale, aussitôt leurs conflits réglés, un retour à un intérêt de fragilisation des Kurdes se fait. Par exemple, comme expliqué au chapitre 1 les Kurdes d'Irak vont payer cher ces

rapports avec l'ennemi iranien et les massacres orchestrés par Saddam sont maintenant tristement célèbres.

2.3 La Turquie, ses voisins, les Kurdes et l'eau

Au chapitre 1, il a été vu que les territoires kurdes en Turquie étaient situés où les fleuves Tigre et Euphrate prennent leur source. Cette ressource hydraulique et alimentaire indispensable pour les populations de la région peut rapidement devenir une source d'instabilité et ceci est remarqué très tôt au début du siècle.

La question du partage des eaux de l'Euphrate et du Tigre n'est pas récente: un traité de 1923 stipulait déjà la nécessité d'une commission mixte regroupant les trois états de la région (Turquie, Syrie sous mandat français, Irak sous mandat britannique) pour gérer les litiges qui pourraient naître des projets d'aménagement hydrauliques région⁹⁸.

Malgré que l'Irak soit affecté par les niveaux d'eau dû à l'utilisation de cette ressource qui est contrôlé en amont par la Turquie, c'est surtout le conflit entre la Syrie et la Turquie ainsi entre la Syrie et l'Irak qui va développer une instrumentalisation des Kurdes. L'eau étant un des facteurs important du conflit il y a aussi d'autres facteurs qui alimentent les dissensions.

Au cours des années 1970, la Syrie d'Assad va commencer à jouer la carte Kurde et supporte le PDK contre le régime irakien. Le recommencement des troubles kurdes en Irak donne à Assad, au début 1975, la flexibilité de pousser l'agenda de partage des eaux de l'Euphrate. Damas décide de monter le niveau d'eau du barrage Tabqa qui,

⁹⁸Frédéric Lasserre, *Écologie, irrigation, diplomatie, comment éviter les guerres de l'eau : L'eau au cœur des conflits du XXIe siècle*, p. 81.

temporairement, diminue le flot des eaux du fleuve en Irak⁹⁹. Il faut remarquer ici que la force des Kurdes en 1975 en Irak, permet à la Syrie de prendre cette action car sans eux, il aurait été difficile à la Syrie de pouvoir faire ceci. Comprenant l'importance de cette carte kurde en Irak, Assad va continuer à les supporter par l'entremise du PDK et l'UPK. Afin d'affaiblir encore plus l'Irak au cours des années 1980, la Syrie aide à la réconciliation du PDK et l'UPK ce qu'elle accomplit en 1987. Cette relation d'aide de la Syrie envers les Kurdes d'Irak contre le régime Irakien va continuer tout au long des années 1990 et 2000. Donc, un facteur de ressources naturelle se dégage ici. Cette ressource est tellement importante pour la Syrie qu'elle utilise, même aide les Kurdes afin de pouvoir pousser l'agenda du partage des eaux. Il y a aussi le facteur de concurrence régional qui est sous-latent. Il est à noter qu'en plus d'affaiblir son voisin au niveau régional et de pouvoir aider lors de conflits au sujet de l'eau, Assad exporte le problème kurde à l'extérieur des frontières de la Syrie et solidifie par le fait même son pouvoir, tel que démontré au chapitre 1. Cependant, c'est l'annonce de l'énorme projet Turc Guneydogu Anadolu Projesi (GAP) qui va causer de plus grands problèmes entre la Turquie et la Syrie.

Avant de passer à l'épisode du GAP, il faut retourner quelque peu en arrière afin de comprendre un peu d'autres facteurs de tensions entre les deux pays. Tel que démontré au chapitre 1, les réfugiés Kurdes accueillis par la Syrie lors des conflits entre les Kurdes et la Turquie, restent un point de dissension entre les deux pays : de sorte que les demandes répétées de la Turquie pour obtenir le retour de certains *terroristes* (terme

⁹⁹*Ibid.*, p.72.

utilisé normalement par les Turcs qualifiant les peshmergas kurdes) se heurtaient aux refus systématique de la Syrie. De plus, les relations concernant leur frontières depuis le traité de Lausanne a toujours causer des problèmes.

En 1977, c'est l'annonce unilatérale du projet GAP (voir chapitre1 pour détails du projet), énorme projet hydraulique qui réduira, selon les estimations de la Syrie et de l'Irak, plus de 40 % et 90% du flux de l'Euphrate. De plus, les deux pays se sentent concernés car la construction de barrages donnerait à la Turquie la possibilité d'avoir une sorte de contrôle sur leurs voisins, et ils n'ont pas tort. En témoignent certains officiels turcs qui aiment rappeler leur position de force : "Nous pouvons arrêter le flux d'eau vers la Syrie et l'Irak durant 8 mois sans que nos barrages débordent, ce qui nous permet de contrôler la conduite politique de ces États arabes¹⁰⁰." En réponse à l'annonce du GAP, Assad invite les groupes de guérilla contre la Turquie à s'établir en Syrie dont le PKK sera le plus dominant. Donc, entre 1980 et 1998 la carte kurde va être jouée par les Syriens qui abritent les camps d'entraînement du PKK dans la plaine de la Bekaa et ses bureaux politiques à Damas¹⁰¹.

Il s'ensuit une série de rapports de force et de tensions entre les deux pays, la Turquie utilisant l'eau comme élément coercitif afin de faire changer les politiques syriennes sur l'hébergement du PKK, et la Syrie, la carte kurde afin de changer les

¹⁰⁰Robert D. Kaplan, "Les Kurdes, tendon d'Achille au Moyen-Orient", *Le Nouvel Afrique-Asie*, no 115, avril 1999. Cité dans Philippe Boulanger, "Les Kurdes, tarot noir du Proche-Orient", p. 25.

¹⁰¹Philippe Boulanger, "Les Kurdes, tarot noir du Proche-Orient", p. 26.

politiques hydrauliques d'Ankara. Le support de la Syrie au PKK fait mal à la Turquie, car celle-ci ne peut contrer la menace efficacement en dehors de ses frontières et plusieurs Kurdes Syriens vont gonflés les rangs du PKK.

En 1987, la Turquie et la Syrie viennent à une entente afin que Damas arrête son support au PKK en échange d'un accès garanti aux eaux de l'Euphrate. Toutefois, Assad refusa d'extrader le chef du PKK Abdullah Öcalan. En réponse à cette nonchalance, la Turquie coupe l'eau de mi-janvier à mi-février 1990 et la tension continua à augmenter¹⁰².

Les tensions sont de plus en plus importantes entre les deux pays. En été 1992, les paroles du premier ministre turc Suleyman Demirel, démontre le durcissement de la position turc : “La Turquie peut utiliser comme elle l'entend les eaux du Tigre et de l'Euphrate: les ressources hydrauliques de la Turquie appartiennent à la Turquie comme le pétrole appartient aux pays arabes¹⁰³.” Ces paroles montrent que l'eau est maintenant vue comme une ressource naturelle intégrale à la Turquie et non un bien commun. Cette intransigeance est probablement dû à ce support kurde des Syriens car le PKK est vu comme une menace à la survie de la Turquie, ce que le manque d'eau est une menace pour la Syrie.

Malgré que la Syrie joue la carte kurde extrêmement bien, elle se retrouve de plus en plus isolée dans son conflit avec la Turquie vers le milieu des années 1990. En fait, l'Irak est affaibli par la guerre de 1991 et donc difficile de faire front commun avec la Syrie d'autant plus que les États-Unis sont omniprésents dans la région à ce moment-là.

¹⁰²Jordi Tejel, *Syria's Kurds : History, politics and society*, p. 77.

¹⁰³Françoise Rollan, “Le Tigre et l'Euphrate”, *Confluences Méditerranée*, no. 52 (hiver 2004-2005), p. 174; <http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2005-1-page-173.htm>; Internet; consulté le 15 mars 2012.

De plus, une alliance Israélo-Turc signée en 1996, l'isole encore plus¹⁰⁴. Cette isolation mène Damas à améliorer ses relations avec l'Iran, ce qui l'isole encore plus du reste des pays de la région. La crise d'octobre 1998, au cours de laquelle étaient entremêlées les questions du soutien syrien au PKK en Turquie et le partage des eaux de l'Euphrate, la Syrie va alors plier face aux menaces explicites d'Ankara¹⁰⁵. Après les médiations égyptiennes et iraniennes, Damas expulse Abdullah Öcalan et arrête son support au PKK. Cet épisode va mener à son arrestation près d'un an plus tard au Kenya et il sera ramené en Turquie. La perte de la carte kurde pour la Syrie va diminuer son influence sur la région et être une grande victoire pour les Turcs.

Un facteur très fort de l'instrumentalisation des Kurdes se dégage de cet épisode, il s'agit des ressources naturelles. Il a été quelque peu abordé au chapitre 1 mais il est central dans les tensions au niveau régional surtout à cause de l'eau. La thèse de Frédéric Lasserre que la sécurité de cette ressource peut amener au délitement de plus d'un État trop faible pour gérer le partage de l'eau est représentée ici¹⁰⁶. Afin de contrer cet effacement par la Syrie dans la gérance de cette ressource importante, les Kurdes se sont débrouillés pour se présenter comme l'outil indispensable pour Assad. Par ce support, la Turquie ne pouvait plus ignorer les demandes de la Syrie. De plus, cette position aidait aussi au niveau national tel que démontré au chapitre 1. Toutefois, la position syrienne va être tellement affaiblit qu'elle va devoir renoncer à cette stratégie et encore une fois, les

¹⁰⁴Jordi Tejel, *Syria's Kurds : History, politics and society*, p. 78.

¹⁰⁵Frédéric Lasserre, "Conflits hydrauliques et guerres de l'eau : un essai de modélisation", *revue internationale et stratégique*, no. 66 (été 2007), p. 107.

¹⁰⁶*Ibid.*, p. 117.

Kurdes vont être repoussés du revers de la main. Plusieurs seront même arrêtés et envoyés en Turquie par ces mêmes syriens qui les avaient tant aidés. Il s’y dégage alors un facteur d’intérêt de fragiliser les Kurdes, lorsqu’ils ne sont plus utiles, qui a été remarqué aussi dès le début de ce travail.

2.4 L’avènement du Kurdistan Irakien et les réponses régionales

À la fin de la guerre du Golfe de 1991, une double insurrection chiite et kurde se déroule en Irak attisée par la déclaration du président George H. Bush le 15 février 1991 : “Il y a une autre façon d'arrêter l'effusion de sang, et c'est que l'armée irakienne et le peuple irakien prennent les choses dans leurs propres mains et forcent Saddam à se rendre”¹⁰⁷. Les armées de Saddam, maintenant libres après le cessez-le-feu, ripostent contre les insurgés de façon extrêmement violente qui rappelle les campagnes d’*Anfal* en 1988. Ce rappel est très vivant dans l’esprit des Américains. De plus, deux millions de Kurdes cherchent refuge en Turquie, devenant un problème important pour l’allié américain. François Mitterrand, président de la France 1981-1995 et Tügürt Özal, président turc 1989-1993, vont convaincre George H. Bush et l’ONU à déclarer une zone de protection des Kurdes au nord du 36e parallèle, le 5 avril 1991 par la résolution 688¹⁰⁸.

La création d'une zone de protection kurde au Nord du 36e parallèle amènera l'établissement d'un État kurde *de facto*. Cet effet était accidentel pour les É-U car le but était simplement humanitaire et pour ne pas causer des tensions avec Tügürt Özal, qui demandera que les réfugiés kurdes retournent dans leurs pays ayant peur que cet exode cause des problèmes dans sa propre population kurde¹⁰⁹.

¹⁰⁷Barry M. Lando, *Web of deceit: The History of Western Complicity in Iraq, from Churchill to Kennedy to George W. Bush*, p. 159.

¹⁰⁸Hamit Bozarslan, *Conflit kurde: Le brasier oublié du Moyen-Orient*, p. 74.

¹⁰⁹Marianna Charountaki, *The Kurds and US Foreign Policy : International relations in the Middle East since 1945*, p. 170.

Par cette protection de puissances extérieures, l'Irak se retrouve en tant que tel affaiblit dans la région ce qui satisfait ses rivaux. Cependant, en mai 1992, de façon unilatérale les Kurdes créent le gouvernement régional kurde qui est, bizarrement accepté par la Turquie et les États-Unis car il est le premier gouvernement autonome officiel depuis la République de Mahabad.

L'avènement du gouvernement kurde est important dans l'aspect régional de l'intérêt de contrer ou fragiliser les Kurdes. En fait depuis le début du XXe siècle il y a plusieurs exemples où les forces régionales ont comploté afin de permettre la destruction de tout Kurdistan : La permission iranienne aux troupes turques de passer par son territoire pour mâter la révolution du Mont Ararat en 1931 ainsi que l'aide des forces de Bagdad et de la RAF (Royal air Force)¹¹⁰, l'aide de la France en prêtant ses chemins de fer pour mâter la révolte du Mont Ararat de 1927-1930¹¹¹, le pacte de Saadabad signé en 1937 entre la Turquie, l'Iran et l'Irak qui prévoit la coordination de la lutte contre les bandes armées kurdes dans les régions frontalières¹¹², le pacte de Bagdad de 1955: signé par la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan afin de faire face à toute agression venant de l'extérieur URSS ou de l'intérieur (kurdes)¹¹³, la répression en 1956 du soulèvement kurde de Djimanroji des unités irako-iraniennes qui agissent dans le cadre du pacte de Bagdad,

¹¹⁰Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, p. 44.

¹¹¹Sabri Cigerli, *Les Kurdes et leur histoire*, p. 123

¹¹²*Ibid.*, p. 119-122.

¹¹³*Ibid.*, p. 128.

Ankara et Bagdad qui s'entendent pour coordonner leurs actions dans le domaine de la sécurité et du renseignement et pour s'accorder mutuellement l'autorisation de mener à chaud une poursuite sur une étendue de 17 km en territoire voisin¹¹⁴. En se basant sur tous ces exemples, il est difficile de penser que la création de cette nouvelle entité autonome kurde ne subirait pas le même destin que la République de Mahabad. Cependant, c'est tout le contraire qu'il va se passer.

Les raisons pour lesquelles cette entité reçoit le droit de survivre sont diverses. Tout d'abord, elle est supportée par une puissance extérieure, les États-Unis, qui possède une volonté de garder le contrôle sur la région et cet aspect va être développé plus en détails dans le prochain chapitre. Ensuite, les Kurdes d'Irak vont contrer les autres mouvements kurdes en permettant aux États régionaux d'entrer sur leur territoire.

Par exemple en 1992, le PDK et l'UPK livrent ensemble une guerre contre le PKK car ils veulent diminuer leurs bases en Irak afin d'avoir de meilleurs rapports avec Ankara, principale voie de communication avec le monde. En 1997, une dizaine d'incursions militaires turques dont l'une avec plus de 50 000 hommes, sont conduites pour essayer d'affaiblir le PKK, mais sans résultats. En 1996, armée iranienne intervient contre le PDK-Iran basé dans le Kurdistan Irakien¹¹⁵.

Après la guerre du Golfe de 2003, ce même manège va continuer même avec un nouveau gouvernement Irakien en place surtout dû aux pressions d'Ankara sur les États-Unis. Depuis 2005 la guérilla recommence, le PKK agit à partir du Kurdistan irakien.

¹¹⁴Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, p. 88.

¹¹⁵Hamit Bozarslan, *Conflit kurde: Le brasier oublié du Moyen-Orient*, p. 76.

Ankara fait pression sur les États-Unis et à partir du 1er décembre 2007, la Turquie procède à des attaques aériennes en Irak¹¹⁶.

Le Kurdistan Irakien devient alors un allié important, au niveau régional dans la lutte contre l'autonomie kurde contenu dans les autres pays et de plus aide à affaiblir Saddam. Encore une fois, on voit que les Kurdes sont utilisés par les puissances régionales afin de détruire les autres mouvements kurdes comme lors de la période des Empires Perse et Ottoman. Il semble maintenant que les frontières tracées au traité de Lausanne ont bel et bien réussi à diviser les Kurdes. Les puissances régionales sont destinées à assurer bilatéralement ou multilatéralement la sécurité de chaque État et définissent les Kurdes, sans les nommer, comme une menace sécuritaire potentielle pour tous. L'espace kurde devient de fait une colonie interétatique dont chacun s'assure de diminuer la puissance militaire des tribus où son importance politique.

2.5 Turquie et Iran dans le contexte régional et les Kurdes

La Turquie et l'Iran sont les principaux héritiers des Empires Perse et Ottoman d'avant le traité de Lausanne. Malgré que ces pays ont perdu plusieurs territoires comparé à leur format d'empire, il n'en demeure pas moins, qu'à long terme, leur relation en est une de rivalité mais qu'une coopération est possible dépendant de facteurs et changements de systèmes régionaux¹¹⁷. Cette relation va être étudiée dans ce chapitre à

¹¹⁶Hamit Bozarslan, *Conflit kurde: Le brasier oublié du Moyen-Orient*, p. 112.

¹¹⁷Nihat Ali Özman et Özgür Özdamar. "Uneasy Neighbors: Turkish-Iranian Relations Since the 1979 Islamic Revolution", *Middle East Policy*, vol. 27, no. 3 (automne 2010), p. 101.

partir des années 1980, afin de voir s'il y a de facteurs de cette relation qui ont amené l'instrumentalisation des Kurdes.

Lors de la révolution islamique, les Turcs étaient concernés par une guerre civile potentielle en Iran qui pourrait anéantir le pays, poussant une intervention possible de l'U.R.S.S.¹¹⁸. Cette intervention pourrait amener la séparation ou augmenter l'esprit séparatiste en Iran sur le flanc Est de la Turquie. Après l'avènement stable de la révolution islamique les Turcs sont poussés vers une coopération tacite au niveau des kurdes car cette question est toujours aussi importante pour eux.

Pour Ankara, la question kurde est une priorité absolue en termes de souveraineté; il s'agit ni plus ni moins que d'intégrité territoriale du pays, voire de sa survie. Tous les moyens sont donc bons pour éradiquer les démons de la sécession et du terrorisme, même avec l'Iran¹¹⁹.

Ce rapprochement va se faire aussi au niveau économique durant la guerre Iran-Irak où la Turquie devient un partenaire économique important pour l'Iran, la première ayant besoin des produits pétroliers et l'autre d'un marché pour les écouler. Toutefois, ce rapprochement connaît aussi des difficultés dû aux différences idéologiques car l'Iran se proclamant chef de file mondial de l'islam, a contré les politiques séculaires de la Turquie¹²⁰. Il y a aussi l'effondrement de l'U.R.S.S. qui fait en sorte que ces pays se trouvent en compétition dans l'Asie centrale et les États du Caucase surtout de par les

¹¹⁸*Ibid.*, p. 105.

¹¹⁹Michel Makinsky, "Téhéran-Ankara: Empires ou partenaires?", *Outre-Terre*, no. 10 (hiver 2005), p. 228; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2005-1-page-225.htm>; Internet; consulté le 15 mars 2012.

¹²⁰Nihat Ali Özcan et Özgür Özdamar. "Uneasy Neighbors: Turkish-Iranian Relations Since the 1979 Islamic Revolution", p. 106.

ressources pétrolières¹²¹. Il y a aussi l'influence américaine qui fait la promotion du modèle Turc afin de limiter l'influence russe et iranienne dans la région¹²². L'Iran a donc besoin de consolider les rares appuis qu'il compte dans la région, tout en rappelant qu'il reste une puissance héritière des ambitions impériales de la Perse¹²³. C'est donc dans cette relation compliquée qui résulte de la conjugaison des facteurs économiques, idéologiques et puissance régionale que ces deux puissances vont instrumentaliser les Kurdes et aussi comploter pour les contrer.

Les premières relations entre les deux pays concernant les Kurdes depuis les années 1980 vont se produire lors de la guerre Iran-Irak. Dans cette guerre, l'Iran, tel que décrit plus haut va à tour de rôle supporter ou être supporté par les différentes factions kurdes en Irak. De plus, il va supporter indirectement le PKK car ce dernier est aidé par le PDK et UPK dans l'octroi de bases en Irak. Les discussions entre les deux pays vont mener à certaines coopérations lors de petites incursions turques mais rien de majeur. Toutefois, ces relations deviennent une base dans la relation concernant la question kurde qui va avoir des effets bénéfiques après la guerre du Golfe de 1991.

Comme déjà expliqué précédemment dans ce chapitre, la fin de la guerre de 1991 va amener un État kurde de facto au Nord de l'Irak devenant une menace pour l'Iran et la Turquie qui va rapprocher les deux sur la question.

¹²¹Michael M Gunter, "Turkey and Iran: Face Off in Kurdistan", p. 226.

¹²²Nihat Ali Özman et Özgür Özdamar. "Uneasy Neighbors: Turkish-Iranian Relations Since the 1979 Islamic Revolution", p. 107.

¹²³Michel Makinsky, "Téhéran-Ankara: Empires ou partenaires?", p. 225.

De 1992 à 1998, la Turquie et l'Iran se sont employés à gérer la question kurde au Nord de l'Irak en réduisant les déplacements transnationaux au minimum. Ankara et Téhéran allaient en définitive signer un protocole d'accord sur la sécurité le 30 octobre 1993 attestant que les deux pays interdiraient des activités terroristes sur leurs territoires respectifs; une entente visant le PDKI côté turc et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) côté iranien¹²⁴.

On peut voir qu'après avoir utilisé les Kurdes dans sa guerre contre l'Irak, l'Iran n'a aucune difficulté à se retourner contre eux afin de faire plaisir à un concurrent régional, car l'avènement d'un Kurdistan est encore plus nuisible que les différents régionaux. Mais, même en ayant ce protocole d'entente, les deux pays jouent aussi la carte kurde chacun de leur côté. Dès 1995, les factions kurdes irakiennes du PDK et de UPK se rapprochèrent l'une d'Ankara, l'autre de Téhéran en raison de leur guerre fratricide. Chaque pays essaye alors de bâtir une sphère d'influence dans le Nord de l'Irak par l'entremise des groupes Kurdes¹²⁵. Ceci démontre que le Nord de l'Irak devient une région très importante pour les deux pays.

Pour les Turcs, le vide de pouvoir au Nord de l'Irak et la perte de contrôle de cette région pouvait se traduire d'abord par les tentatives kurdes de poser les premiers jalons d'un État kurde puis avec un renforcement du PKK. Pour les Iraniens, un éventuel démembrement de l'Irak, même graduel, pouvait remettre en cause les équilibres politiques des années précédentes, alors que la majorité chiite avait conquis une position dominante dans ce pays, ce qui permettait aussi au gouvernement iranien d'y exercer une influence notable¹²⁶.

En juin 1996, avec l'arrivée du Premier ministre turc Erbakan, les relations entre les deux pays vont s'améliorer surtout au niveau de la coopération économique et on

¹²⁴Emel Parlar Dal, "Ankara-Téhéran: De la rivalité historique et idéologique au rapprochement pragmatique et civilisationnel", *Outre-Terre*, no. 28 (été 2011), p. 495; <http://www.cairn.info/revue-oultre-terre-2011-2-page-493.htm>; Internet; consulté le 15 mars 2012.

¹²⁵*Ibidem*.

¹²⁶*Ibid.*, p. 497.

s'engage à coopérer concrètement dans la lutte contre l'organisation kurde. Cette relation est devenue tellement importante que même une alliance contre des ennemis ne met pas en danger cette relation :

Avril 1996; Alliance turco-Israélienne qui donne un accord autorisant chacun des deux parties à utiliser l'espace aérien de l'autre. Téhéran ne voit pas de bon œil cette action mais il est conscient des intérêts communs et de la complémentarité entre les deux pays et ne détériore pas les relations turco-iraniennes de façon critique car l'Iran est trop désireux d'une coopération régionale¹²⁷.

Cette alliance est quelque peu bizarre car Israël joue en quelque sorte un double jeu avec les Kurdes et son allié turc. En fait Israël supporte et entraîne les Kurdes d'Irak. Un Kurdistan indépendant pourrait devenir un allié important pour Israël dans la région mais un problème pour la Turquie¹²⁸. On voit ici qu'Israël s'assure de bien garder un équilibre de force dans la région en essayant d'avoir un autre pilier qui peut contrebalancer les Arabes et ou l'Iran. Donc, les Kurdes sont encore utilisés pour des raisons d'équilibre comme lors des empires mais cette fois au niveau de la région.

Une autre puissance régionale essaye de faire la même chose qu'Israël et de contrer l'Iran et aussi la Turquie, il s'agit de la Russie. Celle-ci est désireuse de se replacer dans la course caucasienne face à la Turquie en utilisant entre autre la carte kurde.. En fait, depuis 1956, la radio d'Erevan (capitale de l'Arménie), supportée par les Russes, diffuse des émissions quotidiennes en langue kurde. La Turquie accuse souvent

¹²⁷Michel Makinsky, "Téhéran-Ankara: Empires ou partenaires?", p. 229.

¹²⁸*Ibid.*, p. 230.

celle-ci d'apporter un soutien logistique et politique aux séparatistes Kurdes¹²⁹. De plus, le soutien politique de la Turquie aux Tchétchènes incite la Russie à soutenir les Kurdes et, ces derniers temps le PKK¹³⁰. Moscou accueille des réunions du PKK, depuis décembre 1994, le PKK dispose d'une nouvelle maison kurde à Odintsevo, dans la banlieue de Moscou¹³¹. La Russie utilise alors les Kurdes afin de déstabiliser ses opposants afin de reprendre de l'influence dans la région qu'elle a perdue. Mais les intérêts économiques rapprochent la Turquie avec la Russie dans plusieurs cas diminuant l'aspect kurde.

L'énergie domine la pensée stratégique turque. Pendant que les É-U profitent d'un voisinage relativement calme, la Turquie existe dans une région dure et compliquée. Avec la continue industrialisation et le développement de son carrefour régional, sa soif pour le pétrole ne va cesser d'augmenter. Ceci ne demande pas seulement la diversification de ses sources mais aussi de bonnes relations avec ses voisins, en plus de ses partenaires traditionnels¹³².

Les relations économiques sont donc plus en plus importantes dans la région que les importances idéologiques.

Ce rapprochement important croît rapidement au début des années 2000 entre l'Iran et la Turquie. En 2003 près de 1 milliards de marchandises turc vers l'Iran, et l'Iran a envoyé 1.8 milliards. Au premier trimestre de 2004 ces chiffres ont augmenté de près

¹²⁹Sabri Cigerli, *Les Kurdes et leur histoire*, p. 171.

¹³⁰*Ibidem*.

¹³¹Philippe Boulanger, "Les Kurdes, tarot noir du Proche-Orient", p. 23.

¹³²Tuncay Babali, "Turkey at the Energy Crossroads", *Middle East Quaterly*, (printemps 2009), p. 33.

de 10%. Dû surtout à la demande d'énergie pour la Turquie¹³³. Les relations économiques qui augmentent amène la coopération au niveau de l'emploi des Kurdes en Irak surtout avec la fin de Saddam. L'intérêt de l'Iran dans un Irak post-Saddam se résumant ainsi:

1. pas d'arrivée au pouvoir en Irak d'un gouvernement sunnite menaçant l'Iran, 2. Protéger ses intérêts économiques en Irak, 3. Pas d'instauration d'un état kurde indépendant au Nord de l'Irak susceptible de stimuler sa propre minorité kurde et maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak, 4. Pas de conflits confessionnels et régionaux en Irak, 5. Retrait des troupes américaines hors d'Irak avec un bilan peu satisfaisant afin de réduire la possibilité d'une intervention des É-U en Iran¹³⁴

Cette relation économique n'a cessé d'augmenter : La Turquie importe actuellement 10 milliards de m3 de gaz chaque année à travers un pipeline direct provenant de l'Iran. Ce qui est près du tiers de la consommation annuelle de l'Iran. Sur la force de ces relations, le commerce a été de plus de 10 milliards \$ en 2010 et approche 15 milliards de \$ en 2011¹³⁵. La relation économique amène un échange de renseignements et une coordination militaire dans des attaques contre les insurgés dans le nord de l'Irak.

Cependant, il est possible que les relations entre la Turquie et les Kurdes irakiens s'adoucissent, si ces derniers continuent à supporter les Turcs dans les combats contre le PKK. Ceci pourrait amener une relation plus amicale et peut-être une relation économique intense, car la région kurde au nord de l'Irak regorge de pétrole. Ceci pourrait alors remettre en question le rapprochement avec l'Iran et revenir aux différents plus idéologiques des deux grands pays.

¹³³Michel Makinsky, "Téhéran-Ankara: Empires ou partenaires?", p. 232.

¹³⁴Emel Parlar Dal, "Ankara-Téhéran: De la rivalité historique et idéologique au rapprochement pragmatique et civilisationnel", p. 497.

¹³⁵Coulsdon, "Turkey and Iran's relations go cold", extrait de Jane's defence weekly, jan 2012.

En analysant la relation entre l'Iran et la Turquie, nous avons vu qu'il y a trois facteurs qui se démarquent et qui poussent à l'instrumentalisation des Kurdes. Tout d'abord, il y a la notion de division des Kurdes et l'intérêt de fragiliser les Kurdes car il s'agit d'un élément de la survie de souveraineté nationale de chaque pays. Le péril kurde peut déstabiliser l'équilibre de la région et réduire les états-nation en de simples agencements de provinces fédérales comme il semble se dérouler en Irak à ce moment. On a vu que le déséquilibre de la région est vivement suivi par Israël et la Russie. Il y a aussi le facteur des ressources naturelles qui engendrent une coopération entre l'Iran et la Turquie menant à une coopération militaire. Cette coopération est aussi due au fait de l'intérêt de fragiliser les Kurdes. De plus, les ressources naturelles en Irak peuvent être vues comme la prochaine étape pour la Turquie. Le dernier est l'influence potentielle à gagner dans la région en utilisant les Kurdes. C'est-à-dire que leur utilisation aide dans la propagation des idées de puissances pour les pays de la région.

2.6 Conclusion du chapitre 2

Dans ce chapitre, les facteurs qui mènent à l'instrumentalisation des Kurdes ont été étudiés sous la lentille des relations entre les puissances régionales. Comme expliqué, plusieurs fois les intérêts nationaux et régionaux vont être les mêmes entre certains pays, donnant lieu à des alliances. L'un de ces intérêts, et qui est un facteur important, est la volonté de fragiliser les Kurdes afin de restreindre le potentiel avènement d'un grand Kurdistan unifié s'étendant sur les territoires actuels de la Syrie, la Turquie, l'Iran et l'Irak. Tous les états sont sur la même longueur d'onde car ceci aurait des conséquences

pour chacun des pays. Un autre facteur dégagé, et avec beaucoup d'importance est celui des ressources naturelles. Plus les ressources naturelles sont importantes dans les régions où les Kurdes vivent, plus ils sont utilisés autant comme proxy d'un état, comme pour la Syrie contre la Turquie.. De plus, il s'avère que ce facteur peut aussi mener à diviser les Kurdes afin de pouvoir prendre leurs ressources naturelles comme possiblement dans le futur avec les réserves de pétroles en Irak.

Un nouveau facteur s'est présenté qui est celui des relations économiques. Il s'agit plus d'un élément rassembleur qui mène à des relations plus étriotes entre les pays et poussent à une sécurité commune envers les Kurdes. Le facteur des divisions des Kurdes est encore présent et est utilisé à bon escient par toutes les puissances régionales. Le dernier facteur relevé est la concurrence constante entre les pays qui mène à une instrumentalisation poussée de tous les mouvements kurdes. Compte tenu de leur mobilité entre les frontières et les bases intra-étatiques, les Kurdes sont les forces les plus aptes à conduire des insurrections contre des adversaires étatiques. Comme démontré, ils ont été utilisés de cette façon tellement souvent que ces relations deviennent compliquées comme lors de la guerre Iran-Irak. La volonté des Kurdes de laisser les pays les utiliser de cette façon provient malheureusement de leurs divisions internes et d'une guerre de pouvoir entre mouvements. De sorte que, de manière générale, sans cette vision des choses, il est donc difficile de pouvoir entretenir la vision d'un Kurdistan unifié. Voyons maintenant dans le chapitre 3 l'effet que les puissances extérieures ont eu sur cette instrumentalisation des Kurdes.

CHAPITRE 3 : LENTILLE DES PUISSANCES EXTRARÉGIONALES

Au cours de l'histoire de la région où les Kurdes vivent l'influence de plusieurs puissances extrarégionales va être ressentie. Ces puissances ont toujours eu une implication de près ou de loin dans l'instrumentalisation des Kurdes. Dans ce chapitre, les effets de trois grandes puissances extrarégionales vont être touchés. Tout d'abord, la Grande-Bretagne, puissance mondiale du XIXe et début XXe siècles, joue un rôle des plus importants dans la région surtout à la suite de la Première Guerre mondiale. La division des anciens empires de la région par les différents traités et son implication en Irak sera analysée. Toutefois, l'influence de la Grande-Bretagne va diminuer par la suite et être remplacée par celle des États-Unis et de l'U.R.S.S. pendant la guerre froide. Au sujet de l'U.R.S.S., l'épisode de la République de Mahabad va être surtout abordé car il est un épisode important dans l'instrumentalisation des Kurdes. En dernière partie, les États-Unis vont être étudiés selon deux périodes qui sont de 1945 à 1991 et ensuite celle d'après la guerre de 1991. La Russie en tant que puissance extérieure ne fera pas l'objet d'une partie distincte mais y sera discuté à travers les trois parties. La puissance française ne sera pas touchée ici car son influence sur la région est faible sauf en Syrie où la population kurde est minime. Les puissances émergentes extrarégionales comme la Chine et l'Inde ne vont pas être analysées car leur influence au niveau historique est faible comparée aux autres puissances. Ce rajout ne pourrait que rendre plus difficile de découvrir les facteurs de l'instrumentalisation des Kurdes. Dans ce chapitre, les facteurs de divisions des Kurdes et de ressources naturelles vont être rencontrés constamment comme lors du chapitre 2.

3.1 L'Empire Britannique au Moyen-Orient et les Kurdes

La Grande-Bretagne se retrouve, après les guerres napoléoniennes, dans une période d'agrandissement de sa puissance et ses intérêts continuent à se diversifier. Une autre puissance européenne sortie vainqueur de ces années de conflit, la Russie, étend sa puissance aussi. D'un autre côté, la puissance de l'Empire Ottoman diminue pour diverses raisons et offre l'occasion à ses grandes puissances se disputer l'influence de la région au courant du XIXe siècle.

À la fin des années 1830, la politique de la G-B envers l'Empire Ottoman change et considère qu'elle doit préserver les Empires Ottoman et Perse pour agir en tant que barrière gardant la Russie ou tout autre puissances d'approcher l'Inde et menacer les routes pour s'y rendre, spécialement la méditerranée, un intérêt britannique important. Dans cette optique, le support d'un Kurdistan est contre cette politique¹³⁶.

La politique de préservation de l'intégrité du territoire de l'Empire Ottoman fonctionne bien et contraint l'expansionnisme russe. De plus, le rapprochement entre les puissances européennes et les Ottomans amènent plusieurs changements qui mènent vers la modernisation de l'Empire par des réformes du *Tanzimat*. L'intérêt des Britanniques augmente dans la région à partir de 1870 où l'on découvre du pétrole dans les régions de Mossoul et Kirkourk (Irak). Malgré le fait que le pétrole n'est pas aussi important en 1870 que de nos jours, les Britanniques pressentent l'importance stratégique de cette nouvelle manne pour le développement industriel et économique. L'extraction du pétrole de cette région est la moins coûteuse au monde aujourd'hui: 1 dollar, contre 7 à 8 dollars

¹³⁶Michael Eppel, "The Demise of the Kurdish Emirates: The Impact of Ottoman Reforms and International Relations on Kurdistan during the First Half of the Nineteenth Century", p. 245.

en mer du Nord¹³⁷ et était aussi économique au début du siècle. Le pétrole sera dès lors un enjeu important pour la Grande-Bretagne et plus tard les États-Unis démontrant un facteur de ressource naturelle important.

Le support de la Grande-Bretagne va changer avec l'association de l'Allemagne avec l'Empire Ottoman vers la fin du XIXe siècle. La Grande-Bretagne va alors commencer à se rapprocher de la France et la Russie. Elle accepte une entente avec les Français en 1904 afin de diminuer leurs tensions entre eux et une entente avec les Russes en 1907 sur le partage de la Perse en trois zones, l'une sous influence Britannique, une autre sous influence russe et la dernière étant une zone neutre¹³⁸ (voir carte no.1). Ces ententes vont aider dans le rapprochement et les futures alliances contre l'Allemagne à la veille de la Grande guerre. Au cours de cette dernière, les Britanniques vont supporter la révolte arabe contre l'Empire Ottoman, donc détruisant l'union faible de ces régions, créant par la suite une parodie de succession d'états, compliqués par les concessions françaises dû à l'accord de Sykes-Picot¹³⁹ (voir carte no. 2 pour les divisions de territoire de l'accord) et la déclaration de Balfour de 1917¹⁴⁰.

¹³⁷M.A. Fitzsimons, "Britain and the Middle East, 1944-1950", *The Review of Politics*, vol. 13, no. 1 (janvier 1951), p. 21; <http://www.jstor.org/stable/1404635>; Internet; consulté le 27 février 2012

¹³⁸*Ibidem.*

¹³⁹L'entente secrète de Sykes-Picot du 16 mai 1916, entre les Britanniques et la France sous assentiment Russe, définit les sphères de contrôle et d'influences au lendemain d'une défaite de l'empire Ottoman (voir carte).

¹⁴⁰La déclaration de Balfour de 1917 est une lettre ouverte dans laquelle le Royaume-Uni se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif avec le respect des communautés non juives sur le territoire.

La disparition temporaire de la Russie comme joueur important de la scène régionale à la fin de la Première Guerre dû à la révolution, voulait dire que la consolidation des intérêts stratégiques britanniques ne demandait plus la division du vilayet de Mossoul¹⁴¹. En fait, c'est pour cette raison que la création des aires A et B (voir carte no. 2) avaient eu lieu, l'aire A (Français) agissait comme une zone tampon entre les Russes et les Anglais. Cependant, le facteur des Kurdes n'avait pas encore été pris en cause. En fait, plusieurs Kurdes avaient combattu du côté Turc mais se retournent contre eux et libèrent plusieurs de leurs villes des forces Turques et simultanément invitent les représentants britanniques dans ces secteurs libérés afin d'aider dans de nouveaux arrangements politiques et administratifs¹⁴². Cependant à la fin de la guerre de 1918, les autorités britanniques en Mésopotamie n'étaient pas en position autant militairement que politiquement d'ignorer l'existence des sentiments nationalistes et les attentes kurdes envers les alliés¹⁴³. Les Britanniques utilisent donc les Kurdes pour asseoir indirectement leur pouvoir sur la région et nomme le Cheikh Mahmoud Barzinji comme gouverneur de l'aire B kurde de l'entente Sykes-Picot (voir carte no. 2), un état autonome ayant un gouvernement, justice, revenu et une force locale militaire. Cette entité autonome kurde dans le Kurdistan du Sud (Irak actuel, le Nord étant la Turquie actuelle) était donc le produit de plusieurs facteurs :

1. La Grande-Bretagne n'était pas dans une position de faire de nouveaux engagements militaires et financiers suivant une guerre où il y avait un pressant besoin de démobiliser ses forces et de couper ses dépenses militaires.
2. la

¹⁴¹Saad Eskander, "Britain's Policy in Southern Kurdistan: The Formation and the Termination of the First Kurdish Government, 1918-1919", p. 140.

¹⁴²*Ibid.*, p. 141.

¹⁴³*Ibid.*, p. 143.

consolidation de sa position en Mésopotamie, d'importance stratégique était attachée à la sécurité des routes terrestres et maritimes vers l'Inde, demandant un Kurdistan paisible et orienté vers les Anglais. 3. Les aspirations politiques Kurdes ne pouvaient pas être dispersées dans les premiers stades de la prise de contrôle des britanniques au Kurdistan. 4. Cette politique pouvait démentir toute propagande antibritannique menée par les Turcs et les Bolcheviks. Dernièrement un Kurdistan du Sud autonome, selon les calculs politiques des chefs britanniques en Mésopotamie, pouvait donner à court terme, la diminution des essais des Sharifiens d'établir un état arabe en alliant les trois vilayets de Bagdad, Basra et Mossoul¹⁴⁴.

Au cours de l'année 1920, la position de force des Britanniques change au Moyen-Orient et elle est plus forte qu'en 1918. C'est dans ce contexte que s'ouvrent les rencontres à San Remo du 16 au 26 avril 1920.

Un accord au sujet du pétrole y est signé le 24 avril 1920, entre la France et la Grande-Bretagne, sous les auspices de la SDN. En vertu de cet accord, le vilayet de Mossoul est attribué à l'Irak sous mandat britannique. En contrepartie, le gouvernement britannique s'engage à accorder au gouvernement français, ou à ceux qu'il désignera, une part de 25%, aux prix courants du marché, dans la production nette d'huile brute¹⁴⁵.

On peut remarquer ici l'importance de cette ressource naturelle entre les Français et les Anglais qui jouent dans la redistribution des territoires après que les Russes ne fassent plus partie de l'équation.

Le 10 août 1920, le traité de Sèvres (voir carte no. 3) est signé entre les puissances victorieuses et la Turquie qui consacre le démembrement de l'Empire Ottoman. Deux articles importants ont une incidence sur le futur des Kurdes :

¹⁴⁴*Ibid.*, p. 145.

¹⁴⁵Joseph Yacoub, "La question Assyro-Chaldéenne, les puissances européennes et la société des nations", p. 109.

L'article 62 de la section III *le Kurdistan*: Stipule qu'une commission, siégeant à Constantinople et composée de trois membres respectivement nommés par les gouvernements français, britanniques et Italiens, préparera dans les six mois, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, l'autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde, situés à l'est de l'Euphrate, au sud de la frontière méridionale de l'Arménie et au nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie. L'article 64: Si dans un délai d'un an, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, la population kurde, dans les régions visées à l'article 62, s'adresse au Conseil de la Société des Nations en démontrant qu'une majorité de la population dans ces régions désire être indépendante de la Turquie et si le Conseil estime alors que cette population est capable de cette indépendance et s'il recommande de la lui accorder, la Turquie s'engage, dès à présent, à se conformer à cette recommandation et à renoncer à tous droits et titres sur ces régions¹⁴⁶.

Ce traité de Sèvres est la première fois, au niveau international, qu'une autonomie kurde est discuté et promise dû au fait d'une position encore forte des Kurdes et de leur représentation aux discussions de ce traité. En contrepartie, ces articles démontrent que les puissances européennes n'ont aucun problème à oublier d'autres minorités afin de gagner le support de d'autres compte tenu des rapports de forces actuels. En fait, le Traité de Sèvres a abandonné le sort des Assyro-Chaldéens aux Kurdes et Turcs, à ceux mêmes qui ont décimé et pillé les braves montagnards, confiants dans la cause des Alliés et les ayant aidés¹⁴⁷. Les Britanniques choisissent donc le support des Kurdes pour le pétrole contre l'aide d'une minorité dans la victoire. Le facteur de ressource naturelle est alors extrêmement présent ici. Les Kurdes ne sont qu'un pion sur l'échiquier britannique pour assouvir son hégémonie mondiale. La puissance britannique est même prête à permettre l'avènement d'un Kurdistan mais cette promesse est fragile et les événements entre 1920 et 1923 en Turquie vont changer les rapports de force.

¹⁴⁶Joseph Yacoub, "La question Assyro-Chaldéenne, les puissances européennes et la société des nations", p. 109.

¹⁴⁷*Ibid.*, p. 110.

Entre 1920 et 1923, la Turquie change complètement de visage: conquête du Nord-Est anatolien et du Nord-Ouest, réveil du nationalisme turc 1919-1922, victoire de Mustafa Kemal sur le gouvernement de Constantinople, héritier des Ottomans et signataire du Traité de Sèvres. Atatürk, maintenant le chef de la nouvelle Turquie, maudit le Traité de Sèvres et dit à son propos 9 juin 1921:

Cette nouvelle Turquie fera reconnaître son droit comme n'importe quelle nation indépendante. Le Traité de Sèvres est une telle condamnation à mort que nous demandons que son nom même ne sorte pas d'une bouche amie. Nous n'entreprendrons pas de transactions basées sur le principe de la confiance, avec des nations qui ne peuvent chasser le Traité de Sèvres de leur cerveau. Dans notre pensée, il n'existe aucun traité de cette sorte¹⁴⁸.

C'est dans cette ère de nouveaux rapports de forces avec une Turquie Kémaliste, que la conférence de paix de Lausanne commence en novembre 1922 qui met en vedette Lord Curzon, pour les Britanniques et Ismat Pasha Inunu pour la Turquie. Comme vu plus haut, le régime kémaliste ne reconnaît pas le traité de Sèvres (signé en août 1920) et réclame le vilayet de Mossoul jusqu'à Jabal Hamrin tandis que la G-B demande une frontière qui correspond avec la frontière du Nord de la province de Mossoul¹⁴⁹. L'auteur Othman Ali démontre bien dans ses recherches qu'à cette conférence, les Britanniques ont un agenda basé sur les ressources naturelles et la peur du Bolchévisme:

Curzon a été autorisé par son gouvernement à Lausanne de dire aux Turcs que le gouvernement britannique était prêt à laisser tomber les articles 62 et 65 du traité de Sèvres qui supportait l'établissement d'un Kurdistan indépendant. Donc, Curzon n'a pas poussé l'indépendance Kurde. Les britanniques espéraient que ceci

¹⁴⁸*Ibid.*, p. 112.

¹⁴⁹Othman Ali, "The Kurds and the Lausanne Peace Negotiations, 1922-23", *Middle Eastern Studies*, vol. 33, no. 3 (juillet 1997), p. 521; <http://www.jstor.org/stable/4283891>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

éliminerait la conviction tenu par Mustafa Kemal que la G-B voulait à tout prix le démembrement de la Turquie par l'établissement d'un état kurde en Anatolie et dans le nord de l'Irak. En retour de cette concession, la Turquie était demandée de rejoindre la Société des Nations afin de compléter l'isolation de la Russie Bolchévique. Pour ces raisons le sort des Kurdes était subordonné, lors de Lausanne, à la lutte Anglo-russe pour l'influence dans le Moyen-Orient¹⁵⁰.

Ceci démontre que la Grande-Bretagne n'est pas réellement sérieuse dans l'octroi d'une autonomie kurde, et encore une fois on peut voir cette instrumentalisation des Kurdes afin d'acquérir d'autres influences. Ceci est encore plus flagrant par la réticence des Britanniques à mâter les rébellions kurdes qui se déroulent au même moment. Selon Othman Ali en voici les deux raisons :

La première est que la Grande-Bretagne voulait utiliser la présence du Cheikh Mahmoud à Sulaymaniya et la sécession possible du Kurdistan de l'Irak comme levier afin de forcer les Irakiens nationalistes de ratifier le traité Anglo-Irak (traité donnant à l'Irak une indépendance partielle mais gardant les Anglais en charge du contrôle militaire et économique). La deuxième, vu que la conférence de Lausanne se déroulait toujours, toute action militaire par le gouvernement britannique au Kurdistan aurait été vu par les Turcs comme une violation du statut quo dans le vilayet de Mossoul dont les Britanniques s'étaient commis de préserver jusqu'à la fin de la conférence. De plus, une action contre Mahmoud aurait simplement amélioré la position de la Turquie au Kurdistan durant une période délicate où les deux camps essayaient de gagner la sympathie des Kurdes¹⁵¹.

Le résultat des négociations de Lausanne furent l'abrogation du traité de Sèvres et la fin de la promesse du Kurdistan dont une nouvelle carte de la région (voir carte no. 4). Il est maintenant clair que les Kurdes ont été utilisés comme des pions lors des négociations de Lausanne, et que leurs terres ont été forcément incorporées à l'Irak et la Turquie et que les actions Britanniques en Irak ont été menées surtout par ces

¹⁵⁰*Ibid.*, p. 524.

¹⁵¹*Ibid.*, p. 528-529.

négociations. En fait, après la signature de ce traité, les Britanniques vont rapidement réprimer toutes rébellions kurdes de façon méthodique et sanglante dans sa zone d'influence en utilisant même pour la première fois l'aviation dans la répression de civils.

La période britannique dans la région démontre encore une fois que les Kurdes sont utilisés afin de sécuriser les intérêts des puissances extrarégionales. Pour les Britanniques ces intérêts étaient : l'utilisation des communications dans cette région sans restriction dû à la rencontre de trois continents, les ressources en pétroles des futurs territoires de l'Iran et l'Iraq, prévenir toute autre puissance de dominer la région. Les jeux des traités en faisant miroiter l'indépendance kurde par un Kurdistan n'étaient que l'une des cartes bien jouées par les puissances européenne compte tenu des rapports de force de l'instant en 1920. La montée de la Turquie d'Atatürk fait en sorte que les Kurdes sont rapidement sacrifiés comme ils l'ont été à plusieurs reprises sous les prismes nationaux et régionaux. Voyons maintenant si cette tendance se maintient avec le changement des puissances mondiales par la guerre froide à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

3.2 L'U.R.S.S et les Kurdes : La République de Mahabad

Comme déjà expliqué au chapitre 1 dans la section de l'Iran, l'invasion de l'Iran et son occupation par l'U.R.S.S. et de la Grande-Bretagne à partir d'août 1941 va causer un vide de pouvoir dans les régions Kurdes qui va être rapidement rempli par ceux-ci venant à créer la République de Mahabad. Cette partie discute alors des actions soviétiques et leurs répercussions sur les Kurdes afin d'éclaircir certains facteurs de leur instrumentalisation.

Après l'invasion des troupes étrangères en Iran, ces dernières laissent une zone tampon entre elles que les tribus kurdes occupent et en prennent le contrôle rapidement. À partir de 1942, les tribus kurdes occupent les régions frontalières irano-turques et irano-irakienne et les principales villes du Kurdistan¹⁵². Dans ces conditions un nouveau mouvement kurde nationaliste voit le jour le 16 août 1943, le Komala (comité de la jeunesse kurde ou de la résurrection), formé par des marchands et officiels de la ville de Mahabad¹⁵³. Les Britanniques étaient conscients de ce nouveau mouvement mais, ne voulant pas encourager les aspirations kurdes dans la région afin de ne pas augmenter les problèmes qu'ils avaient déjà en Irak avec les Arabes, ils restèrent sourds¹⁵⁴. Ce qui va être le contraire pour les Soviétiques qui vont rapidement réaliser le potentiel de cette situation.

Au courant de l'année 1944, plusieurs officiers politiques soviétiques circulent au sein de l'Azerbaïdjan iranienne (occupée aussi par les soviétiques) et le Kurdistan iranien rencontrant plusieurs factions et infiltrant des mouvements comme celui du Komala, malgré sa nature nationaliste¹⁵⁵. Afin d'influencer les Kurdes du Komala, les agents soviétiques vont comploter et amener le Komala à accepter Ghazi Mohammed, un chef religieux et juge héréditaire de Mahabad provenant d'une famille très respectée, comme

¹⁵²Parviz Homayounpour, *L'affaire d'Azarbaïdjan* (Paris : Lausanne, 1967), p. 88.

¹⁵³Archie Jr Roosevelt, "The Kurdish Republic of Mahabad", *The Middle East Journal*, vol. 1, no. 3 (juillet 1947), p. 250; <http://www.jstor.org/stable/4321887>; Internet; consulté le 27 février 2012.

¹⁵⁴*Ibidem*.

¹⁵⁵Parviz Homayounpour, *L'affaire d'Azarbaïdjan*, p. 88-89.

chef du parti. Ayant sécurisé le support des Kurdes, à parti de l'été 1945, les Soviétiques vont mettre en marche un plan ambitieux d'attachement du Nord-Ouest de l'Iran à l'Union Soviétique¹⁵⁶. Cette politique cadre dans le plan d'après-guerre que Staline complotte déjà et démontre l'utilisation des Kurdes encore une fois afin de prendre de l'influence dans une région.

En septembre 1945, les Soviétiques invitent Ghazi Mohammad et les principaux chefs kurdes à Bakou pour discuter de l'avenir du Kurdistan avec les représentants soviétiques. Dans cette réunion Baghérov, président de l'Azerbaïdjan soviétique, donne l'assurance formelle que les Kurdes seront aidés et soutenus dans leur marche vers l'autonomie¹⁵⁷. Cette réunion va mener à la formation par Ghazi Mohammed du parti démocratique du Kurdistan et Ghazi pousse les chefs kurdes à signer un manifeste.

Un manifeste signé par Ghazi Mohammed et 105 chefs kurdes. Le peuple kurde souhaite de prendre avantage de la libération du monde du fascisme et de s'épanouir dans les promesses de la charte de l'Atlantique. Les Kurdes souhaitent rien de moins que les droits humains refusés par Reza Shah, les buts sont de: 1. Le peuple kurde en Iran devrait avoir la liberté et la gouvernance dans l'administration de leurs affaires locales, et obtenir l'autonomie au sein des limites d'un état iranien. 2. La langue kurde devrait être utilisée en éducation et être la langue officielle de l'administration. 3. le conseil provincial du Kurdistan devrait être immédiatement élu selon les lois constitutionnelles et devrait superviser et inspecter tous les affaires de l'état et sociales. 4. Tous les officiers de l'état doivent être d'origine locale. 5. Une loi unique pour les paysans et notables devrait être adoptée et de le futur des deux sécurisés. 6. Le parti démocrate kurde fera un effort spécial pour établir l'unité et la fraternité complète avec le peuple d'Azerbaïdjan (Assyriens, Arméniens, etc.) dans leur lutte. 7. Le parti démocrate kurde va s'efforcer d'améliorer l'état moral et économique du peuple kurde à travers l'exploration des multiples ressources naturelles, le progrès de l'agriculture et du commerce, et le développement de l'hygiène et de l'éducation. 8. Nous

¹⁵⁶ Archie Jr Roosevelt, "The Kurdish Republic of Mahabad", p. 253.

¹⁵⁷ Parviz Homayounpour, *L'affaire d'Azarbaïdjan*, p. 89.

désirons que les peuples vivant en Iran soit capables de lutter librement pour le progrès et la joie de leur pays¹⁵⁸.

La proclamation de ce manifeste est aussi renforcée par l'arrivée de plus de 1000 combattants avec Moustafa Barzani en provenance d'Irak, conférant à ces tribus une légitimité accrue. Cet épisode démontre l'importance des chefs de tribus car sans l'apport de Barzani, le nouveau parti aurait pu connaître un rejet de plusieurs tribus qui étaient contre Ghazi Mohammed. Cela démontre encore le facteur des divisions entre les Kurdes qui est présent depuis le début du travail.

Dès le 10 décembre 1945, l'Azerbaïdjan iranienne tombe sous le contrôle du parti iranien formé par les Soviétiques et déclare la région indépendante. Sous cet élan, Ghazi Mohammed déclare le secteur kurde indépendant aussi. Donc le nord de l'Iran est sous le contrôle de deux partis démocrates qui réclament l'autonomie et constituent leur propre armée et administration hypothéquant du même coup l'intégrité territoriale de l'Iran¹⁵⁹. Toutefois, les tensions entre les Kurdes et l'Azerbaïdjan est palpable et plusieurs conflits tribaux explosent dans les frontières des deux régions et les Kurdes vont se faire berner encore une fois.

Lors des négociations avec l'Iran pour l'obtention de leur autonomie, les démocrates de l'Azerbaïdjan négocie avec l'Iran et devienne une province indépendante à part entière de l'Iran. Les Kurdes sont en colère car ils sont devenus une minorité dans l'état Iranien à une minorité dans un état Azerbaïdjan Turc. Mohammad va à Téhéran et demande l'autonomie des Kurdes au sein de

¹⁵⁸ Archie Jr Roosevelt, "The Kurdish Republic of Mahabad", p. 255.

¹⁵⁹ Parviz Homayounpour, *L'affaire d'Azerbaïdjan*, p. 90

l'Iran. Le premier ministre accepte seulement si l'Azerbaïdjan accepte, ce qu'elle refuse bien sûr¹⁶⁰.

Les Kurdes ont été utilisés par leurs voisins afin que ces derniers reçoivent leur autonomie, ce qui démontre encore que les Kurdes sont utilisés afin d'acquiescer d'autres influences. Toutefois, les Soviétiques supportent toujours la jeune République de Mahabad car ceci crée une pression sur l'Iran afin de faire aboutir sur des revendications économiques, entre autres les champs pétrolifères¹⁶¹. Donc, le facteur des ressources naturelles revient pour une puissance extérieure.

À la déclaration de l'intention des Soviétiques d'évacuer l'Iran au début de mai, les forces iraniennes sous le commandement du général Homayuni commencèrent à envoyer plus de troupes dans le secteur. Les Kurdes, qui avaient été promis un support militaire par les Soviétiques n'avaient toujours rien reçu¹⁶². De nombreuses batailles ont alors lieu entre les Kurdes et Iraniens et lentement les Iraniens reprennent contrôle des régions indépendantes secteurs par secteurs. Ces avances sont possibles surtout par ce que les tribus ne supportaient pas en majorité Ghazi. Car au point de vue économique, la république avait fait en sorte de couper les liens avec l'Iran et les tribus avaient besoin de ces liens pour survivre¹⁶³. Encore une fois, les divisions internes des tribus coûtent à la survie d'un mouvement nationaliste kurde!

¹⁶⁰ Archie Jr Roosevelt, "The Kurdish Republic of Mahabad", p. 259.

¹⁶¹ Sabri Cigerli, *Les Kurdes et leur histoire*, p. 142.

¹⁶² Archie Jr Roosevelt, "The Kurdish Republic of Mahabad", p. 260.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 265-266.

À la mi-décembre 1946 les forces soviétiques se retirent de l'Iran et ne supportent toujours pas les Kurdes de Mahabad dans leur combat tel que promis compte tenu que les négociations pour l'emploi des champs pétrolifères progressaient et que les Américains faisaient aussi planer la menace d'utiliser l'arme nucléaire¹⁶⁴. Du côté de l'Azerbaïdjan, le retour à l'Iran se fait rapidement et la population chasse les démocrates aux côtés des forces iraniennes¹⁶⁵. À l'aube du 31 mars 1947, Ghazi et son frère sont pendu dans la ville de Mahabad à la suite d'un simple jugement d'une cour militaire après avoir entendu les plaintes de la population envers eux, bien sûr que les plaintes étaient faites par des membres de tribus kurdes opposées¹⁶⁶. Moustafa Barzani va quand même continuer le combat jusqu'en juin 1947 où il traversera en U.R.S.S. et attendra là-bas jusqu'à son retour en Irak dans les années 1950.

L'épisode de Mahabad démontre trois facteurs qui sont les ressources naturelles, les divisions des Kurdes et le sacrifice des Kurdes en échange d'autres influences que l'on veut obtenir d'une force qui contrôle la région. Malgré son dessein de contrôler la région au début 1945, les besoins en ressources naturelles de l'U.R.S.S. et les bonnes ententes avec l'Iran vont supplanter ce premier désir et faire en sorte de causer un manque de support aux Kurdes et à l'Azerbaïdjan. Ce manque de support soviétique est en fait la plus grande raison de l'écroulement de la République. La division des Kurdes en tribus est encore présente ici par le support à l'Iran des tribus ennemies à Ghazi. Un

¹⁶⁴Pierre Cyril Pahlavi, "The Azerbaijan Crisis of 1945-46", (dissertation, Université McGill, 1999), p. 25-26. Au sujet de la pression nucléaire américaine.

¹⁶⁵Archie Jr Roosevelt, "The Kurdish Republic of Mahabad", p. 267..

¹⁶⁶*Ibidem*.

Kurdistan unifié aurait peut-être pu contrer l'avance iranienne. Le dernier facteur est l'utilisation des Kurdes contre l'influence d'une autre force. Ce facteur a joué lors des tensions entre l'Azerbaïdjan et les Kurdes. Voyons maintenant l'effet des Américains au cours de la Guerre froide afin de comparer leur façon d'engager le problème kurde.

3.3 La politique étrangère des États-Unis et les Kurdes

La relation entre les Kurdes et les États-Unis débutent indirectement avec le 12^e point des 14 points de Woodrow Wilson. Celui-ci proposait que les autres nations qui sont sous domination Turque doivent être garanties de leur sécurité absolue et de la pleine possibilité de se développer de façon autonome¹⁶⁷. Les Kurdes espéraient donc que les États-Unis supportent un Kurdistan indépendant mais les ambitions des puissances européennes vont mettre fin à ce rêve. Après la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne comprend que sa puissance et sa richesse sont réduites et elle est prête à réduire son intervention dans la région. Le nationalisme arabe et l'impopularité des impérialistes renforcent cette position¹⁶⁸. Ce vacuum va être lentement rempli par les États-Unis. En fait, l'abondance des ressources pétrolifères à bon marché de la région mène les compagnies américaines à y investir grandement. Mais il y a aussi la Guerre froide qui se dessine à l'horizon et les États-Unis se doivent de contrer l'U.R.S.S. dans la région.

¹⁶⁷Douglas Little, "The United States and the Kurds: A Cold War Story", p. 65.

¹⁶⁸M.A. Fitzsimons, "Britain and the Middle East, 1944-1950", p. 22.

Washington va découvrir que le nationalisme kurde pourrait être utile à limiter l'influence de Moscou dans la région à partir de 1945 lors de l'épisode de la République de Mahabad. Il va par la suite les utiliser surtout lors de trois épisodes clés:

Le support donné aux Kurdes par les administrations de Eisenhower et John F. Kennedy dans l'effort d'affaiblir le régime militaire irakien de Abdel Karim Qassim, qui s'était rapproché de Moscou après avoir pris le pouvoir à Bagdad en juillet 1958; les actions cyniques secrètes lancées par Nixon et Kissinger dans le Kurdistan irakien, avec l'aide de l'Iran et Israël, après que Saddam Hussein ait signé une alliance avec l'Union Soviétique en avril 1972; les tentatives éphémères au début des années 1990 d'utiliser la guérilla kurde afin de changer le régime en Iraq avec la guerre du golfe¹⁶⁹.

Pour ce travail nous allons diviser l'influence des États-Unis en deux périodes c'est-à-dire la Guerre froide et l'après-guerre de 1991.

3.3.1 États-Unis et les Kurdes 1945-1991

Les É-U étaient dépendants, pour sa survie économique et son expansion, sur l'abondance continue du pétrole à bon marché comme source d'énergie vitale, et ceci demandait que les opérations des grands champs pétrolifères du monde de rester dans les mains des compagnies américaines¹⁷⁰. La raison principale que les États-Unis ont offert une aide limitée (mais pas de support réel) aux Kurdes durant cette période était qu'ils voulaient prévenir la domination régionale par les Soviétiques, dû aux ressources naturelles et à sa signification géostratégique¹⁷¹. Ceci va démontrer un facteur de

¹⁶⁹Douglas Little, "The United States and the Kurds: A Cold War Story", p. 64.

¹⁷⁰Marianna Charountaki, *The Kurds and US Foreign Policy : International relations in the Middle East since 1945*, p. 85.

¹⁷¹*Ibid.*, p. 127.

concurrence entre les puissance extrarégionale qui se mêle au facteur des ressources naturelles. Cet aspect va être démontré dans tous les exemples qui vont suivre.

De 1945 jusqu'aux années 60, les États-Unis ont réussi à garder le statut quo régional stable en contrôlant les acteurs étatiques. Ces derniers développaient leurs nations basées sur des discours nationalistes en jouant avec les rivalités antikurdes ainsi que l'utilisation de leur cause. Le seul aspect qui aurait pu causer problème est l'avènement de la République de Mahabad mais avec le retrait de l'U.R.S.S. l'équilibre reste stable. Le prochain événement qui risque de déranger la politique des États-Unis est l'avènement de Kassem. Ce dernier annonce en janvier 1963 son plan de nationaliser la Iraqi Petroleum Company (IPC) dont les propriétaires étaient les compagnies de pétroles de l'Ouest¹⁷². Le gouvernement des États-Unis s'intéressa alors de plus en plus à tous ceux qui pouvaient causer des problèmes au dirigeant de l'Irak. Premiers moments de coopération entre les États-Unis et les Kurdes viennent en 1969 où un paiement de 14 millions de dollars est fait afin d'aider à contrer le régime Irakien¹⁷³.

Au début des années 1970, l'U.R.S.S. est plus présente dans la région et en avril 1972 elle signe un traité d'amitié avec l'Irak de 15 ans, ce qui naturellement, suscite l'inquiétude de Washington. Ce fait est amplifié par un nouveau projet de nationalisation du pétrole en Irak où les États-Unis se mettent à supporter les Kurdes par l'entremise de

¹⁷²Douglas Little, "The United States and the Kurds: A Cold War Story", p. 69.

¹⁷³Marianna Charountaki, *The Kurds and US Foreign Policy : International relations in the Middle East since 1945*, p. 135.

l'Iran tel que vu au chapitre précédent. Ce texte d'entrevue de Jonathan Randal le 23 août 1992 avec Henry Kissinger¹⁷⁴ confirme la stratégie américaine du moment : «Notre stratégie parfaitement claire était d'affaiblir tout pays qui était liés à l'U.R.S.S. Depuis que les Soviétiques venaient juste de conclure des liens militaires avec l'Irak, nous étions très réceptifs à aider les Kurdes¹⁷⁵.» Cette pensée confirme que le facteur d'utilisation des Kurdes afin de permettre d'atteindre un autre objectif est encore présent. Cet objectif était à double niveau, c'est-à-dire contre l'U.R.S.S. et son influence et ensuite sécuriser les puits de pétrole dont la plupart était opérés par des compagnies américaines. La non-importance des Kurdes est confirmée lorsque l'Irak arrête d'être soutenu par les Soviétiques et que l'Iran et l'Irak en viennent à un accord sur le Chatt-al-Arab, tel que mentionné au chapitre 2, le support américain se dissipe. Une autre preuve de ceci est une rencontre secrète le 17 juillet 1975, entre Kissinger et le ministre des affaires étrangères irakien à Paris. Kissinger admet que les États-Unis ont soutenu les rebelles kurdes en Irak car il croyait que l'Irak agissait en tant que satellite des Russes¹⁷⁶. Mais les États-Unis ne vont pas tarder à retourner de supporter les Kurdes avec la révolution islamique en Iran.

¹⁷⁴Henry Kissinger a agi en tant qu'aviseur sur la sécurité nationale et plus tard secrétaire d'état sous les administrations des présidents américains Nixon et Ford.

¹⁷⁵Jonathan Randal, *After Such Knowledge, What Forgiveness? My Encounters with Kurdistan* (Boulder, CO: Westview Press, 1999), p. 151, cité dans Douglas Little, "The United States and the Kurds: A Cold War Story", p. 77-78.

¹⁷⁶Barry M. Lando, *Web of deceit: The History of Western Complicity in Iraq, from Churchill to Kennedy to George W. Bush*, p. 37.

Tout d'abord il y a un rapprochement qui s'effectue avec l'Irak et ensuite les Kurdes vont aider l'Irak contre l'Iran tel que vu dans le chapitre 2 au cours de la guerre Iran-Irak.

Avec l'avènement du nouveau régime islamique de Khomeiny, les États-Unis se retrouvent sans gendarme dans le golfe. De plus, ils pensaient que la révolution en Iran était supportée par les Soviétiques. Saddam de son côté doit conserver son pouvoir en matant des révoltes chiites dans son pays supporter par l'Iran. Les deux pays ont besoin l'un de l'autre¹⁷⁷.

Le support des États-Unis est revenu pour les Kurdes durant le conflit Iran-Irak mais celui-ci est de courte durée car pour les États-Unis, Saddam est maintenant leur chien de garde de la région pour contrer l'Iran. En supportant les Kurdes de façon trop importante, ils risquent de fragiliser le pouvoir de Bagdad, ce qui n'est pas dans leurs intérêts.

Comme le dit si bien Barry Lando : “Les gouvernements turcs et américains savaient pertinemment que Saddam continuait sa campagne Al-Anfal même après l'arrêt du conflit Iran-Iraq mais n'ont rien fait pour arrêter Saddam car ils voulaient garder de bonnes relations avec lui¹⁷⁸.” Donc, même si les Kurdes aident encore une fois les Américains, ces derniers n'arrêtent pas Saddam Hussein dans les massacres qui vont devenir plus tard l'un des points saillants de la rhétorique de George Bush pour partir en guerre en 1991. Encore une fois, les intérêts de la puissance extérieure sont plus importants que les Kurdes!

¹⁷⁷*Ibid.*, p. 50.

¹⁷⁸*Ibid.*, p. 92-93.

3.3.2 L'après-guerre de 1991

Comme démontré précédemment, la politique étrangère des États-Unis dans la région du Moyen-Orient, durant la guerre froide, était principalement ciblée sur le support indirect des régimes autoritaires de la région, qui avaient le même intérêt de stabilité régional. Cet aspect change rapidement avec la tombée du régime soviétique et la guerre de 1991 en Irak.

À la suite des répressions de Saddam des révoltes chiites et kurdes d'après-guerre de 1991, l'opinion publique américaine et la pression d'Ankara, force les Américains à intervenir par l'Opération Provide Comfort (OPC). Toutefois, l'OPC permet aux Turcs de lancer des attaques militaires à n'importe quel temps en Irak contre le PKK; Washington ne peut prévenir ces incursions turques car Ankara pourrait mettre en péril l'OPC¹⁷⁹. Tandis que, d'un côté, il s'agit de sauver les Kurdes, de l'autre, la Turquie se consacre à les anéantir.. Il est certain que le sort du PKK, ne pèse pas dans la balance stratégique des É-U.

À partir de juillet 1992, voyant que Saddam resterait au pouvoir, les États-Unis recommencent une politique de rapprochement avec les Kurdes afin de les utiliser pour mener à un changement de régime. Plus de 40 millions leur sont donné par le congrès à cette fin¹⁸⁰. Ceci démontre que les Kurdes redeviennent utiles aux Américains pour

¹⁷⁹Michael M Gunter, "Turkey and Iran: Face Off in Kurdistan", p. 35.

¹⁸⁰Marianna Charountaki, *The Kurds and US Foreign Policy : International relations in the Middle East since 1945*, p. 171.

déstabiliser le régime Irakien sans que des soldats américains ne soient mis en péril. Les Kurdes deviennent tellement important pour eux, qu'ils participent à la résolution des conflits entre le PDK et l'UPK. Ceci se termine par les accords de Washington le 17 septembre 1998. Les États-Unis peuvent alors compter sur des forces kurdes unies selon une même vision. Le congrès met aussi de l'avant l'acte de libération de l'Irak (Iraq liberation act) qui est signé par le président Clinton le 31 octobre 1998, qui instituait une politique de changement de régime contre l'Irak, sans l'utilisation de troupes américaines. En fait cet acte a amené les États-Unis encore plus près des Kurdes en octroyant 97 millions de dollars aux opposants du régime Irakien¹⁸¹. Cette relation va se perpétuer et lors de la guerre du Golfe de 2003 les Kurdes vont jouer un rôle important dans la victoire des États-Unis et aider à former le gouvernement de transition.

Marianna Charountaki explique la politique des États-Unis envers les Kurdes dans son livre :

Elle est antagoniste ou favorable basée sur une série de raisons. La priorité de la politique des États-Unis au Moyen-Orient, l'impact du problème kurde sur les objectifs des puissances régionales et internationales et l'existence de plusieurs groupes sans front commun et incapable de promouvoir leurs buts efficacement, expliquent ces différences¹⁸².

Dans cette partie, le facteur des ressources naturelles démontré par la prépondérance de l'importance du pétrole pour les États-Unis, est flagrant. La stabilité de la région est un point saillant et les Kurdes sont utilisés comme catalyseur afin de diminuer les pouvoirs

¹⁸¹*Ibid.*, p. 187.

¹⁸²*Ibid.*, p. 191.

qui ne suivent pas la politique voulue des Américains. La grande puissance les utilisent et lorsque ceux-ci deviennent gênant où ne leur sont plus utiles ils ne sont plus supportés, car ils sont aussi une source d'instabilité pour la région.

3.4 Conclusion du chapitre 3

Plusieurs facteurs déjà rencontrés lors des deux premiers chapitres reviennent tout au long de ce chapitre, démontrant une tendance qui va être analysé dans le chapitre 4. À travers la lentilles des puissances extrarégionales, le facteur des ressources naturelles est majeur compte tenu des réserves pétrolifères de la région qui sont souvent situées dans le sous-sol des territoires où les Kurdes vivent. Les demandes en énergie des grandes puissances mènent à une instrumentalisation plus poussée des Kurdes car ces puissances se sentent encore moins touchées par la proximité du problème kurde. Le facteur de division est encore présent dans ce chapitre et vient surtout supporter un facteur de concurrence des puissances extrarégionales qui viennent à acquérir un support des Kurdes contre un autre mouvement kurde comme vu lors de la répression de la République de Mahabad. Ces recherches de support de factions Kurdes aident dans la concurrence que se livre les puissances afin de contrôler cette région géostratégique des plus importante. Le dernier facteur est celui de l'intérêt de fragiliser les Kurdes dans l'optique d'acquérir des faveurs d'une puissance extérieure ou bien d'améliorer son sort.

CHAPITRE 4 : ANALYSE DES FACTEURS ET PROPOSITION D'UN CADRE D'INSTRUMENTALISATION

Au cours des trois chapitres précédents, l'histoire des Kurdes a été parcourue sous trois lentilles afin de découvrir les facteurs qui encouragent ou découragent l'instrumentalisation des Kurdes. Il est maintenant temps de reprendre ces facteurs et les analyser ainsi que leur signification afin de tenter de dégager un certain nombre de facteurs récurrents permettant d'établir un cadre d'analyse global de la question kurde.. Pour ce faire un retour en arrière est requis afin de redécouvrir ceux-ci et par la suite un coefficient pourra y être attaché à chacun de ceux-ci.

4.1 Lentille des relations intra-kurdes au niveau national

Tout d'abord au niveau des relations intra-kurdes , il y a cinq facteurs reliés à l'instrumentalisation des Kurdes. Celui des divisions qui se distingue dans sous deux angles différents, celui des divisions endogènes (dues à l'aspect tribal, géographie et les communications) qui sont présentes surtout jusqu'aux années 1980 et sont lentement remplacées par le facteur des divisions dues aux frontières politiques des nouveaux pays (les populations kurdes étant traitées différemment) et les mouvements kurdes. L'Irak fait en quelque sorte exception car les divisions tribales ont toujours une importance car elles ont été supportées par les Britanniques et le régime irakien. L'UPK et le PDK sont en tant que tel des ennemis tribaux et représentent toujours ce passé tribal. Le deuxième facteur est celui de la faiblesse d'un pouvoir central. En fait, plus un pouvoir central est faible plus il va utiliser les Kurdes, plus il est fort plus il va essayer de séparer les Kurdes, de les fragiliser et de les diviser. Ensuite, il y a un facteur de la force du mouvement kurde dans

un pays, plus il est fort, plus le pays abritant les Kurdes va contrer cette menace en essayant de diminuer la cohésion du mouvement ou en assimilant la population kurde. Les ressources naturelles sont aussi un facteur mais qui peut avoir un double sens car il peut mener à une coercition ou une intégration par un développement local dans la région où les ressources sont présentes. Le dernier facteur est celui de la coercition. Si le pays touche à un aspect tribal, religieux ou culturel dans sa coercition des Kurdes, ceci va diminuer sa tendance à être utilisé par le pays car les populations kurdes vont s'objecter à cette coercition, qui est, en tant que tel, un certain réflexe d'auto-défense.

Au niveau de la lentille intra-kurde, il semble que le plus important facteur est celui des *divisions endogènes et politiques*. Il est présent à presque chaque tournant de l'histoire kurde et continue toujours aujourd'hui et est souvent représenté par un aspect de diviser pour mieux régner. Par la suite ce sont ceux de la *force d'un gouvernement central* et la *force du mouvement kurde* qui jouent ensemble une balance des forces et déterminent si le niveau d'instrumentalisation est élevé, bas ou normal. Les deux autres facteurs jouent un rôle plus effacé mais le dernier diminue grandement l'instrumentalisation des Kurdes.

4.2 Lentille des relations régionales

Au point de vue de la lentille régionale, il y a aussi cinq facteurs qui se distinguent. Le premier, et le plus important, est sans contredit *l'état de concurrence régionale*. C'est-à-dire que les pays de la région essaient d'influencer les autres et de prendre le contrôle et agir en tant qu'état phare. Plus l'instabilité de l'équilibre régional

est mis en cause et que la concurrence devient plus féroce, plus les Kurdes vont être amenés à aider un état dans son conflit contre un autre. Le deuxième est *l'intérêt de fragiliser les Kurdes* à tout moment, surtout lorsqu'ils ont peu d'influences sur une certaine période dans une certaine région. Lorsque ceci arrive alors l'intérêt de les fragiliser augmente. Cet intérêt provient de la peur de la formation d'un Kurdistan au niveau régional qui causerait un problème pour tous les états de la région. De là provient la plupart des traités de coopération contre les Kurdes.

Le troisième facteur est encore celui des *divisions des Kurdes*. Toutefois, au niveau régional il permet aux états de traverser les frontières nationales d'un autre état par l'entremise des Kurdes de celui-ci, afin de mâter les autres mouvements kurdes qui déplaisent à la majorité des puissances régionales. Ceci a été démontré surtout lors des incursions en Irak pour anéantir les bases du PKK. Le quatrième facteur est celui des *ressources naturelles* qui est fréquent surtout au niveau du pétrole et de l'eau. Le dernier facteur est celui des *relations économiques entre les états* qui peut avoir deux effets contraire. L'un va donner de meilleures relations entre les pays de la région, ce qui mène à une coopération militaire et de distribution de renseignement afin de régler le problème kurde, donc diminue l'instrumentalisation des Kurdes car la destruction est l'objectif et non l'utilisation. Le deuxième effet est l'un d'entente probable entre un mouvement kurde, contrôlant son secteur, et un état ayant besoin de bonnes relations économique car il est mis en marge par les autres. Ceci crée une augmentation de l'instrumentalisation des Kurdes car il y a coopération.

Ici, le premier facteur *de l'état de concurrence régionale* est largement plus important que les autres par le nombre de fois que ceci est démontré au cours de l'histoire. Le deuxième *facteur d'intérêt de fragiliser les Kurdes* est important aussi mais pas autant que le premier. *Les divisions des Kurdes* revient au niveau régional mais n'est pas aussi important qu'il le fût au niveau national. Le quatrième facteur des *ressources naturelles* est plus important qu'au niveau national. Le facteur des *relations économiques*, compte tenu de ses deux effets contraires est le moins important des facteurs lorsque l'on regarde au niveau de la lentille des relations régionales de par sa faible récurrence et sa symbiose observée avec d'autres facteurs.

4.3 Lentille des puissances extrarégionales

Sous la lentille des puissances extrarégionales, trois facteurs majeurs ont été découverts. Le premier, et le plus important, est celui de la *concurrence entre les puissances* dans cette région qui est présent dès les Empires Perse et Ottoman. Plus la concurrence est élevée entre les grandes puissances extrarégionales, comme lors de la guerre froide, plus les Kurdes sont utilisés. Ce facteur englobe aussi le facteur de garder un équilibre régional. C'est-à-dire qu'on utilise les Kurdes comme proxy pour affaiblir des puissances régionales afin de garder le contrôle de certaines politiques des états de la région ou de ne pas mettre en péril des états amis, comme par exemple Israël pour les États-Unis. Le deuxième facteur est sans contredit celui des *ressources naturelles* qui est près de celui de la concurrence entre puissances mais qui est séparé ici par son importance centrale lors des divisions politiques en 1923 et l'apport d'aide aux Kurdes plus tard dans le siècle. Le dernier est celui de *l'intérêt de fragiliser les Kurdes* qui se

retrouve encore une fois, mais plus discret car les deux autres facteurs sont tellement importants.

Pour essayer de déterminer si les facteurs cités plus haut encouragent ou découragent l'instrumentalisation des Kurdes et à quel niveau, une valeur de coefficient de possibilité d'instrumentalisation a été donnée pour chaque facteur (voir figure 1). L'établissement de ces coefficients est basé sur les événements de l'histoire des Kurdes décrits dans ce travail. Il ne s'agit pas d'une formule mathématique juste, qui donne un résultat concret où l'on peut se fier dessus afin de prendre des décisions. Mais c'est plus une façon d'exprimer la différence en importance des facteurs, afin que ce modèle soit utilisé comme une piste de lecture lorsque l'on veut comprendre l'instrumentalisation des Kurdes. Ces coefficients sont donc, distribués de manière arbitraire mais basé sur les recherches de ce travail. Afin de déterminer l'instrumentalisation des Kurdes, il suffit de retrouver les facteurs et d'additionner les valeurs pour chacun des facteurs de chaque prisme. Toutefois, il faut aussi prendre en considération les facteurs des trois prismes en combinaisons. Les combinaisons s'additionne dans axe un X, Y, Z qui donne le cube de l'espace d'instrumentalisation des Kurdes (voir fig.2). C'est dans ce cube que l'on retrouve la possibilité d'instrumentalisation. Si les facteurs sont nombreux dans les trois sphères il est presque assuré que les Kurdes seront instrumentalisés comme illustré par le cercle dans la figure 2.

FACTEURS (ik=intra-kurde, r=régional, pe= puissances extrarégionales)	VALEUR (coefficient instrumentalisation)
Divisions endogènes et divisions politiques (ik)	3
Faiblesse du pouvoir central (ik)	2
Force du mouvement kurde (ik)	2
Ressources naturelles – facteur effet contraire (ik)	1 ou -1
Coercition (ik)	-1
État de concurrence régionale (r)	3
Intérêt de fragiliser les Kurdes (r)	2
Divisions entre Kurdes (r)	2
Ressources naturelles (r)	2
Relations économiques – facteur effet contraire (r)	1 ou -2
Concurrence entre puissances extrarégionales (pe)	3
Ressources naturelles (pe)	2
Intérêt de fragiliser les Kurdes (pe)	1

Fig. 1 : Facteurs d'instrumentalisation et leurs coefficients

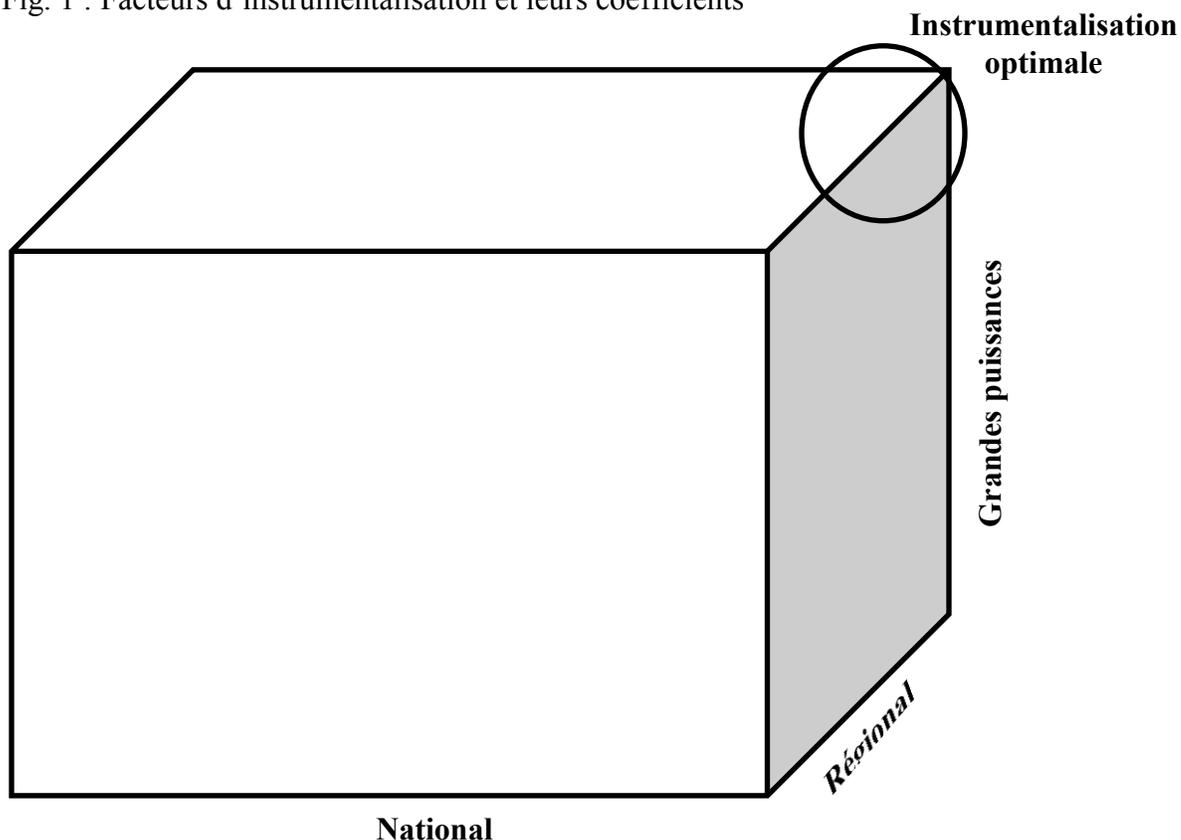


Fig. 2 : Cube de l'espace de l'instrumentalisation des Kurdes

4.4 Essai du concept : les Kurdes en Syrie lors des manifestations contre Bachar

Le modèle expliqué ci-dessus ne tend nullement de déterminer l'avenir dans le Moyen-Orient, car l'histoire nous apprend que personne ne peut prédire l'avenir dans cette région. Toutefois, avec un bon modèle basé sur l'histoire, il peut donner d'excellentes pistes afin de déterminer les actions futures. C'est dans cette vision que le modèle va être utilisé avec la situation actuelle en Syrie.

Au niveau de la lentille des relations intra-kurde, il y a d'importantes divisions endogènes au sein des Kurdes. Des divisions géographiques de par la distribution de la population qui est petite, représentant environ 10% de la population, contenue pour la plupart dans le Nord du pays mais aussi dans plusieurs grandes villes du pays. Il y a aussi des minorités kurdes chrétiennes au sein de cette population qui augmente la division au niveau religieux. Les Kurdes sont aussi divisés politiquement car certains supportent le pouvoir de Bachar, car ce dernier, en avril dernier a donné la citoyenneté à plus de 200 000 Kurdes qui étaient étrangers avant¹⁸³. Le pouvoir central est de plus en plus faible par les nombreuses manifestations et celui-ci cherche comme toujours un support dans le pays et peut-être que les Kurdes sont une réponse possible pour Bachar comme l'avait été pour son père afin d'asseoir son pouvoir comme démontré au chapitre 1. Le mouvement kurde est faible dans le pays, même s'il y a eu quelques changements depuis les révoltes de 2004 où les Kurdes semblent avoir retrouvés de la force dans le mouvement¹⁸⁴. Les

¹⁸³Zeina Karam, "No Fans of Assad, Syria's Kurds Distrust Uprising", 18 avril 2012, <http://abcnews.go.com/International/wireStory/fans-assad-syrias-kurds-distrust-uprising-16160655>; Internet; consulté 18 avril 2012.

¹⁸⁴Jordi Tejel, *Syria's Kurds : History, politics and society*, p. 72.

ressources naturelles ne sont pas un facteur en ce moment et le gouvernement n'emploie pas de coercition envers les Kurdes en ce moment.

Au niveau de la lentille des relations régionales, la Syrie est un pays affaibli et n'a pas beaucoup de support sauf pour l'Iran et n'est donc pas en compétition féroce en ce moment. Toutefois, compte tenu que la population majoritaire de la Syrie est sunnite et que le mouvement contre le gouvernement de Syrie semble à base sunnite, ceci peut faire peur à Israël si Bachar tombe. En fait, même si par rhétorique la Syrie des al-Assad a toujours été en conflit contre Israël, elle était facile à prévoir et peu enclin au risque. Avoir une Syrie sunnite près de ses frontières pourrait changer l'équilibre des forces, ce qui fait partie du facteur de concurrence régional. Il n'y a pas beaucoup d'intérêt à fragiliser les Kurdes de Syrie car ils sont les plus calmes de tous les Kurdes surtout que plusieurs occupent des positions au sein même du gouvernement. Le facteur de ressources naturelles est assez minime à ce moment-ci sous cette lentille compte tenu que la plupart des différends entre la Turquie et la Syrie sont réglés en ce moment. Au point de vue des divisions entre Kurdes, ceux-ci sont assez séparés de la plupart des autres mouvements kurdes mais ils ont de plus en plus de liens avec les Kurdes d'Irak dû à la force du gouvernement autonome du Kurdistan. Donc, il peut s'avérer un facteur déterminant dans le futur car plusieurs acteurs peuvent voir ici une façon d'acquérir de l'influence¹⁸⁵. Au niveau des relations économiques de la région, il semble qu'avec l'instabilité ce facteur au niveau régional est minime.

¹⁸⁵Hemming, Jon. "Syria's Kurds mistrust government and opposition: activists", KurdishMedia.com, 15 janvier 2012, accessible à <http://www.kurdmedia.com/article.aspx?id=16845>; Internet; consulté le 15 avril 2012.

Au point de vue des puissances extrarégionales, le facteur de concurrence est important. La Syrie est un allié important de la Russie et les déclarations de celle-ci en ne supportant pas certaines déclarations aux Nations Unies démontrent bien le support de la Russie¹⁸⁶. L'habitude russe envers les Kurdes à toujours été de supporter le gouvernement de la Syrie et de ne jamais déstabiliser celui-ci. Ce facteur est donc à être considéré car une autre grande puissance pourrait être poussée à utiliser les Kurdes pour affaiblir le pouvoir syrien et par conséquent affaiblir la Russie dans la région. Les ressources naturelles jouent un rôle ici par l'entremise de plusieurs oléoducs qui passent par la Syrie et proviennent du Caucase. L'intérêt de fragilisation n'est pas un facteur à ce moment-ci.

En faisant l'addition de ces facteurs, il est fortement probable qu'à un moment donné les Kurdes vont être utilisée par une force au niveau du prisme national car un total de 7 point sur 8. Leur instrumentalisation est aussi probable dans les deux autres prismes par des pointages de 5 sur 9 et de 5 sur 6. Lorsque l'on met ces valeurs dans le cube de l'espace de l'instrumentalisation des Kurdes, la situation se rapproche du point d'instrumentalisation optimale. Cependant, comme expliqué au début de ce chapitre, il ne s'agit que d'un outil afin de comprendre le présent et évaluer des tendances possibles et non la *boule de Crystal* par excellence qui peut prévoir l'avenir.

¹⁸⁶Edith M. Lederer, "Europe, Russia propose rival resolutions on Syria", 20 avril 2012, <http://news.yahoo.com/europe-russia-propose-rival-resolutions-syria-182901110.html>; Internet; consulté le 22 avril 2012.

4.5 Essai du concept : Les Kurdes comme entité nationale

Après avoir appliqué le cadre d'analyse sur la situation d'une seule population kurde au sein d'un pays, le cadre va être appliqué selon une future nation kurde et la possibilité d'un Kurdistan unifié. Cet essai sera difficile car il y a une différence entre les mouvements kurdes, toutefois des généralisations vont devoir être faites.

Commençons par le niveau de la lentille intra-kurde. Les divisions endogènes sont extrêmement importantes ici. Comme démontré lors de tout le travail, les divisions entre les différents mouvements font en sorte qu'il est maintenant presque impossible de parler d'un Kurdistan unifié selon une carte territoriale qui enlèverait des portions des pays ayant une population kurde. À moins d'un retournement extraordinaire, les divisions kurdes continueront, et donc cette population sera toujours appelé à être instrumentalisé. Pour ce qui est de la faiblesse du pouvoir central, il faut étudier ici des organisations internationales car ce sont les seules qui peuvent prendre les dispositions nécessaires afin de permettre un Kurdistan unifié. Compte tenu que la plupart des organisations internationales sont dirigées par des puissances extrarégionales, il semble peu probable que le pouvoir sera faible et que les Kurdes ne pourront être utilisés à ce niveau. Au contraire, ces organisations serviront peut-être à cacher les intentions des puissances extrarégionales. Au point de vue de la force du mouvement kurde, il n'existe presque pas à un niveau inter-mouvement kurde des pays (niveau national kurde) car la plupart des mouvements aiment plutôt être divisés et mener des combats pour leur autonomie au sein même des États-Nations où ils vivent. Ce n'est donc pas ce facteur qui va augmenter

l'instrumentalisation des Kurdes à moins d'un revirement qui, est peu probable sauf s'il provient de la population en général et non des élites kurdes.

Les facteurs de coercition et de ressources naturelles ont peu de poids ici car la coercition est assez basée en ce moment sauf contre les mouvements radicaux. Pour ce qui est du facteur de ressources naturelles, et bien elles sont pour la majorité contrôlées par les pays. Donc, l'instrumentation des Kurdes au niveau de la lentille intra-kurde provient presque en exclusivité des divisions endogènes. Toutefois, compte tenu de son importance dans un projet national, il est presque certain que ce facteur presque par lui va mener à l'instrumentalisation du peuple kurde.

Sous la lentille des relations régionales, l'état de concurrence de la région est de plus en plus important dû à l'instabilité de la région. Malgré le fait que les États-Unis ont stabilisé en quelque sorte l'Irak, ils ont décidé récemment de détourner leur attention vers la région du pacifique. Ceci a pour effet de laisser le champ libre à certains de leurs proxys comme la Turquie et l'Arabie Saoudite de contrôler certains aspects de la situation géopolitique. Compte tenu qu'il y a une concurrence entre plusieurs pays et que celle-ci est appelée à augmenter avec l'avènement de futurs gouvernements issus du printemps arabe, il est inévitable que les Kurdes vont subir une instrumentalisation car ils sont toujours la clef des frontières de la région. Les quatre autres facteurs deviennent en quelque sorte une goutte dans un océan dû à cette future concurrence. Cependant, il apparaît que le réchauffement de la planète pourrait faire en sorte que le facteur des ressources naturelles, compte tenu de la pauvreté de l'accès à de l'eau potable dans la

région, soit un des facteurs les plus importants dans l'instrumentalisation future des Kurdes.

Au niveau de la lentille des puissances extrarégionales, les États-Unis sont encore la puissance la plus importante dans la région, et, dans un futur rapproché il est presque certain que le facteur concurrence sera faible sauf si la Chine décide de prendre encore plus d'espace dans la région. Si cela devient le cas, ce facteur sera des plus importants dans l'utilisation des Kurdes. Les États-Unis ont toujours intérêt à fragiliser les Kurdes dans la région. Même si ceci semble ne pas être le cas lorsqu'on regarde l'exemple du Kurdistan irakien, il est presque impossible que les Américains vont permettre l'avènement d'un Kurdistan unifié car il changerait le statu quo de la région. Ce statu quo est indispensable dans la balance des forces afin que les États-Unis gardent la mainmise sur la région. Donc, les Kurdes seront instrumentalisés sur la ligne de mouvement national car ce mouvement se doit d'être fragilisé. Le facteur des ressources naturelles peut devenir important seulement si l'Irak permet une plus grande utilisation au Kurdistan irakien des ressources du Nord de l'Irak.

En additionnant les facteurs décrits plus haut selon les différentes lentilles, il est évident que les facteurs démontrent une forte possibilité d'instrumentalisation. Les facteurs de divisions endogènes, l'intérêt de fragiliser les Kurdes et l'état de concurrence régionale sont trop importants pour que le rêve d'un Kurdistan unifié soit accompli. Donc, les Kurdes vont probablement être instrumentalisés et la seule façon d'avoir plus d'autonomie sera au niveau des pays qui hébergent les populations kurdes.

CONCLUSION

Ce travail avait pour but de déterminer les causes de l'instrumentalisation des Kurdes et essayer d'établir un cadre d'étude ou un modèle d'analyse. Afin de découvrir les causes, un survol historique de l'histoire des Kurdes au cours des chapitres 1 à 3 selon les lentilles intra-kurdes, relations régionales et puissances extrarégionales a été fait pour déterminer les facteurs en cause. Le résultat a été très intéressant car il a permis de découvrir que plusieurs facteurs différents se présentant au cours de l'histoire et qui reviennent constamment. Les aspects de concurrences et de divisions en sont les plus constants et se retrouvent aussi dans plus d'une lentille étudiée. Cependant, les facteurs ne jouent pas tous le même rôle et ont des valeurs différentes car certains sont plus importants que d'autres, augmentant ainsi la possibilité d'avoir une instrumentalisation plus importante des Kurdes lorsque les facteurs ayant un coefficient plus élevé sont présents. Certains peuvent même devenir des catalyseurs uniques et être le seul facteur qui mène à une instrumentalisation. Ceci est très rare mais peut toujours survenir, donc il ne s'agit pas d'une science basée sur des valeurs mathématiques, il s'agit toujours de relations humaines sociales complexes qui sont abordés dans cette étude. Donc, une étude scientifique sur le sujet reste très difficile.

Cependant, afin d'essayer de donner un cadre d'analyse, un système de valeurs des facteurs a été établi basé sur l'étude historique des passages majeurs de l'histoire kurde où ceux-ci ont été utilisés. Ces valeurs sont empiriques mais peuvent devenir une source de départ pour des études plus développées sur le sujet. Le cadre développé au chapitre 4 reste simple et peut aider toute personne étudiant les Kurdes de déterminer s'il

peut y avoir une instrumentalisation. Malgré ceci, il reste un cadre d'analyse et non la vérité absolue, alors il est possible, mais peu probable, que l'instrumentalisation peut sortir hors du cadre qui a été établi ici. Il a été prouvé que ce cadre fonctionne par l'étude de la situation actuelle en Syrie et de la situation d'un futur Kurdistan unifié. Rapidement, le cadre a aidé à déterminer si les facteurs étaient présents et s'il est possible que l'instrumentalisation se produise. Il s'agit donc d'un cadre facile à utiliser et capable de bien déterminer les possibilités futures des Kurdes.

Comme démontré tout au long de ce travail, une certitude constante est que les Kurdes sont appelés à être instrumentalisés. Ils en sont eux-mêmes conscients et parfois utilisent aussi ceci comme une force envers d'autres peuples. Toutefois, il apparaît que ce bagage de constante instrumentalisation au cours de leur histoire mène à des divisions qui semblent être courantes et de plus en plus ancrées au sein même de leur nation. Il devient donc difficile de parler d'un peuple kurde avec des frontières basées sur un Kurdistan transfrontalier sur les pays de la Syrie, l'Iran, l'Irak et la Turquie. Étant étendu à cheval sur ces quatre grands pays, le Kurdistan devient en quelque sorte une utopie, à moins que des changements extrêmes dans la géopolitique de la région se développent, car aucune puissance régionale ne permettrait d'être amputée de ses territoires. De plus, les pluralités constantes dans l'espace kurde que ce soit : ethnique, linguistique, confessionnel et politique amène toujours des divisions entre Kurdes. Tant et aussi longtemps que les Kurdes ne régleront pas ces divisions, il y aura toujours une puissance régionale ou extérieure qui utilisera ces divisions à bon escient. En étant constamment manipulés tant par des ennemis de l'intérieur ou de l'extérieur de l'espace kurde, cet usage réduit

considérablement les marges d'action de la mouvance kurde. Cette faible marge d'action mène à une prise de conscience des différents groupes kurdes que la seule façon de gagner quelque chose est de régler le problème kurde au niveau national, continuant ainsi la division du problème, menant à un cercle vicieux sans fin.

Dans ce contexte, il est donc facile de projeter que le futur d'un Kurdistan qui couvrirait l'espace kurde au complet est sombre et que l'instrumentalisation du peuple kurde continuera dans les années à venir et sera toujours un enjeu dans la région. Tant qu'il y aura des Kurdes prêt à se battre pour cette idée de Kurdistan et que le peuple sera divisé, il y aura des Kurdes qui seront instrumentalisés afin de contrer cette idée, même si elle est la plus noble qui soit, car un peuple a normalement droit à son pays!

GLOSSAIRE ET ACRONYMES

Al-Assad, Bachar (1965-) : Succède à son père en tant que président syrien en 2000.

Al-Assad, Hafez (1930-2000) : général syrien, président de la syrie à partir de 1970, où il prend le pouvoir suite à une série de coups d'état. Il resyera président jusqu'à sa mort.

Atatürk, Mustafa Kemal (1881-1938) : général ottoman et fondateur de la République de Turquie en 1923. Il en est président de cette date jusqu'à sa mort.

Berzendji, Cheikh Mahmoud (1881-1956) : cheikh de la confrérie de la Qadiriyya, nommé gouverneur de Soulaimanye (Kurdistan d'Irak) et auto-proclamé roi du Kurdistan, il se révolte à plusieurs reprises de 1919 à 1931.

Barzani, Massoud (1946-) : fils et successeur de Mustafa Barzani à la tête du PDK d'Irak. Président de la région fédérale kurde (Irak) depuis 2005.

Barzani, Mustafa (1903-1979) : Participe à plusieurs révoltes avec son frère Ahmed et devient l'une des principales figure de la République de Mahabad proclamé en Iran en 1946, puis se réfugie en U.R.S.S. jusqu'en 1958. Il est le dirigeant du PDK et de la révolte kurde en Irak de 1961 à 1975.

GAP (Güneydogu Anadolu Projesi-pour projet sud-est Anatolien) : un projet d'aménagement du sud-est anatolien mené par le gouvernement turc. Il consiste essentiellement à irriguer 1,7 million d'hectares de terres arides à partir de 22 barrages principaux construits sur les bassins versants du Tigre et de l'Euphrate. En parallèle, 19 usines hydroélectriques permettront de fournir 7476 MW. Le GAP créera 1,7 million d'hectares de terres irriguées dans la plaine d'Harran. Ce projet devrait réduire de 22 km³ le débit des fleuves Tigre et Euphrate.

Khoyboun : Principal organisateur de la révolte du Mont Ararrat en Turquie entre 1927 et 1930.

Mohammed, Ghazi (1893-1947) : fondateur du PDK-Iran et président de la République de Mahabad. Exécuté le 30 mars 1947.

Parti Baas (résurrection) : fondé en 1947 par Michel Aflaq et Salah al-dsin al-Bitar , traversé depuis par de nombreuses scissions internes, il est de fait le parti unique en Syrie depuis 1966 et en Irak entre 1968 et 2003.

Öcalan, Abdullah (1948-) : fondateur du PKK et principal dirigeant de la guérilla kurde de 1984 à 1999, date de sa capture au Kenya et de son emprisonnement à vie en Turquie.

PDK-Irak (Parti démocratique du Kurdistan) : fondé en 1946 par Mustafa Barzani et dirigé en ce moment par son fils, Massoud.

PDK-Iran (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) : fondé en 1945 par Ghazi Mohammed, principal inspirateur de la République de Mahabad en 1946. Principal parti de la résistance kurde sous le Chah et sous la République Islamique avant l'avènement du PJAK.

PKK (Parti des ouvriers du Kurdistan) : parti de Turquie fondé en 1978 par Abdullah Öcalan, auteur d'une guérilla qui dure depuis 1984.

PJAK (Parti de la vie libre au Kurdistan) : fondé en 2003 par un membre du PDK-Iran, principale force de contestation armée actuelle en Iran.

Simko, Ismaël Axa dit (1887-1930) : Dirigeant d'une révolte qui porte son nom au Kurdistan iranien. Il est tué par les forces iraniennes lorsqu'il était convié à des négociations.

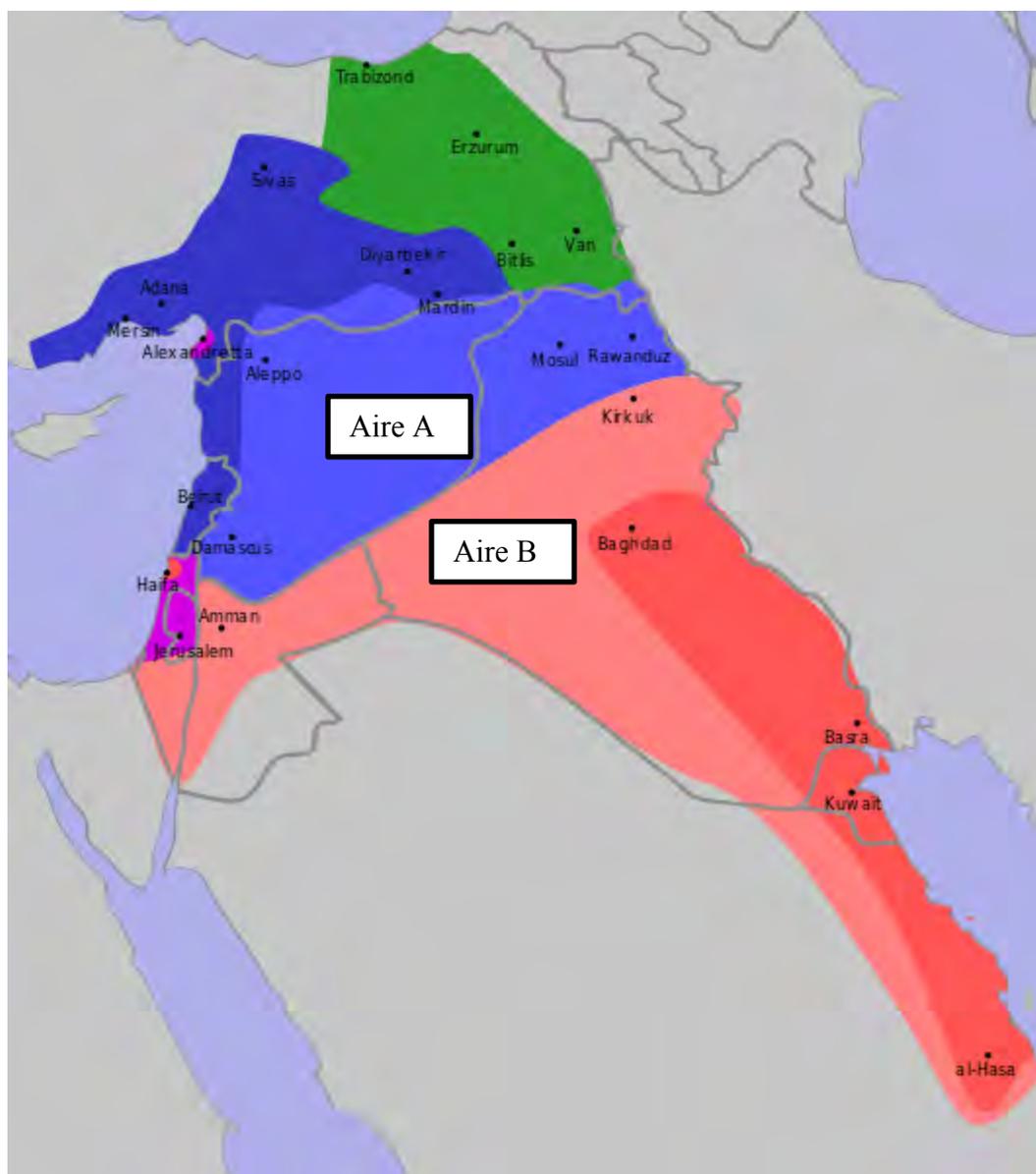
Talabani, Jalal (1933-) : homme politique kurde, fondateur de l'UPK et président de l'Irak depuis 2005.

UPK (Union patriotique du Kurdistan) : fondé en 1975 par Jalal Talabani, une des plus grandes organisations kurdes d'Irak.

CARTES



Carte no 1 : Entente entre Russes et Britanniques de 1907

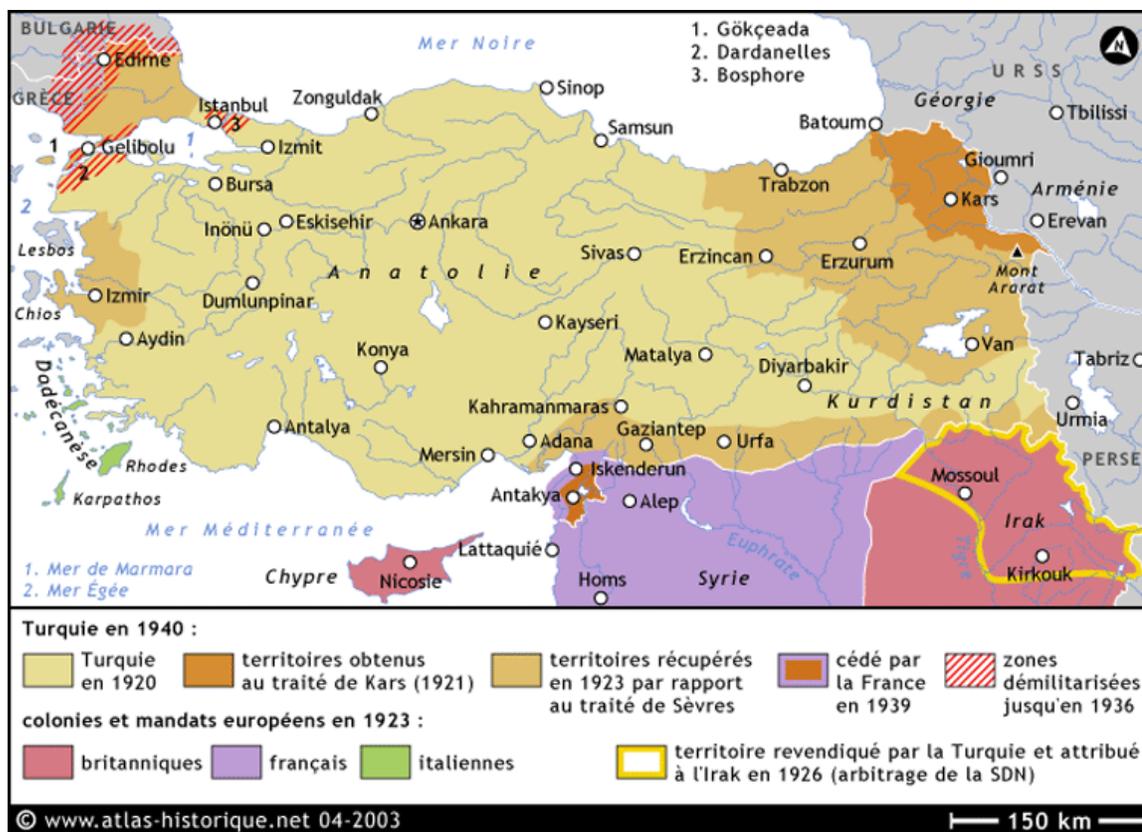


Carte no 2 : Accord de Sykes-Picot 1916

- Occupation française
- Occupation britannique
- Occupation russe
- Aire "A", protectorat français
- Aire "B", protectorat britannique
- Zone Internationale



Carte no. 3 : Traité de Sèvres



Carte no. 4 : Traité de Lausanne



Kurdish Independent Kingdoms and Autonomous Principalities circa 1835:

BABAN - Independent kingdom or principality and its approximate domain

ARDALAN - Autonomous vassal principalities and khanates

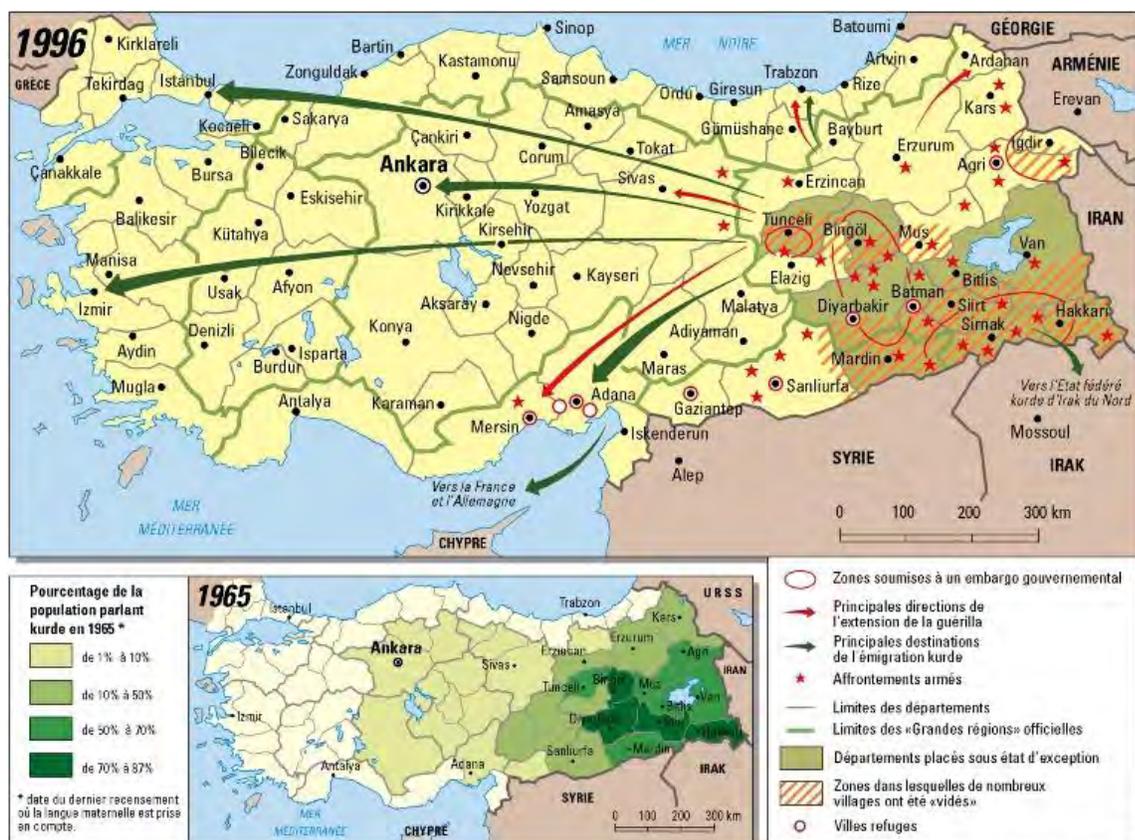
Rawanduz - Capital

Arbil - A major populous city

— - International boundaries

— - Boundaries of autonomous principality

Carte no. 5 : Exemple de divisions de royaumes kurdes vers 1835



Carte no. 6 : Zones de combats et de déportations des kurdes en 1996

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES ET ESSAIS

Barkley, Henri J., et Graham E. Fuller. *Turkey's Kurdish Question*, Lanham, Md. : Rowman & Littlefield Publishers, 1998.

Boulanger, Philippe. *Géopolitique des Kurdes*, Paris : Éditions Ellipses, 2006.

Bozarslan, Hamit. *Conflit kurde: Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Paris : Éditions Autrement, 2009.

Chaliand, Gérard. *Le Malheur kurde*, Paris: Seuil, 1992.

Charountaki, Marianna. *The Kurds and US Foreign Policy : International relations in the Middle East since 1945*, New York : Routledge, 2011.

Cigerli, Sabri. *Les Kurdes et leur histoire*, Paris : L'Harmattan, 1999.

Ciment, James. *The Kurds : State and Minority in Turkey, Iraq and Iran*, New York : Facts On File, 1996.

Eccarius-Kelly, Vera. *The militant Kurds : A Dual Strategy for Freedom*, Santa Barbara, CA : Praeger, 2011.

Hanauer, Larry, Jeffrey Martini et Omar Al-Shahery. *Managing Arab-Kurd Tensions in Northern Iraq After the Withdrawal of U.S. Troops*, Santa Monica, CA : RAND Corporation, 2011.

Homayounpour, Parviz. *L'affaire d'Azarbaïdjan*, Paris : Lausanne, 1967.

Houston, Christopher. *Kurdistan: Crafting of National Selves*, Bloomington, IA : Indiana University Press, 2008.

Lando, Barry M. *Web of deceit: The History of Western Complicity in Iraq, from Churchill to Kennedy to George W. Bush*, New York : Other Press, 2007.

Lasserre, Frédéric. *Écologie, irrigation, diplomatie, comment éviter les guerres de l'eau : L'eau au cœur des conflits du XXI^e siècle*, Paris : Éditions Delavilla, 2009.

Lawrence, Quil. *Invisible Nation: How the Kurds' Quest for Statehood is Shaping Iraq and the Middle East*, New York : Walker & Company, 2008.

Mango, Andrew. *Turkey and the War on Terror: For Forty Years We Fought Alone*, New York : Routledge, 2005.

Pahlavi, Pierre Cyril. "The Azerbaijan Crisis of 1945-46", dissertation, Université McGill, 1999.

Romano, David. *The Kurdish Nationalist Movement: Opportunity, Mobilization and Identity*, New York : Cambridge University Press, 2006.

Tejel, Jordi. *Syria's Kurds : History, politics and society*. Traduit par Emily Welle et Jane Welle, New York : Routledge, 2009.

ARTICLES DE REVUE

Abasa, Myriam. "Frontières de développement en Syrie : L'adaptation du projet Ba' thiste aux logiques tribales dans le front pionnier de la Jazîra", extrait de *A Contrario*, vol. 3 (été 2005), p. 11-25; <http://www.cairn.info/revue-a-contrario-2005-2-page-11.htm>; Internet; consulté le 15 mars 2012.

Ahmadzadeh, Hashem et Gareth Stansfield. "The political, Cultural and Military Re-Awakening of the Kurdish Nationalist Movement in Iran", extrait de *Middle East Journal*, vol. 64, no. 1 (hiver 2010), p. 11-27.

Ali, Othman. "The Kurds and the Lausanne Peace Negotiations, 1922-23", extrait de *Middle Eastern Studies*, vol. 33, no. 3 (juillet 1997), p. 521-534; <http://www.jstor.org/stable/4283891>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Babali, Tuncay. "Turkey at the Energy Crossroads", extrait de *Middle East Quarterly*, (printemps 2009), p. 25-33.

Balanche, Fabrice. "Géographie de la révolte syrienne", extrait de *Outre-Terre*, no. 29 (automne 2011), p. 437-458; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-3-page-437.htm>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Boulanger, Philippe. "Les Kurdes, tarot noir du Proche-Orient", extrait de *Études*, Tome 394 (hiver 2001), p. 19-28; <http://www.cairn.info/revue-etudes-2001-1-page-19.htm>; Internet; consulté le 27 février 2012.

Bozarslan, Hamit. "Les révoltes kurdes en Turquie kémaliste (quelques aspects)", extrait de *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 151 (juillet 1988), p. 121-136; <http://www.jstor.org/stable/25730514>; Internet; consulté le 27 février 2012.

Bruinessen, Martin Van. "The Kurds between Iran and Iraq", extrait de *MERIP Middle East Report*, no. 141 (juil-août 1986), p. 14-27; <http://www.jstor.org/stable/3011925>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Calabrese, John. "Turkey and Iran; Limits of a Stable Relationship", extrait de *Journal of Middle Eastern Studies*, vol.25, no. 1 (mai 1998), p. 75-94; <http://www.jsot.org/stable/195848>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Dolarami, Ali et Baban Eliassi. “Les Kurdes d’Iran à l’écart”, extrait de *Outre-Terre*, no. 28 (été 2011), p. 341-346; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-2-page-341.htm>; Internet; consulté le 27 février 2012.

Entessar, Nader. “The Kurds in Post-Revolutionary Iran and Iraq”, extrait de *Third World Quarterly*, vol. 6, no. 4 (octobre 1984), p. 911-933; <http://www.jstor.org/stable/3991802>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Eppel, Michael. “The Demise of the Kurdish Emirates: The Impact of Ottoman Reforms and International Relations on Kurdistan during the First Half of the Nineteenth Century”, extrait de *Middle Eastern Studies*, vol. 44, no. 2 (mars 2008), p. 237-258.

Eskander, Saad. “Britain’s Policy in Southern Kurdistan: The Formation and the Termination of the First Kurdish Government, 1918-1919”, extrait de *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 27, no. 2 (novembre 2000), p. 139-163; <http://www.jstor.org/stable/826089>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Fitzsimons, M.A. “Britain and the Middle East, 1944-1950”, extrait de *The Review of Politics*, vol. 13, no. 1 (janvier 1951), p. 21-38; <http://www.jstor.org/stable/1404635>; Internet; consulté le 27 février 2012.

Fuller, Graham E. *The Kurds and the Destiny of the Middle East*, New York, RAND research, 1993.

Ghanim, David. “Turkish Democracy and Political Islam”, extrait de *Middle East Policy*, vol. 26, no. 1 (printemps 2009), p. 75-84.

Gompert David C., Jerrold Green, et F. Stephen Larrabee, “Common Interests, Common Responsibilities How an Atlantic Partnership Could Stabilize the Middle East”, extrait de *RAND review*, (printemps 1999); <http://www.rand.org/publications/randreview/issues/rr-spring-99/atlantic.html>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Gunter, Michael M. “Turkey and Iran: Face Off in Kurdistan”, extrait de *Middle East Quarterly*, (mars 1998), p. 33-40.

Inbar, Ephraim. “À quoi servent les relations israélo-turques?”, extrait de *Outre-Terre*, no. 10 (hiver 2005), p. 235-251; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2005-1-page-235.htm>; Internet; consulté le 15 mars 2012.

Kabasa, Resat. “L’empire Ottoman, ses nomades et ses frontières aux 18^e et 19^e siècles”, extrait de *Critique internationale*, no. 12 (automne 2001), p. 111-127; <http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2001-3-page-111.htm>; Internet; consulté le 15 mars 2012.

Karakoç, Jülide. “The Impact of the Kurdish Identity on Turkey’s Foreign Policy from 1980s to 2008”, extrait de *Middle Eastern Studies*, vol. 46, no. 6 (novembre 2010), p. 919-942.

Lasserre, Frédéric. “Le prochain siècle sera-t-il celui des guerres de l’eau?”, extrait de *La revue internationale et stratégique*, no. 33 (1999), p. 99-118.

Lasserre, Frédéric. “Conflits hydrauliques et guerres de l’eau : un essai de modélisation”, extrait de *la revue internationale et stratégique*, no. 66 (été 2007), p. 105-117.

Little, Douglas. “The United States and the Kurds: A Cold War Story”, extrait de *Journal of Cold War Studies*, vol. 12, no. 4 (automne 2010), p. 63-98.

Loizides, Neophytos G. “State Ideology and the Kurds in Turkey”, extrait de *Middle Eastern Studies*, vol. 46, no. 4 (juillet 2010), p. 513-527.

Makinsky, Michel. “Téhéran-Ankara: Empires ou partenaires?”, extrait de *Outre-Terre*, no. 10 (hiver 2005), p. 225-233; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2005-1-page-225.htm>; Internet; consulté le 15 mars 2012.

Mameli-Ghaderi, Soheila. “Le tracé de la frontière entre la Syrie et la Turquie (1921-1929)”, extrait de *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 207 (juillet-septembre 2002), p. 125-138; <http://www.jstor.org/stable/25732826>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Mamikonia, Sargis. “Israël and the Kurds”, extrait de *Iran & the Caucasus*, vol. 9, no. 2 (2005), p. 381-399; <http://www.jstor.org/stable/4030960>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Mamoulia, Georges. “Les crises turque et iranienne 1945-1947 : L’apport des archives caucasiennes”, extrait de *Cahiers du Monde russe*, vol. 45, no. 1/2 (jan-jun 2004), p. 267-291; <http://www.jstor.org/stable/20174852>; Internet; consulté le 5 mars 2012.

Maunsell, F.R. “Kurdistan”, extrait de *Geographical Journal*, vol. 3, no. 2 (février 1894), p. 81-92; <http://www.jstor.org/stable/1774022>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Murat, Somer et Evangelos G. Liaras. “Turkey’s New Kurdish Opening: Religious versus Secular Values”, extrait de *Middle East Policy*, vol. 27, no. 2 (été 2010), p. 152-165.

Olson, Robert. “Turkey-Iran Relations, 1997 to 2000 :The Kurdish and Islamist Questions”, extrait de *Third World Quarterly*, vol. 21, no. 5 (octobre 2000), p. 871-890; <http://www.jstor.org/stable/3993623>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Özcan, Nihat Ali et Özgür Özdamar. “Uneasy Neighbors: Turkish-Iranian Relations Since the 1979 Islamic Revolution”, extrait de *Middle East Policy*, vol. 27, no. 3 (automne 2010), p. 101-117.

Özcan, Nihat Ali et Özgür Özdamar. “Iran’s Nuclear Program and the Future of U.S.-Iranian Relations”, extrait de *Middle East Policy*, vol. 26, no. 1 (printemps 2009), p. 121-133.

Parlar Dal, Emel. “Ankara-Téhéran: De la rivalité historique et idéologique au rapprochement pragmatique et civilisationnel”, extrait de *Outre-Terre*, no. 28 (été 2011), p. 493-499; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-2-page-493.htm>; Internet; consulté le 15 mars 2012.

Rollan, Françoise. “Le Tigre et l’Euphrate”, extrait de *Confluences Méditerranée*, no. 52 (hiver 2004-2005), p. 173-185; <http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2005-1-page-173.htm>; Internet; consulté le 15 mars 2012.

Roosevelt, Archie Jr. “The Kurdish Republic of Mahabad”, extrait de *The Middle East Journal*, vol. 1, no. 3 (juillet 1947), p. 247-269; <http://www.jstor.org/stable/4321887>; Internet; consulté le 27 février 2012.

Scalbert-Yücel, Clémence. “Kurdes sans Kurdistan”, extrait de *Outre-Terre*, no. 12 (automne 2005), p. 93-104; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2005-3-page-93.htm>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Sweatingen, Will D. “Geopolitical Origins of the Iran-Iraq War”, extrait de *Geographical Review*, vol. 78, no. 4 (octobre 1988), p. 405-416; <http://www.jstor.org/stable/215091>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Stansfield, Gareth. “The Kurdish Question in Iraq, 1914-1974”, extrait de *Middle East Online site*, accessible à <http://www.tlemea.com/iraq/essay5.asp>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Stansfield, Gareth et Liam Anderson. “Kurds in Iraq: The Struggle Between Baghdad and Erbil”, extrait de *Middle East Policy*, vol. 26, no. 1 (printemps 2009), p. 134-145.

Trombetta, Lorenzo. “Syrie : La fin avant la fin”, extrait de *Outre-Terre*, no. 29 (automne 2011), p. 425-435; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-3-page-425.htm>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Weber, Olivier. “Le malheur d’être Kurdes”, extrait de *L'Actualité*, Vol. 24, Iss. 8 (15 mai 1999); p. 73-76 ; <http://search.proquest.com/docview/221181162/fulltext/1364017CFFF31ED3C45/6?accountid=9867>; Internet; consulté le 18 mars 2012.

Yacoub, Joseph. “La question Assyro-Chaldéenne, les puissances européennes et la société des nations”, extrait de *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 151 (juillet 1988), p. 103-120; <http://www.jstor.org/stable/25730513>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

“Turkey and Irans Relations Go Cold”, extrait de *Janes Islamic Affairs Analyst* 12, no. 1 (1 janvier 2012): n/a, <http://search.proquest.com/docview/910920578?accountid=9867>, internet; consulté la dernière fois le 22 avril 2012.

ARTICLES DE JOURNAUX

Al-Arabiya news. “Arab observers to report back on Syria mission; Kurd groups to unite against Assad”, 19 janvier 2012, <http://www.alarabiya.net/articles/2012/01/19/189316.html>; Internet; consulté le 20 janvier 2012.

Bell, Michael. “After Assad's fall, a sectarian struggle”, extrait de *Globe and Mail*, 3 février 2012, <http://www.theglobeandmail.com/news/opinions/opinion/SOMNIA/article2324584/>; Internet; consulté le 3 février 2012.

Cagaptay, Soner. “Next Up : Turkey vs Iran”, extrait de *New York Times*, 14 février 2012.

Hawramy, Fazel. “Turkey must investigate this massacre to build Kurdish trust”, extrait de *The Guardian*, 19 janvier 2012, <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/jan/19/turkey-massacre-kurdish-trust-army>; Internet; consulté le 19 janvier 2012.

Hemming, Jon. “Syria's Kurds mistrust government and opposition: activists”, extrait de *KurdishMedia.com*, 15 janvier 2012, accessible à <http://www.kurdmedia.com/article.aspx?id=16845>; Internet; consulté le 15 avril 2012.

Hemming, Jon. “Turkey limits court powers to question state spies”, 17 février 2012, <http://www.trust.org/alertnet/news/turkey-limits-court-powers-to-question-state-spies/>; Internet; consulté le 17 février 2012.

Head, Jonathan. “Turkey election: Kurdish anger looms over vote”, extrait de *BBC news online*, 8 juin 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-13693680>; Internet; consulté le 8 décembre 2011.

Hunter, Robert E. “Grand Strategy for the Middle East”, extrait de *San Diego Union-Tribune*, 19 novembre 2006, accessible à <http://www.rand.org/commentary/2006/11/19/SDUT.html>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Karam, Zeina. “No Fans of Assad, Syria's Kurds Distrust Uprising”, 18 avril 2012, <http://abcnews.go.com/International/wireStory/fans-assad-syrias-kurds-distrust-uprising-16160655>; Internet; consulté le 18 avril 2012.

Larrabee, F. Stephen. “Winning Back the Turks”, extrait de *International Herald Tribune*, 14 novembre 2006, accessible à <http://www.rand.org/commentary/2006/11/14/IHT.html>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Lederer, Edith M. "Europe, Russia propose rival resolutions on Syria", 20 avril 2012, <http://news.yahoo.com/europe-russia-propose-rival-resolutions-syria-182901110.html>; Internet; consulté le 22 avril 2012.

L'expression, le quotidien. Turquie et Iran vers une alliance contre les Kurdes : Une offensive terrestre turque en Irak avec Téhéran?, 27 septembre 2011, <http://www.lexpressiondz.com/internationale/139732-une-offensive-terrestre-turque-en-irak-avec-teheran.html>; Internet; consulté le 22 avril 2012.

RAND corporation. "Improved U.S.-Turkish Relations Are Vital to Better Security in the Persian Gulf and Middle East", <http://www.rand.org/news/press/2010/02/03.html>; Internet; consulté le 2 mars 2012.

Rubin, Michael. "Kurds May Be Barometers of Obama's Iraq Defeat", extrait de *KurdishMedia.com*, 1 novembre 2011, accessible à <http://www.kurdmedia.com/article.aspx?id=16819>; Internet; consulté le 5 mars 2012.

Shorash, Shakhawan. "Erdogan's apology between recognition and denial" extrait de *KurdishMedia.com*, 17 décembre 2011, accessible à <http://www.kurdmedia.com/article.aspx?id=16833>; Internet consulté le 23 mars 2012.

Sinclair-Webb, Emma. "Turkey's human rights challenges", extrait de *Los Angeles Times*, 19 décembre 2011, <http://articles.latimes.com/2011/dec/19/opinion/la-oe-sinclair-kurds-20111219>; Internet; consulté le 19 décembre 2011.